

**COMITE SYNDICAL  
DU 7 DECEMBRE 2023  
A MERCUREY**

Comité du Syndicat Départemental d'Énergie de Saône et Loire (SYDESL)  
Séance du 7 décembre 2023

**Le sept décembre de l'année deux-mille-vingt-trois, le Comité syndical du SYDESL s'est réuni à MERCUREY, à 14 h 30, après convocation légale sous la présidence de M. Jean SAINSON, Président, le 30 novembre 2023.**

Nombre de membres en exercice : 74

Nombre de membres présents : 40

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de mandats : 802

**Etaient présents** : MM BAJAUD – BORDAT – CHARLEUX – DESSOLIN – DEYNOUX – GIRARDEAU – GUILLEMAUT – LEONARD – MARTIN – MAYA – MENNELLA – PATRU – PINARD – PLET – POUCHELET – PROTET – REYNAUD – SAINSON – SALCE – THEBAULT – VARIN – VERCHERE – VIEUX – VIRELY – MME VITTON (25 Elus)

**Participaient en visioconférence** : MME ANDRE – MM BERTHET – BERTHIER – BURTIN – CARDON - CHAPUIS – MME DREVET – MM GELIN – HES - LE CLOIREC - FROST – MAITRE – MME MAUNY – MM MENAGER – PICARD (15 Elus)

**Etaient excusés avec pouvoir** : (6 élus)

M Benjamin CARON	Pouvoir à	M Jean-Claude VIEUX
M Robert CHASSERY	Pouvoir à	M François GUILLEMAUT
M Alain LANCIAU	Pouvoir à	M Hervé REYNAUD
M Jean PERCHE	Pouvoir à	M Jean SAINSON
M Gilles PLATRET	Pouvoir à	MME Elisabeth VITTON
M Jacques VOGEL	Pouvoir à	M Christian PROTET

**Etaient excusés** : MM AVENAS – MME BERNARD – MM CHAILLET – CHAUVET – CHAVIGNON – CLERC – CORNIER – DAUGE – DURAND – FIERIMONTE – GENET – MME GONCALVES – MM KRZYWONOS – LACHEZE – LAROCLETTE – FRIZOT – MARECHAL – PERRAUD – PERRUCAUD – PISSELOUP – POIZEAU – RAGOT – RENAUD – RIBOULIN – MME SARANDAO – MM SPARTA – TARDY – VERJUX (28 Elus)

**Assistaient** : MMES SEVESTRE – MAZILLE – HARCIL - MM. JACCON – BARBIER – DEGROLARD – DE MONREDON – JOURNET – GARCON - ADE

Le Président constate que le quorum est atteint et ouvre la séance.

Le Président ouvre la séance et procède conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire parmi les membres du Comité ; Monsieur Hervé REYNAUD ayant obtenu l'unanimité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées. Le compte rendu de cette séance sera affiché au plus tard le 25 février 2024.

Le Comité Syndical a été convoqué le 30 novembre 2023.

L'ordre du jour est conforme à la convocation :

***I - Approbation du compte-rendu de la réunion du Comité Syndical du SYDESL du 16 octobre 2023.***

***II– Information : décisions***

***III– Rapports***

1. Programmes de travaux d'électrification rurale pour 2024
2. Groupement de commandes de fourniture de postes de transformation, de transformateurs et d'armoires de coupure HTA – Adhésion complémentaire du SICECO
3. Conventions d'utilisation des appuis communs pour le déploiement du Très Haut Débit (THD)
4. Avenant aux conventions d'utilisation d'appuis communs pour le déploiement du Très Haut Débit (THD)
5. Convention de mandat pour l'Eclairage Public à CHAGNY
6. Convention de mandat avec la CUCM pour un projet d'Eclairage Public à MONTCHANIN
7. Modification n° 3 de la délégation du Comité Syndical au Président
8. Mise en place du Contrat Chaleur Renouvelable Territorial (CCRT) ADEME - SYDESL
9. Examen des projets de la SEM Saône-et-Loire Energies Renouvelables
10. Adhésion pour la consommation du bâtiment du SYDESL et des IRVE au futur marché de fourniture d'électricité
11. Règlement du temps de travail et règlement RH
12. Adoption du nouveau règlement des titres restaurant
13. Création de postes
14. Tableau des effectifs des emplois permanents et non permanents
15. Congrès de la FNCCR 2024
16. Désignation de délégués au CNAS
17. Modèle de procès-verbal de mise à disposition des ouvrages de distribution de Gaz
18. Reversement aux communes pour l'exercice 2023 de la Taxe Intérieure Communale sur les Consommations Finales d'Electricité
19. Subvention de la Caisse des Dépôts et Consignations au Schéma Directeur des Installations de Recharge pour Véhicules Electriques (SDIRVE)
20. Avenant 4 à la tarification de la DSP PROPANE avec ANTARGAZ
21. Convention de partenariat avec LE GRAND CHALON pour la gestion des bornes transférées en 2024
22. Décision Modificative n° 3
23. Autorisation de mandater en investissement avant le vote du budget 2024
24. Participation au Fonds Départemental d'avance en subvention PROCIVIS

***IV – Informations***

- 1 – Les Commissions Spécialisées

***V– Questions diverses***

Le compte rendu de cette séance sera affiché au plus tard le 25 février 2024.

Le Président Jean SAINSON accueille les membres du Comité Syndical et désigne Monsieur Hervé REYNAUD en tant que secrétaire de séance.

Le Président Jean SAINSON informe les participants qu'une modification a été apportée aux rapports 13 et 14

## **I - APPROBATION** du compte rendu de la séance du 16 octobre 2023.

Le compte rendu a été diffusé par courriel sécurisé via la plate-forme PASTELL à tous les membres du Comité syndical, et aucune observation n'est parvenue à ce jour. Il leur sera demandé d'approuver ce compte rendu.

## **II-INFORMATION :**

### **LES DECISIONS**

<b>Année</b>	<b>N° décision</b>	<b>Objet</b>	<b>Visa CL</b>
2023	DS23-007	Marché 23CONCES01 – Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'analyse de la concession gaz	09/11/2023
2023	DS23-008	Marché 23CONCES02 – Schéma Directeur des Infrastructures de Recharge des Véhicules Electriques	06/11/2023

## **III-RAPPORTS**

### **1 – Programme de travaux d'électrification rurale pour 2024**

#### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les enveloppes financières d'électrification rurale pour 2024 se répartissent entre les programmes du Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification (FACE) et les programmes du SYDESL comme suit :

- **Programmes FACE**
  - Renforcement des réseaux (AP) : 1 908 000 € TTC
  - Extension des réseaux (AE) : 417 000 € TTC
  - Sécurisation (SN) : 1 180 000 € TTC
  - Enfouissement et pose en façade (CE) : 1 105 000 € TTC
- **Programmes SYDESL**
  - Fonds propres : 3 950 000 € TTC
  - Environnement SYDESL – ENEDIS (Article 8) : 971 000 € TTC ;

Considérant que les modalités de calculs prises en compte pour élaborer les programmes de travaux 2024 ont été présentées et validées lors des bureaux et assemblées générales des comités territoriaux qui se sont déroulés cet automne 2023 ;

Considérant l'exposé du Président ;

Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la répartition des travaux 2024 selon le tableau ci-dessous et dont le détail figure en annexe :

Comité Territorial	Nombre de communes	RENFORCEMENT	ENVIRONNEMENT		FILS NUS
		FACE AP/AE 65% SYDESL	SYDESL-ENEDIS (Art.8) 35% SYDESL	FACE CE	FACE SN
<b>Autunois</b>	47	9,23%	9,13%	8,91%	21,13%
<b>Basse Seille</b>	34	9,58%	6,60%	5,51%	4,71%
<b>Bresse Chalonnaise</b>	67	11,93%	13,01%	12,73%	7,26%
<b>Brionnais</b>	55	10,01%	10,68%	11,15%	13,94%
<b>Campagnes de Bresse</b>	51	16,10%	9,90%	6,21%	8,47%
<b>Charolais</b>	34	9,02%	6,60%	6,98%	10,44%
<b>Clunisois</b>	50	4,55%	9,71%	11,15%	5,16%
<b>Loire et Arroux</b>	39	8,79%	7,57%	5,80%	8,85%
<b>Mâconnais Beaujolais</b>	54	9,64%	10,49%	14,32%	10,18%
<b>Nord Chalonnais</b>	39	3,68%	7,57%	8,74%	8,21%
<b>Sud Chalonnais</b>	45	7,46%	8,74%	8,50%	1,65%
<b>TOTAUX</b>	<b>515</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

AUTORISE le Président de signer tout document afférent.

## Annexe : liste des travaux

<b>Commune</b>	<b>N° Affaire</b>	<b>Type affaire</b>	<b>Libellé</b>	<b>Montant TTC</b>
Anost	009080	Fils nus	BT P. LES CREUX (S)	34 000,00 €
Antully	010122	Fils nus	BT P. ETANG DES BAUMES (RD 680) S	25 600,00 €
Antully	010149	Renforcement	BTS P. LA BARRIERE (rue du 8 mai 1945)	96 000,00 €
Artaix	012075	Renforcement	PSSA ARTAIX	65 000,00 €
Azé	016096	Environnement	BTS P. EGLISE (rue neuve) ENV	62 745,32 €
Bantanges	018077	Environnement	BTS P. BANTANGES (départ Nord/Est) ENV	58 500,00 €
Baron	021066	Environnement	BTS P. LES CLOUX (Secteur Cimetièr+La Garenne+La Vallée))	100 500,00 €
Baugy	024059	Fils nus	BTS P. MARTRAY (S)	40 500,00 €
Berzé-la-Ville	032093	Environnement	BTS P. MARIE Tr.2 (Env)	57 750,00 €
Bonnay-Saint-Ythaire	042053	Environnement	BTS P. BONNAY (rue de La Croix Pacquot)ENV	60 500,00 €
Bonnay-Saint-Ythaire	492032	Renforcement	Recentrage PSSA SAINT YTHAIRE	71 000,00 €
Bosjean	044051	Renforcement	BT + PSSA PANISSIERE	84 500,00 €
Bouhans	045015	Renforcement	Recentrage PSSA Moulinot	78 000,00 €
Bragny-sur-Saône	054059	Environnement	BTS P. BRAGNY (Rue neuve) ENV	102 600,00 €
Briant	060046	Fils nus	BT P. RAGUENAI (S)	10 000,00 €
Broye	063095	Fils nus	BTS P. LE MORDEAU (anciennes écuries) S	51 800,00 €
Chapaize	087060	Environnement	BTS P. GEMAUGUE (antenne Sud) ENV	64 500,00 €
La Chapelle-de-Guinchay	090206	Environnement	BTS P. BELLEVERNE (rue des cours) ENV	146 000,00 €
La Chapelle-de-Guinchay	090229	Renforcement	PSSA LES PRENARDIERES	64 000,00 €
La Chapelle-du-Mont-de-France	091016	Renforcement	BT P. BURNET	57 500,00 €
La Chapelle-Naude	092096	Renforcement	PSSB LES COLLONGINS	161 800,00 €
La Chapelle-Saint-Sauveur	093082	Renforcement	BTS P. LA CROIX DES BOIS (reprise BT P. AMANGE)	45 000,00 €
Chardonnay	100019	Environnement	BTS P. CHAMPVENT et RTE de LUGNY	134 672,52 €
Châteauneuf	113013	Environnement	BTS P. Bourg (croix blanche) - ENV	87 000,00 €
Chenôves	124048	Environnement	BTS P. LA GRANGERIE (suppression traversée RD)	64 800,00 €
Chiddes	128031	Environnement	BTS P. LES BREDIAUX (ant Sud) - RD 307	101 250,00 €
La Comelle	142048	Fils nus	BT P. LE JEU (S)	11 600,00 €
Cressy-sur-Somme	152042	Environnement	BTS P. Cressy (rue des écoles) ENV	55 000,00 €
Crissey	154149	Environnement	BTS P. MOIREAU (rue du lac) ENV	99 500,00 €
Cronat	155070	Environnement	BTS P. BRESSOTTE (ENV)	118 500,00 €

Commune	N° Affaire	Type affaire	Libellé	Montant TTC
Cuiseaux	157138	Environnement	HTAS et BTS P. LES CITES (ENV)	100 000,00 €
Cuisery	158176	Environnement	BTS P. ARQUEBUSE (route des Platières) ENV	111 000,00 €
Cussy-en-Morvan	165086	Fils nus	BT P. CHAMP GUILLAUME (S)	47 700,00 €
Demigny	170118	Renforcement	PSSA LES GRANDES VIGNES +BTS	160 300,00 €
Demigny	170121	Renforcement	BT P. EGLISE (Façade de la Mairie)	23 510,21 €
Dompierre-les-Ormes	178161	Fils nus	BT P. LES PLASSARDS (antenne Sud) S	29 500,00 €
Épervans	189100	Fils nus	BT P. LES VIGNES (le long du RD) S	17 600,00 €
Essertenne	191053	Renforcement	BTS P. MUSSEAU (sortie de poste)	116 000,00 €
Frangy-en-Bresse	205098	Renforcement	BT P. CLEMENCEY (ant. Sud)	52 800,00 €
Frangy-en-Bresse	205099	Renforcement	PSSB "ROUTE DE CHARNAY" (reprise Ant P. FRANGY)	128 000,00 €
Frontenard	208025	Fils nus	PRCS "Pré de La Faye"	68 500,00 €
Genouilly	214068	Renforcement	BT P. LA BRETAGNE (Antenne T150)	33 150,00 €
Genouilly	214070	Renforcement	BTS GENOUILLY (création un 2ème départ)	11 000,00 €
La Grande-Verrière	223105	Fils nus	BT P. LES BUTTEAUX (Antenne Nord) S	22 740,00 €
La Grande-Verrière	223106	Fils nus	BT P. ROCHE DE GLENNE (reprise BT L'ETOUPIE)S	29 000,00 €
La Guiche	231071	Environnement	BTS P. LA GUICHE (antenne Sud Est)	75 500,00 €
L'Hôpital-le-Mercier	233058	Environnement	BTS P. QUART (Ant Nord Ouest)	94 000,00 €
Jalogny	240041	Environnement	BTS P. MONT ST PIERRE (montée des Bousseaux) TR1 ENV	92 500,00 €
Lacrost	248038	Fils nus	BTS P. MAIRIE (antenne lotissement "Le clos Jourdan")	119 500,00 €
Laizy	251082	Environnement	BTS P. LAIZY et GRAND PRE (av de la gare) ENV	107 000,00 €
Lalheue	252029	Environnement	BTS P. LALHEUE (rue du Quart Rameau et rte de Laives)ENV	178 500,00 €
Ligny-en-Brionnais	259087	Renforcement	Recentrage PSSA LES SERVES	100 500,00 €
Maltat	273048	Fils nus	BTS P. PERRAUX ET BOURG (rte de Bourbon )S	96 000,00 €
Le Rousset-Marizy	279059	Renforcement	BT P. MONT FRAU	70 600,00 €
Marly-sur-Arroux	281065	Fils nus	Dépose BT P. LE MATRAS	16 000,00 €
Mary	286058	Renforcement	PSSA MAIRIE (250 Kva)	80 000,00 €
Matour	289137	Fils nus	BT P. AUVREAU (S)	24 000,00 €
Melay	291115	Renforcement	PSSA PONT DES GALLANDS	62 200,00 €
Melay	291129	Renforcement	PSSA LES BROTTES (reprise BT Forêt et Berthelière)	84 500,00 €
Mellecey	292120	Environnement	BTS P. ETAULES (rue d'étaules) ENV	41 868,30 €
Mesvres	297060	Fils nus	BT P. CHAMP ROND (S)	12 000,00 €

<b>Commune</b>	<b>N° Affaire</b>	<b>Type affaire</b>	<b>Libellé</b>	<b>Montant TTC</b>
Mesvres	297071	Renforcement	BTS P. TUILERIE (antenne rue du champ de la Gare)	112 600,00 €
Montpont-en-Bresse	318171	Renforcement	BT P. DENISET (rempl H61 50 par 100kva)	25 000,00 €
La Motte-Saint-Jean	325079	Renforcement	BTS P. VERDIER (antenne Virand)	131 600,00 €
Mussy-sous-Dun	327066	Fils nus	BT P. LA MALADIERE (S)	12 750,00 €
Oslon	333072	Environnement	BTS P. VIGNE RENARD et LE PRE MEILLOT	149 648,94 €
Oudry	334058	Renforcement	BTS P. LOTISSEMENT OUDRY (antenne Sud)	58 500,00 €
Ouroux-sur-Saône	336233	Environnement	BTS P. LE PULIMOT (route de Louhans)	120 000,00 €
Oyé	337062	Fils nus	BT P. DARON (S)	39 000,00 €
Palinges	340163	Fils nus	BT P. LE MONTET (Fils Nus, Ant Est)	35 000,00 €
Paris-l'Hôpital	343034	Environnement	BTS P. CIMETIERE (antenne moulin) ENV	70 000,00 €
Péronne	345085	Fils nus	BTS P. PERONNE (rue de l'iserable)	15 000,00 €
Perreuil	347070	Fils nus	BT P. LE CHAPITRE (S)	15 000,00 €
Prissé	360158	Renforcement	PSSA "AU BUISSONS ROUX"	126 737,41 €
Prissé	360158	Renforcement	PSSA "AU BUISSONS ROUX"	22 039,27 €
Reclesne	368050	Environnement	BTS P. L'EGLISE (antenne La Brulée)	154 000,00 €
Rigny-sur-Arroux	370090	Environnement	BTS P. MAIRIE (rue de l'atelier) ENV	52 000,00 €
Romanèche-Thorins	372135	Environnement	BTS P. LA BELOUZE - Route du Bourg (antenne Ouest)	58 736,09 €
Rully	378151	Fils nus	BTS P. LES BORDES (rue des Bordes) ENV	38 600,00 €
Sagy	379155	Fils nus	BT P. LES MOUILLES (S)	20 000,00 €
Saint-Albain	383057	Fils nus	BTS P. VIGNE DE LA CURE (montée des Roux)	63 838,19 €
Saint-André-le-Désert	387062	Renforcement	BT P. CHATEAU GAILLARD	42 500,00 €
Saint-Bérain-sur-Dheune	391024	Environnement	BTS P. Bourg (antenne sud) ENV.	124 500,00 €
Saint-Christophe-en-Brionnais	399059	Fils nus	BTS P. ZONE ARTISANALE (ENV)	43 500,00 €
Saint-Denis-de-Vaux	403023	Renforcement	PSSA "LE VERGER" (reprise BT P. Paquier)	90 000,00 €
Saint-Edmond	408064	Renforcement	BTS P. RIVIERE (création un départ supplémentaire)	26 560,00 €
Saint-Huruge	427013	Environnement	BTS P. Bourg (2ème tranche devant Mairie) ENV	60 000,00 €
Saint-Igny-de-Roche	428115	Environnement	BTS P. LOTISS LES TREVES ( rue du poirier)	79 400,00 €
Saint-Martin-Belle-Roche	448116	Environnement	BTS P. COUVENT (impasse des vignes blaisons) ENV	79 600,00 €

<b>Commune</b>	<b>N° Affaire</b>	<b>Type affaire</b>	<b>Libellé</b>	<b>Montant TTC</b>
Saint-Martin-du-Lac	453042	Renforcement	BTS P. LA GARDE (antenne Nord)	93 600,00 €
Saint-Martin-du-Tartre	455033	Environnement	BTS P. MAIZERAY (côté Bourg) ENV	90 000,00 €
Saint-Martin-en-Gâtinois	457024	Fils nus	BT P. NEUVELLE (dépose fils nus) S	10 800,00 €
Saint-Martin-sous-Montaigu	459034	Environnement	BTS P. LES MALADIERES (antenne Les Jonchères)	44 000,00 €
Saint-Pierre-de-Varenes	468059	Renforcement	PSSA "BOIS DU FORT DE LUCHET"	100 000,00 €
Saint-Symphorien-de-Marmagne	482068	Renforcement	BT P. MAUPOIS (Antenne Ouest)	60 000,00 €
Saint-Symphorien-de-Marmagne	482106	Fils nus	BT P. LES LAVAUT (S)	14 000,00 €
Saint-Symphorien-de-Marmagne	482111	Renforcement	BT P. PAIZY (antenne Nord)	17 150,00 €
Saint-Symphoriens-Bois	483095	Environnement	UP ST SYMPHORIEN DES BOIS	135 200,00 €
Saint-Vincent-en-Bresse	489078	Renforcement	PSSA PETITE CHIZE	67 000,00 €
Saint-Yan	491145	Renforcement	BT P. LES COUTURES	29 500,00 €
Saint-Yan	491146	Fils nus	BT P. CHAMP JOANNIN	21 500,00 €
Santilly	498028	Environnement	BTS P. COUR LOMBARD (antenne Sud) ENV	133 500,00 €
Sassenay	502112	Fils nus	BT P. LE CLOS (rue des Cadolles) S	10 400,00 €
Savigny-sur-Grosne	507038	Fils nus	BT P. NOTRE DAME	8 700,00 €
Sennecey-le-Grand	512079	Environnement	BTS P. LES PLANTES (rue du 19 mars 1962) ENV	40 500,00 €
Sennecey-le-Grand	512172	Renforcement	PSSB Communauté de commune	113 947,18 €
Sens-sur-Seille	514068	Environnement	BTS P. L'ARGILLET (Ant Ouest-entrée Ouest du Bourg)	121 000,00 €
Serley	516094	Renforcement	BT P. FORET (Ant Est)	66 500,00 €
Sigy-le-Châtel	521028	Fils nus	Recentrage PSSA HAUTECOUR	118 400,00 €
Simard	523138	Renforcement	BT P. PERROIR (rempl H61 100 par PSSA 160)	66 000,00 €

<b>Commune</b>	<b>N° Affaire</b>	<b>Type affaire</b>	<b>Libellé</b>	<b>Montant TTC</b>
Simard	523155	Environnement	BTS P. PUTIGNY (rue du Stade) 2ème tranche ENV	165 000,00 €
Toulon-sur-Arroux	542156	Environnement	BTS P. AVENUE DU 8 MAI (ENV)	125 000,00 €
La Truchère	549049	Renforcement	BTS P. LE MOULIN (reprise BT P. LA TRUCHERE)	42 600,00 €
Uxeau	552069	Environnement	BTS P. BOURG UXEAU (extrémité Ouest) ENV	42 000,00 €
Varenne-l'Arconce	554018	Renforcement	PSSA "LE SEUIL"	115 200,00 €
Varennes-le-Grand	555179	Fils nus	BT P. LOISY ( rue Vie de Loisy) S	18 000,00 €
Varennes-sous-Dun	559119	Fils nus	BT P. LA FAUX (S)	24 000,00 €
Verdun-sur-le-Doubs	566039	Environnement	BTS P. EGLISE et ST JEAN (traversée RD) ENV	24 500,00 €
Versaugues	573043	Fils nus	BT P. LES FIOLES (S)	35 600,00 €
Villeneuve-en-Montagne	579029	Environnement	BTS P. LES OUCHES (ENV)	60 400,00 €
Vincelles	580078	Environnement	BTS P. LA RODOT (ENV)	144 600,00 €
La Vineuse-sur-Frégande	582093	Environnement	BTS P. BOURG VITRY (Rue des cours d'Auxois) ENV	97 000,00 €
Virey-le-Grand	585084	Environnement	BTS P. ROUTE DE CRISSEY (rue Jean Moulin)	95 200,00 €
Viry	586048	Renforcement	BT P LA TEPPE (sortie de poste)	43 000,00 €
Vitry-en-Charollais	588167	Renforcement	Recentrage P. LE TALOCHET	99 000,00 €

## 2 – Groupement de commandes de fournitures de postes de transformation, transformateurs et d'armoires de coupure HTA : adhésion complémentaire du SICECO

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS22-057 du 15 décembre relative à l'adhésion du SYDESL au groupement de commande « la fourniture de postes de transformation, de transformateurs et d'armoires de coupures HTA » ;

Vu L'article 5 de la convention de groupement rendant possible l'adhésion d'une nouvelle entité adjudicatrice, à date anniversaire, sous réserve de modification de la convention par avenant signé des parties ;

Considérant le souhait du SICECO de rejoindre notre groupement acté par délibération lors de son bureau syndical du 9 novembre dernier ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** l'adhésion du SICECO au groupement de commandes pour la fourniture de postes de transformation, de transformateurs et d'armoires de coupure HTA

**AUTORISE** le Président à signer l'avenant à la convention permettant cette adhésion joint en annexe ainsi que tout éventuel avenant à venir sur la présente convention.

### 3 – Convention d'utilisation des appuis communs pour le déploiement du Très Haut Débit (THD)

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité d'autoriser l'utilisation des supports de distribution d'électricité du SYDESL, lorsque cela est possible pour le développement des réseaux de THD ;

Considérant la nécessité de mettre en place des conventions conformes au modèle national validé par la FNCCR et le concessionnaire et prenant en compte l'avenant lié à l'arrêté du 24 décembre 2021 relatifs aux raccordements finals ;

Considérant les deux nouvelles demandes reçues pour l'utilisation des supports de distribution publique d'électricité dans le cadre du déploiement de réseaux très haut débit :

- Sud Bourgogne THD (Société Publique Locale constituée par La Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau et Le Grand Chalon agglomération) et Sud Bourgogne Networks (Covage)
- NEXLOOP.

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** les deux conventions à conclure conformément aux projets annexés [via ce lien](#).

**AUTORISE** le Président de signer lesdites conventions ainsi que tous éventuels avenants.

Monsieur Jean-Louis BAJAUD fait remarquer qu'à BOURBON LANCY, la fibre a été déployée via un poteau Enedis.

## 4 – Avenant aux conventions d'utilisation d'appuis communs pour le déploiement du Très Haut Débit (THD)

### EXPOSE PREALABLE :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 34-8-2-1 du code des postes et des communications électroniques disposant que les opérateurs de communications électroniques ont signé localement avec le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité et l'autorité organisatrice de la distribution concernés une convention pour définir les modalités techniques et financières encadrant l'accès aux ouvrages du réseau public de distribution d'électricité pour permettre le déploiement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 2021 relatif aux conditions particulières du déploiement d'un réseau de communications électroniques à très haut débit sur les ouvrages basse tension du réseau public de distribution d'électricité qui est venu préciser les conditions de déploiement, en particulier en exonérant les opérateurs du calcul de charge lorsque les appuis aériens du réseau de distribution d'électricité basse tension n'accueillent pas de desserte optique et son article 7 qui impose aux parties concernées de mettre à jour les conventions.

Considérant le modèle d'avenant rédigé par la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), Enedis et InfraNum ;

Considérant la nécessité de passer un avenant pour :

Opérateurs	Dates des conventions	Observations
ORANGE	15/07/2015	
NUMERICABLE	18/07/2016	
COMPLETEL	18/07/2016	
SFR FTTH	18/07/2016	Devenu XP Fibre
Conseil Départemental 71	26/07/2017	
COVAGE	14/06/2019	Devenu Saône et Loire THD
Ville de Mâcon	15/06/2021	
Lelo-Liazo Services	15/03/2022	

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la mise à jour des conventions signées conformément [au modèle d'avenant](#).

**AUTORISE** le Président de signer à la demande des opérateurs, les différents avenants à intervenir aux conventions validées et tout autre avenant afférent.

Monsieur Christian PROTET fait part qu'aujourd'hui des problèmes de délais conséquents existent quant à l'enfouissement du réseau cuivre avec l'opérateur ORANGE. Aussi, il est possible qu'à certains endroits et que selon certains opérateurs la fibre soit enfouie dès la fin des travaux.

## 5 – Convention de mandat pour l'éclairage public à CHAGNY

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du SYDESL ;

Considérant que le SYDESL est Maître d'Ouvrage des travaux sur le Réseau de Distribution Publique d'Electricité et que la Ville de CHAGNY n'a pas transféré la compétence éclairage public au syndicat ;

Considérant les travaux à réaliser Avenue du Général Leclerc à CHAGNY, pour une enveloppe estimée à 8 500 € HT ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la convention de mandat à conclure avec la Ville de CHAGNY relative à des travaux d'éclairage public, conformément au projet annexé.

**AUTORISE** le Président de signer ladite convention et ses éventuels avenants.



## CONVENTION DE MANDAT

### Relative à l'amélioration des installations d'éclairage public

Dossier n° 073021\_TRVXEP

Commune de CHAGNY

Intitulé : «Dissimulation BT Avenue Général Leclerc (de l'av. Gnl de Gaulle à Rue de Beaune)»

Entre :

**La Commune de CHAGNY** représentée par son Maire, M. \_\_\_\_\_, dûment habilité en vertu d'une délibération en date du \_\_\_\_\_

désigné ci-après sous la dénomination "**La Commune**" (maître d'ouvrage)

et,

**Le Syndicat Départemental d'Énergie de SAONE et LOIRE (SYDESL)** dont l'adresse est située à : Cité de l'Entreprise 200 Bd de la Résistance - 71000 MACON, et représenté par son Président en exercice M. Jean SAINSON, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical,

désigné ci-après sous la dénomination "**le SYDESL**" (mandataire)

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des installations d'éclairage public projetées par la commune.

#### **ARTICLE 2 - DESTINATION DES OUVRAGES**

Tous les ouvrages et les installations d'éclairage public définis à l'article 3 ci-après, seront dès leur achèvement remis à la commune, propriétaire du réseau.

L'avant-projet sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage préalablement à l'engagement financier de l'opération.

Le choix du mobilier urbain à installer, notamment les candélabres, les luminaires et autres, reste à la discrétion du maître d'ouvrage.

Les ouvrages réalisés seront remis à la commune, après leur réalisation et feront l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage, co-signé par la Commune, le SYDESL et l'entreprise prestataire.

Le procès-verbal de remise d'ouvrage, accompagné du plan de récolement de l'opération et du descriptif de l'installation, concrétiseront la remise à la commune des ouvrages, point de départ de la garantie.

### **ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Les travaux, objet de la présente convention, concernent l'ensemble des opérations réalisées pour le compte de la collectivité bénéficiaire en matière :

- d'éclairage des voies routières,
- d'illuminations des sites ou des monuments,
- d'éclairage des aires de loisirs et de sports.
- 

### **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES OUVRAGES**

#### **4.1 Lieu d'implantation des installations**

Les ouvrages concernés par la présente convention portent sur l'amélioration de l'Eclairage Public « Dissimulation BT Avenue Général Leclerc (de l'Av Gnl de Gaulle à rue de Beaune »

La localisation de l'ouvrage et le descriptif détaillé sont mentionnés sur le dossier d'exécution n° 073021\_TRVXELEC, déjà transmis.

**4.2** Les travaux concernés par la collectivité propriétaire seront réalisés en coordination avec le réseau électrique basse tension.

### **ARTICLE 5 – MAITRISE D'OUVRAGE – MAITRISE D'ŒUVRE**

#### **5.1 La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre**

Pour cette opération détaillée à l'article 4.1, la commune accepte par délibération du \_\_\_\_\_ de déléguer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du projet au SYDESL. Ce dernier assurera cette mission qui sera exécutée avec les moyens dont il dispose.

#### **5.2 Rémunération du mandataire**

Néant

#### **5.3 Les travaux**

Le mandataire des travaux validera l'étude et le dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et les autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet.

Le maître d'ouvrage des travaux d'électrification qu'est le SYDESL utilise le marché d'électrification départemental dans lequel sont incluses les prestations d'éclairage public.

Par conséquent, et pour tenir compte des contraintes de coordination, le SYDESL attribue le bon de commande des travaux à l'entreprise titulaire du lot du marché d'électrification.

Les conditions techniques d'exécution des travaux reprendront les modalités et les caractéristiques inscrites au CCTP du marché syndical pour la réalisation des travaux d'électrification et respecteront les normes prescrites en vigueur.

#### **5.4 Montant estimatif des travaux**

Montant HT des travaux	8 438,98	€
TVA	1 687,80	€
<b>Total TTC (à la charge de la commune)</b>	<b>10 126,78</b>	<b>€</b>

#### **5.5 Règlement et les paiements**

Le SYDESL règle le(s) acompte(s) et le décompte définitif à l'entreprise en fonction de l'avancement de l'opération. Le décompte définitif tient compte des variations économiques. Le procès-verbal de réception des travaux permet de valider le décompte définitif présenté par l'entreprise.

Le montant de la participation de la commune sera déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC de l'entreprise. Celui-ci fera l'objet d'un titre de recette émis par le Receveur du SYDESL, représentant le montant TTC des travaux et vous sera adressé accompagné d'une copie du décompte définitif précité.

#### **5.6 Modalités du contrôle du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, solliciter du mandataire la fourniture des pièces du dossier à la fois sur les aspects technique, financier, comptable.

Le mandataire respectera les normes techniques prescrites en vigueur relatives au marché public utilisé pour réaliser les travaux envisagés dans la présente convention.

### **ARTICLE 6 – PENALITE DE MECONNAISSANCE DES OBLIGATIONS PAR LE MANDATAIRE**

Le mandataire ne peut se démettre de la remise d'ouvrage à la collectivité propriétaire du réseau. Tout retard de plus de 2 mois à l'issue de la réception définitive des travaux ouvrira droit à des pénalités à l'encontre du mandataire.

Le montant de cette pénalité est fixé à 76 € et 15 € par semaine supplémentaire au-delà de ce délai.

### **ARTICLE 7 – LES SUBVENTIONS ET LES PARTICIPATIONS**

Le Maître d'ouvrage peut solliciter et percevoir toutes subventions ou participations attribuées par des co-financeurs (Conseil Départemental – Conseil Régional et autres) pour ce type d'opérations.

Le SYDESL ne peut pour cette opération et pendant la période transitoire durant laquelle la présente convention est utilisée, accorder de subvention à la commune.

Le titre de recette émis par le SYDESL interviendra après l'établissement du procès-verbal de remise des ouvrages à la collectivité propriétaire des installations réalisées. La participation de la commune sera égale au montant actualisé TTC des dépenses payées par le SYDESL.

#### **ARTICLE 8 – TIMBRE ET ENREGISTREMENT**

La présente convention est dispensée de la formalité de l'enregistrement et du droit de timbre.

#### **ARTICLE 9 - CAUTIONNEMENT**

La présente convention ne fera l'objet d'aucun cautionnement.

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La résiliation de la convention ne sera possible qu'avant l'émission du bon de commande par le mandataire à l'entreprise prestataire. Passée cette échéance la totalité de la convention est exécutable

#### **ARTICLE 11 – DELAI D'EXECUTION**

A la signature de la présente convention, et en l'absence de tout autre accord préalablement et dûment notifié, le délai nécessaire est précisé dans le bon de commande attribué à l'entreprise prestataire.

Ce délai comprend celui des études, du montage du dossier d'exécution avec les autorisations amiables et administratives nécessaires ainsi que les travaux.

#### **ARTICLE 12 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable à compter de sa signature et jusqu'à la liquidation financière de l'opération.

#### **ARTICLE 13 - AVENANT**

Toute modification par rapport au projet initial fera l'objet d'un avenant à cette convention.

#### **ARTICLE 14 – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal compétent.

Le SYDESL mandataire de cette opération peut en lieu et place de la commune, être en justice le cas échéant.

Fait à MACON, le

La Commune, Maître d'ouvrage

Le SYDESL, Mandataire,

Le Président du SYDESL,

## 6 – Convention de mandat avec la CUCM pour un projet d'éclairage public à MONTCHANIN

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du SYDESL ;

Considérant que le SYDESL est Maître d'Ouvrage des travaux sur le Réseau de Distribution Publique d'Electricité ;

Considérant les travaux à réaliser à la demande de la CUCM Rue de Mâcon sur la commune de MONTCHANIN, pour une enveloppe estimée à 59 450,83 € HT ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la convention de mandat à conclure avec la CUCM relative à des travaux d'éclairage public sur la commune de MONTCHANIN, conformément au projet annexé.

**AUTORISE** le Président de signer ladite convention et ses éventuels avenants.

# CONVENTION

## Relative à l'amélioration des installations d'éclairage public

Dossier 310008\_TRVXEP

Intitulé : « Dissimulation BT Rue de Mâcon »

Entre :

**La Communauté Urbaine LE CREUSOT-MONTCEAU** représentée par son Président, M. \_\_\_\_\_, dûment habilité en vertu d'une délibération en date du \_\_\_\_\_

désigné ci-après sous la dénomination "**La CUCM**" (maître d'ouvrage)

et,

**Le Syndicat Départemental d'Énergie de SAONE et LOIRE (SYDESL)** dont l'adresse est située à : Cité de l'Entreprise 200 Bd de la Résistance - 71000 MACON, et représenté par son Président en exercice M. Jean SAINSON "le **SYDESL**" (mandataire)

**Il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet la mise en place d'une délégation de maîtrise d'ouvrage conformément aux articles L2422-5 et suivants du Code de la Commande Publique.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des installations d'éclairage public projetées par la CUCM.

### **ARTICLE 2 - DESTINATION DES OUVRAGES**

Tous les ouvrages et les installations d'éclairage public définis à l'article 3 ci-après, seront dès leur achèvement remis à la CUCM.

L'avant-projet sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage préalablement à l'engagement financier de l'opération.

Le choix du mobilier urbain à installer, notamment les candélabres, les luminaires et autres, reste à la discrétion du maître d'ouvrage.

Les ouvrages réalisés seront remis à la CUCM, après leur réalisation et feront l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage, co-signé par la CUCM, le SYDESL et l'entreprise prestataire.

Le procès-verbal de remise d'ouvrage, accompagné du plan de récolement de l'opération et du descriptif de l'installation, concrétiseront la remise à la CUCM des ouvrages, point de départ de la garantie.

### **ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Les travaux, objet de la présente convention, concernent l'ensemble des opérations réalisées pour le compte de la collectivité bénéficiaire en matière :

- d'éclairage des voies routières,
- d'illuminations des sites ou des monuments,
- d'éclairage des aires de loisirs et de sports.

### **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES OUVRAGES**

#### **4.1 Lieu d'implantation des installations**

Les ouvrages concernés par la présente convention portent sur l'amélioration de l'Eclairage Public « **Dissimulation BT Rue de Mâcon-MONTCHANIN** »

La localisation de l'ouvrage et le descriptif détaillé sont mentionnés sur le dossier d'exécution n°310008\_TRVXELEC, déjà transmis.

**4.2** Les travaux concernés par la collectivité propriétaire seront réalisés en coordination avec le réseau électrique basse tension.

### **ARTICLE 5 – MAITRISE D'OUVRAGE – MAITRISE D'ŒUVRE**

#### **5.1 La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre**

Pour cette opération détaillée à l'article 4.1, la CUCM accepte par délibération du \_\_\_\_\_ de déléguer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du projet au SYDESL. Ce dernier assurera cette mission qui sera exécutée avec les moyens dont il dispose.

#### **5.2 Rémunération du mandataire**

Néant

#### **5.3 Les travaux**

Le mandataire des travaux validera l'étude et le dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et les autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet.

Le maître d'ouvrage des travaux d'électrification qu'est le SYDESL utilise le marché d'électrification départemental dans lequel sont incluses les prestations d'éclairage public.

Par conséquent, et pour tenir compte des contraintes de coordination, le SYDESL attribue le bon de commande des travaux à l'entreprise titulaire du lot du marché d'électrification.

Les conditions techniques d'exécution des travaux reprendront les modalités et les caractéristiques inscrites au CCTP du marché syndical pour la réalisation des travaux d'électrification et respecteront les normes prescrites en vigueur.

#### **5.4 Montant estimatif des travaux**

Montant HT des travaux	59 450,83	€
TVA	11 890,17	€
<b>Total TTC (à la charge de la CUCM)</b>	<b>71 341,00</b>	<b>€</b>

#### **5.5 Règlement et les paiements**

Le SYDESL règle le(s) acompte(s) et le décompte définitif à l'entreprise en fonction de l'avancement de l'opération. Le décompte définitif tient compte des variations économiques. Le procès-verbal de réception des travaux permet de valider le décompte définitif présenté par l'entreprise.

Le montant de la participation de la CUCM sera déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC de l'entreprise. Celui-ci fera l'objet d'un titre de recette émis par le Receveur du SYDESL, représentant le montant TTC des travaux et vous sera adressé accompagné d'une copie du décompte définitif précité.

#### **5.6 Modalités du contrôle du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, solliciter du mandataire la fourniture des pièces du dossier à la fois sur les aspects technique, financier, comptable.

Le mandataire respectera les normes techniques prescrites en vigueur relatives au marché public utilisé pour réaliser les travaux envisagés dans la présente convention.

#### **ARTICLE 6 – PENALITE DE MECONNAISSANCE DES OBLIGATIONS PAR LE MANDATAIRE**

Le mandataire ne peut se démettre de la remise d'ouvrage à la collectivité propriétaire du réseau. Tout retard de plus de 2 mois à l'issue de la réception définitive des travaux ouvrira droit à des pénalités à l'encontre du mandataire. Le montant de cette pénalité est fixé à 76 € et 15 € par semaine supplémentaire au-delà de ce délai.

#### **ARTICLE 7 – LES SUBVENTIONS ET LES PARTICIPATIONS**

Le Maître d'ouvrage peut solliciter et percevoir toutes subventions ou participations attribuées par des co-financeurs (Commune, Conseil Départemental, Conseil Régional et autres) pour ce type d'opérations.

Le SYDESL ne peut pour cette opération et pendant la période transitoire durant laquelle la présente convention est utilisée, accorder de subvention à la CUCM.

Le titre de recette émis par le SYDESL interviendra après l'établissement du procès-verbal de remise des ouvrages à la collectivité propriétaire des installations réalisées. La participation de la CUCM sera égale au montant actualisé TTC des dépenses payées par le SYDESL.

#### **ARTICLE 8 – TIMBRE ET ENREGISTREMENT**

La présente convention est dispensée de la formalité de l'enregistrement et du droit de timbre.

#### **ARTICLE 9 - CAUTIONNEMENT**

La présente convention ne fera l'objet d'aucun cautionnement.

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La résiliation de la convention ne sera possible qu'avant l'émission du bon de commande par le mandataire à l'entreprise prestataire. Passée cette échéance la totalité de la convention est exécutable

#### **ARTICLE 11 – DELAI D'EXECUTION**

A la signature de la présente convention, et en l'absence de tout autre accord préalablement et dûment notifié, le délai nécessaire est précisé dans le bon de commande attribué à l'entreprise prestataire.

Ce délai comprend celui des études, du montage du dossier d'exécution avec les autorisations amiables et administratives nécessaires ainsi que les travaux.

#### **ARTICLE 12 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable à compter de sa signature et jusqu'à la liquidation financière de l'opération.

#### **ARTICLE 13 - AVENANT**

Toute modification par rapport au projet initial fera l'objet d'un avenant à cette convention.

#### **ARTICLE 14 – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal compétent.

Le SYDESL mandataire de cette opération peut en lieu et place de la CUCM ester en justice le cas échéant.

---

Fait à MACON, le

La CUCM, Maître d'ouvrage

Le SYDESL, Mandataire,

## 7 – Modification n° 3 de la délégation du Comité Syndical au Président

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations :

- CS20-035 relative aux délégations du Comité Syndical au Président
- CS23-009 relative à la fixation du montant maximal, pour lequel le Président est autorisé à réaliser des lignes de trésorerie
- CS23-037 relative à la fixation du montant maximal, pour lequel le Président est autorisé à réaliser des emprunts.

Considérant la nécessité de simplifier le process et de gagner en réactivité pour la signature des conventions de mandat, conventions intervenant notamment dans le cadre de travaux d'éclairage public ou de Télécommunications ayant lieu sur les territoires des membres n'ayant pas transféré la compétence afférente au SYDESL ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** l'ajout, à la liste des délégations du Comité syndical au Président, « la signature de l'ensemble des conventions de mandats avec les communes et les EPCI ».

**AUTORISE** le Président de signer tout document afférent.

# CONVENTION

## Relative à l'amélioration des installations d'éclairage public

**Dossier 310008\_TRVXEP**

Intitulé : « Dissimulation BT Rue de Mâcon »

Entre :

**La Communauté Urbaine LE CREUSOT-MONTCEAU** représentée par son Président, M. \_\_\_\_\_, dûment habilité en vertu d'une délibération en date du \_\_\_\_\_

désigné ci-après sous la dénomination "**La CUCM**" (maître d'ouvrage)

et,

**Le Syndicat Départemental d'Énergie de SAONE et LOIRE (SYDESL)** dont l'adresse est située à : Cité de l'Entreprise 200 Bd de la Résistance - 71000 MACON, et représenté par son Président en exercice M. Jean SAINSON "le **SYDESL**" (mandataire)

**Il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet la mise en place d'une délégation de maîtrise d'ouvrage conformément aux articles L2422-5 et suivants du Code de la Commande Publique.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des installations d'éclairage public projetées par la CUCM.

### **ARTICLE 2 - DESTINATION DES OUVRAGES**

Tous les ouvrages et les installations d'éclairage public définis à l'article 3 ci-après, seront dès leur achèvement remis à la CUCM.

L'avant-projet sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage préalablement à l'engagement financier de l'opération.

Le choix du mobilier urbain à installer, notamment les candélabres, les luminaires et autres, reste à la discrétion du maître d'ouvrage.

Les ouvrages réalisés seront remis à la CUCM, après leur réalisation et feront l'objet d'un procès-verbal de remise d'ouvrage, co-signé par la CUCM, le SYDESL et l'entreprise prestataire.

Le procès-verbal de remise d'ouvrage, accompagné du plan de récolement de l'opération et du descriptif de l'installation, concrétiseront la remise à la CUCM des ouvrages, point de départ de la garantie.

### **ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

Les travaux, objet de la présente convention, concernent l'ensemble des opérations réalisées pour le compte de la collectivité bénéficiaire en matière :

- d'éclairage des voies routières,
- d'illuminations des sites ou des monuments,
- d'éclairage des aires de loisirs et de sports.

### **ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES OUVRAGES**

#### **4.1 Lieu d'implantation des installations**

Les ouvrages concernés par la présente convention portent sur l'amélioration de l'Eclairage Public « **Dissimulation BT Rue de Mâcon-MONTCHANIN** »

La localisation de l'ouvrage et le descriptif détaillé sont mentionnés sur le dossier d'exécution n°310008\_TRVXELEC, déjà transmis.

**4.2** Les travaux concernés par la collectivité propriétaire seront réalisés en coordination avec le réseau électrique basse tension.

### **ARTICLE 5 – MAITRISE D'OUVRAGE – MAITRISE D'ŒUVRE**

#### **5.1 La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre**

Pour cette opération détaillée à l'article 4.1, la CUCM accepte par délibération du \_\_\_\_\_ de déléguer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre du projet au SYDESL. Ce dernier assurera cette mission qui sera exécutée avec les moyens dont il dispose.

#### **5.2 Rémunération du mandataire**

Néant

#### **5.3 Les travaux**

Le mandataire des travaux validera l'étude et le dossier d'exécution des travaux comprenant toutes les démarches et les autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet.

Le maître d'ouvrage des travaux d'électrification qu'est le SYDESL utilise le marché d'électrification départemental dans lequel sont incluses les prestations d'éclairage public.

Par conséquent, et pour tenir compte des contraintes de coordination, le SYDESL attribue le bon de commande des travaux à l'entreprise titulaire du lot du marché d'électrification.

Les conditions techniques d'exécution des travaux reprendront les modalités et les caractéristiques inscrites au CCTP du marché syndical pour la réalisation des travaux d'électrification et respecteront les normes prescrites en vigueur.

#### **5.4 Montant estimatif des travaux**

Montant HT des travaux	59 450,83	€
TVA	11 890,17	€
<b>Total TTC (à la charge de la CUCM)</b>	<b>71 341,00</b>	<b>€</b>

#### **5.5 Règlement et les paiements**

Le SYDESL règle le(s) acompte(s) et le décompte définitif à l'entreprise en fonction de l'avancement de l'opération. Le décompte définitif tient compte des variations économiques. Le procès-verbal de réception des travaux permet de valider le décompte définitif présenté par l'entreprise.

Le montant de la participation de la CUCM sera déterminé avec exactitude à la réception du décompte définitif TTC de l'entreprise. Celui-ci fera l'objet d'un titre de recette émis par le Receveur du SYDESL, représentant le montant TTC des travaux et vous sera adressé accompagné d'une copie du décompte définitif précité.

#### **5.6 Modalités du contrôle du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, solliciter du mandataire la fourniture des pièces du dossier à la fois sur les aspects technique, financier, comptable.

Le mandataire respectera les normes techniques prescrites en vigueur relatives au marché public utilisé pour réaliser les travaux envisagés dans la présente convention.

#### **ARTICLE 6 – PENALITE DE MECONNAISSANCE DES OBLIGATIONS PAR LE MANDATAIRE**

Le mandataire ne peut se démettre de la remise d'ouvrage à la collectivité propriétaire du réseau. Tout retard de plus de 2 mois à l'issue de la réception définitive des travaux ouvrira droit à des pénalités à l'encontre du mandataire. Le montant de cette pénalité est fixé à 76 € et 15 € par semaine supplémentaire au-delà de ce délai.

#### **ARTICLE 7 – LES SUBVENTIONS ET LES PARTICIPATIONS**

Le Maître d'ouvrage peut solliciter et percevoir toutes subventions ou participations attribuées par des co-financeurs (Commune, Conseil Départemental, Conseil Régional et autres) pour ce type d'opérations.

Le SYDESL ne peut pour cette opération et pendant la période transitoire durant laquelle la présente convention est utilisée, accorder de subvention à la CUCM.

Le titre de recette émis par le SYDESL interviendra après l'établissement du procès-verbal de remise des ouvrages à la collectivité propriétaire des installations réalisées. La participation de la CUCM sera égale au montant actualisé TTC des dépenses payées par le SYDESL.

#### **ARTICLE 8 – TIMBRE ET ENREGISTREMENT**

La présente convention est dispensée de la formalité de l'enregistrement et du droit de timbre.

#### **ARTICLE 9 - CAUTIONNEMENT**

La présente convention ne fera l'objet d'aucun cautionnement.

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La résiliation de la convention ne sera possible qu'avant l'émission du bon de commande par le mandataire à l'entreprise prestataire. Passée cette échéance la totalité de la convention est exécutable

#### **ARTICLE 11 – DELAI D'EXECUTION**

A la signature de la présente convention, et en l'absence de tout autre accord préalablement et dûment notifié, le délai nécessaire est précisé dans le bon de commande attribué à l'entreprise prestataire.

Ce délai comprend celui des études, du montage du dossier d'exécution avec les autorisations amiables et administratives nécessaires ainsi que les travaux.

#### **ARTICLE 12 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est valable à compter de sa signature et jusqu'à la liquidation financière de l'opération.

#### **ARTICLE 13 - AVENANT**

Toute modification par rapport au projet initial fera l'objet d'un avenant à cette convention.

#### **ARTICLE 14 – REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant le tribunal compétent.

Le SYDESL mandataire de cette opération peut en lieu et place de la CUCM ester en justice le cas échéant.

---

Fait à MACON, le

La CUCM, Maître d'ouvrage

Le SYDESL, Mandataire,

## 8 – Mise en place du Contrat Chaleur Renouvelable Territorial (CCRT) ADEME - SYDESL

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS23-026 du 3 juillet 2023 relative à la candidature du SYDESL auprès de l'ADEME pour la gestion du CCRT et au mode de gouvernance du projet ;

Considérant la nécessité de formaliser ce CCRT via la signature d'une convention d'objectif d'une part permettant de bénéficier d'une aide à l'animation territoriale destinée à faire émerger les projets et à accompagner les porteurs de projets,

Considérant que cette animation peut être réalisée par l'embauche de nouveaux postes ou une réorganisation interne et que la subvention sera au maximum de 258 240 € (dont 50% est une partie fixe, 50% une partie variable qui sera versé la dernière année en fonction de l'atteinte des résultats).

Considérant la nécessité de formaliser ce CCRT via la signature d'une convention de mandat d'autre part permettant de fixer le montant des fonds délégués par l'ADEME à l'opérateur (le SYDESL), soit 6 711 760 € sur la période de 4 ans.

Considérant que le SYDESL devient le gestionnaire du Fonds chaleur pour les aides forfaitaires et qu'à ce titre il reçoit les demandes d'aide, les instruit conformément au dispositif Fonds chaleur en vigueur et organise une commission d'attribution des aides avec l'ADEME.

Considérant que cette commission détermine l'éligibilité matérielle et financière des projets faisant l'objet d'une demande d'aide à l'opérateur. Après signature du procès-verbal de chaque comité d'attribution des aides, le SYDESL établit une convention de financement entre le bénéficiaire et lui. Sur la base d'un état récapitulatif des aides versées par l'opérateur, l'ADEME rembourse le montant à l'opérateur.

Considérant que le SYDESL doit fournir à l'ADEME au minimum une fois par an un état récapitulatif des aides versées pour remboursement et qu'il peut demander autant de versement intermédiaire qu'il le souhaite au cours de l'année.

Considérant qu'au titre de la gestion de ce fonds, le SYDESL percevra une subvention de 39 999 € de l'ADEME

Considérant le mode de gouvernance qui a été approuvé par délibération CS23-026 du 3 juillet 2023 à savoir :

- Un comité de pilotage
- Un comité technique
- Une commission d'attribution des aides

Considérant l'avis favorable de la commission TE qui s'est réunie le 9 novembre 2023 sur :

- Les conventions d'objectif et de mandat
- Les moyens humains envisagés qui devront faire l'objet de réévaluation du tableau des effectifs au fur et à mesure du développement du CCRT
- La proposition des élus représentant le SYDESL aux différentes instances à savoir :
  - Pour le comité de pilotage : Pierre VIRELY en qualité de titulaire et un suppléant à désigner en comité syndical
  - Pour le comité technique : à définir parmi les services du SYDESL
  - Pour la commission d'attribution des aides : Jean SAINSON en qualité de titulaire et un suppléant à désigner en comité syndical

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la convention d'objectif à conclure avec l'ADEME, conformément au projet annexé.

**APPROUVE** la convention de mandat à conclure avec l'ADEME, conformément au projet annexé.

**DESIGNE** les membres qui représenteront le SYDESL aux différentes instances comme suit :

Instance	Titulaire	Suppléant
Comité de pilotage	Pierre VIRELY (élu)	Bernard PLET (élu)
Commission d'attribution des aides	Jean SAINSON (élu)	Hervé REYNAUD (élu)

**AUTORISE** le Président de signer ladite convention et ses éventuels avenants.

Nom du MO	Priorité	Statut juridique	Type EnR	Périmètre projet	Phase en cours	Chaleur livrée MWh/an	Aides CCRT ADEME	Année attribution prévisionnelle
BOURBON-LANCY	1	Collectivité	Bois Plaquette	Collège, bâtiments communaux, OPAC... (collège program* travaux - décret tertiaire)	Opportunité	2 500 MWh/an	1 053 000 €	2026
CHATENOY-LE-ROYAL	1	Collectivité	Bois Plaquette	Groupe scolaire, collège, gymnase, IDEF, salle multi activités, tir sportif	Opportunité	1 300 MWh/an	724 000 €	2026
CHAUFFAILLES	1	Collectivité	Bois Plaquette	2 scénarios intégrant bât public, EHPAD, résidence sénior, collèges, ESAT, siège CC... (collège program* travaux - décret tertiaire)	Faisabilité	3 300 MWh/an	1 249 000 €	2025
CRECHES SUR SAONE	1	Collectivité	Bois Plaquette	Ecoles, mairie, restaurant scolaire, bibliothèque	Faisabilité	374 MWh/an	327 000 €	2024
DEPARTEMENT 71	1	Collectivité	Géothermie	Collège Claude Gabriel Bouthière - Etang sur Arroux	Faisabilité			2026
EPINAC	1	Collectivité	Bois Plaquette	Collège, gymnase, gendarmerie, SDF en 1er projet, autres bâtiments (bâtiments collectifs, école et maisons)	Opportunité	900 MWh/an	332 000 €	2026
FONTAINES	1	Collectivité	Bois Plaquette	Ecole maternelle, Ecole élémentaire, Complexe sportif, Restaurant scolaire, RPA	Faisabilité	538 MWh/an	243 600 €	2024
FRANGY-EN-BRESSE	1	Collectivité	Bois Plaquette	Mairie, école, logements	Moe (AVP)	110 MWh/an	91 650 €	2024
GIGNY sur SAONE	1	Collectivité	Géothermie	Ecole	Faisabilité	44 MWh/an	45 000 €	2025
GIVRY	1	Collectivité	Bois Plaquette	Collège (programme dec tertiaire), mairie, écoles, gymnase, SDF	Faisabilité	775 MWh/an	516 500 €	2025
LA-GRANDE-VERRIERE	1	Collectivité	Bois Plaquette	Salle des fêtes, logements communaux, mairie-école, particuliers sur le tracé	Faisabilité	989 MWh/an	351 800 €	2025
MASSILLY	1	Collectivité	Bois Plaquette	Mairie, SDF, école, cantine	Faisabilité	166 MWh/an	127 650 €	2025
MONTAGNY-PRES-LOUHANS	1	Collectivité	Bois Plaquette	Mairie, école, garderie, logement	Moe (AVP)	60 MWh/an	51 930 €	2025
MONTPONT-EN-BRESSE	1	Collectivité	Géothermie	Ecole, mairie	Faisabilité	70 MWh/an	53 100 €	2025
OUROUX-SUR-SAONE	1	Collectivité	Bois Plaquette	Groupe scolaire, école maternelle, garderie, cantine, gymnase, ateliers municipaux	Moe (AVP)	740 MWh/an		2024
SAINT-LEGER-SOUS-BEUVRAY	1	Collectivité	Bois Plaquette	Bâtiments communaux + souhait de raccorder des privés	Faisabilité	1 026 MWh/an		2025
SAINT-SYMPHORIEN-D'ANCELLES	1	Collectivité	Géothermie	Mairie, école (bâtiment unique)	Opportunité	130 MWh/an	140 000	2026
SAINT-USUGE	1	Collectivité	Bois Plaquette	Mairie, bibliothèque, logements, école, garderie, salle polyvalente, salle association	Moe (AVP)	243 MWh/an	88 200 €	2024
VARENNES-LES-MACON	1	Collectivité	Bois Plaquette	Rénovation thermique Mairie, école + projet chaufferie bois site mairie, école, salle des fêtes	Moe (AVP)	210 MWh/an	159 300 €	2025
VERDUN-SUR-LE-DOUBS	1	Collectivité	Bois Plaquette	école mat et primaire, mairie, bibliothèque, cantine, salle asso, musée	Faisabilité	284 MWh/an	241 200 €	2026
						14 145 MWh/an	6 711 760 €	



## ASSISTANT FINANCIER

Aide aux contrats d'objectifs - Développement territorial des ENR thermiques  
Contrat de financement n°

### 1 – Coût Total de l'opération

Le coût total de l'opération est estimé à :

346 158 €

### 2 – Modalités de calcul de l'aide et vérification du cumul des aides publiques

L'aide de l'ADEME prendra la forme d'une **aide maximale** composée :

- d'un **montant fixe** lié au nombre d'installations(cf 2.1)

- d'un **montant variable** basé sur le taux de réalisation de 3 objectifs (X, Y, Z) définis au §2.2 de l'annexe technique :

Objectif 1 (X = 12 912 MWh)	: production en MWh EnR
Objectif 2 (Y = 15)	: nombre total d'installations de production EnR
Objectif 3 (Z = 3)	: nombre d'installations de production EnR hors bois énergie

Dans tous les cas, le montant de l'aide sera plafonné à :

258 240,00 €

#### 2.1 - Montant fixe

le montant fixe attribué au bénéficiaire sera de :

129 120,00 €

#### 2.2 - Montant variable

Le montant variable maximum plafonné, accordé au bénéficiaire sera de :

129 120,00 €

Les 3 objectifs, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2027, sont définis en annexe technique.

Le **montant variable** attribué au bénéficiaire sera **proportionnel à l'atteinte des objectifs** définis en annexe technique, selon les conditions suivantes :

- L'atteinte d'un **minimum de 60% des objectifs fixés** est nécessaire afin d'obtenir le versement de la part variable :  
Si X < 60% OU Y < 60% OU Z < 60% : pas de versement de la part variable.
- **Au-delà de l'atteinte de 60% de chacun des objectifs fixés, la part variable sera versée proportionnellement aux résultats obtenus** :  
Si X ≥ 60% ET Y ≥ 60% ET Z ≥ 60% : versement de la part variable au prorata de l'atteinte de l'objectif 1.

#### 2.3 - Aide Totale

Le montant maximum de l'aide accordée au bénéficiaire (montant fixe + variable) sera de :

258 240,00 €

#### PLAN GLOBAL DE FINANCEMENT

Financeurs publics	Montant des aides publiques sollicitées ou attendues pour l'opération	% Aide sur total opération	Règles nationales
ADEME	258 240,00 €	74,60%	
Autres (à préciser)			
<b>Total Financements publics</b>	<b>258 240,00 €</b>	<b>74,60%</b>	
			cumul respecté
Autres Financeurs		Montant des aides privées sollicitées ou attendues pour l'opération	
Autres (à préciser)			
---			
<b>Total Financements privés</b>			
Autofinancement	87 918,00 €		
<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>	<b>346 158,00 €</b>		

### 3 – Modalités de versement de l'aide

En application de l'article « modalités de versement » du contrat de financement et conformément à l'article :

12-1-3

des règles générales d'attribution des aides de l'ADEME, les versements seront effectués de la façon suivante :

Taux	Faits déclencheurs	Montant maximum
<b>50%</b>	Un versement intermédiaire de 50% du montant visé au 2.1 ci-dessus, sur remise du 1er rapport d'avancement visé en annexe technique, permettant d'attester la mise en oeuvre effective des moyens pour la 1ère année. Ce versement intermédiaire sera d'un montant de :	64 560,00 €
<b>50%</b>	Un versement intermédiaire de 50% du montant visé au 2.1 ci-dessus, sur remise du 2ème rapport d'avancement visé en annexe technique, permettant d'attester la mise en oeuvre effective des moyens pour la 2ème année. Ce versement intermédiaire sera d'un montant de :	64 560,00 €
	Le solde, correspondant au montant visé au 2.2 ci-dessus, sur remise du rapport final visé en annexe technique permettant d'attester l'atteinte des objectifs. Le montant du solde sera calculé au prorata de l'atteinte de l'objectif 1.	129 120,00 €

Les versements seront effectués conformément aux conditions prévues à l'article 12-2 des règles générales.

## Annexe 2 : convention de mandat

Convention de mandat 23BFD0536



**CONVENTION DE MANDAT N° 23BFD0536**  
**CONFIAIT LE PAIEMENT DES DEPENSES DE L'ADEME**  
**AU SYDESL**  
**CONTRAT CHALEUR RENOUVELABLE TERRITORIAL**

**ENTRE :**

**L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26-4 du Code de l'Environnement  
ayant son siège social : 20, Avenue du Grésillé - BP 90406 - 49004 ANGERS Cedex 01  
inscrite au registre du commerce d'ANGERS sous le n° 385 290 309  
représentée par Sylvain WASERMAN,  
agissant en qualité de Président du Conseil d'administration

Désignée ci-après par « **l'ADEME** » ou « **le Mandant** »  
D'une part,

**ET :**

SYDESL – Syndicat Départemental d'Energie de Saône et Loire  
N° SIRET : 257 102 582 00026  
Représentée par Jean SAINSON,  
Agissant en qualité de Président,

Désigné ci-après par « **le Mandataire** »  
D'autre part,

Désignés ci-après collectivement par les « **Parties** »

Vu l'article 22 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifié par le Décret n°2022-1698 du 28 décembre 2022 - art. 2 ;

Vu l'article 40 de la loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises modifié par la loi n°2016-1918 du 29 décembre 2016 - art. 145 ;

Vu le décret n° 2016-544 du 3 mai 2016 portant dispositions relatives aux conventions de mandat conclues par les établissements publics et les groupements d'intérêt public nationaux et les autorités publiques indépendantes avec des tiers ;

Vu l'instruction du 8 août 2016 de la Section Gestion comptable publique n°16-0012 ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'ADEME n°14-3-4 du 23 octobre 2014 relative au système d'aides à la réalisation modifiée par les délibérations n° 15-4-7 du 29 octobre 2015, n° 17-4-4 du 19 octobre 2017, n° 18-5-7 du 6 décembre 2018, n° 20-6-9 du 3 décembre 2020, n° 21-1-7 du 11 mars 2021, n° 21-4-4 du 14 octobre 2021, n° 21-5-7 du 2 décembre 2021 et n°22-4-3 du 9 juin 2022 ;

Vu la délibération du conseil d'administration n° 14-3-7 du 23 octobre 2014 relative au système d'aides aux contrats d'objectifs modifiée par les délibérations n° 18-5-11 du 6 décembre 2018 et n°21-1-5 du 11 mars 2021 ;

Vu la délibération du conseil d'administration n° 19-5-9 du 20 novembre 2019 et n°21-5-7 du 2 décembre 2021 relative aux règles d'attribution des aides de l'ADEME ;

Vu l'avis conforme de l'Agent Comptable de l'ADEME en date du XXX ;

Vu le contrat d'objectifs n° 23BFD0296 relatif à l'animation du contrat chaleur renouvelable territorial ;

Vu l'avis favorable de la Commission Régionale des Aides en date du 07 novembre 2023 ;

Vu le projet de délibération de l'instance délibérante du Mandataire le SYDESL en date du 7 décembre 2023 ;

**Etant préalablement exposé les éléments suivants :**

Le mandataire s'engage à fournir à l'ADEME la délibération de l'instance délibérante du 7 décembre 2023, au plus tard le 31/01/2024.

Dans un objectif de démultiplication de ses interventions financières, l'ADEME souhaite déléguer la gestion de ses aides financières, en la confiant à une structure tierce.

Cette délégation de la gestion des aides repose sur l'établissement d'un mandat financier objet de la présente convention.

**l'opérateur territorial: le SYDESL**

Le Syndicat Départemental d'Energies de Saône-et-Loire (SYDESL) est un syndicat mixte ouvert qui regroupe les 565 communes du département. Créé en 1947, à l'issue des lois de nationalisation du secteur de l'Energie pour achever l'électrification rurale, il a progressivement élargi ses compétences et développe des prestations qu'il propose aux collectivités de Saône-et-Loire :

- Autorité concédante des réseaux d'électricité et de gaz en charge du contrôle concessif de la maîtrise d'ouvrage de travaux sur les réseaux de distribution publique d'électricité ;
- Propriétaire des réseaux d'éclairage public pour le compte des collectivités dont il assure la réalisation de travaux, l'exploitation et la maintenance des équipements et la fourniture d'Energie par voie de transfert de compétence ;

- Opérateur de services énergétiques intégrés dont le conseil en énergie partage (CEP), la maîtrise de la demande d'énergie, la gestion d'un fonds mutualisé des CEE, le soutien à un programme d'investissement à l'efficacité énergétique des bâtiments communaux, l'instrumentation de services énergétiques, doublé d'un service de diagnostic ;
- Maître d'ouvrage et gestionnaire d'une infrastructure de bornes de recharge de véhicules électriques sur le département ;

Enfin, pour l'ensemble des activités précitées, du fait de ses statuts, le syndicat peut assurer des missions de prestations de service, d'AMO, de maîtrise d'œuvre, d'ingénierie réseaux informatiques et de télécommunication pour les collectivités lui en faisant la demande.

Acteur de l'aménagement du territoire et de son développement soutenable, de l'économie circulaire, le rôle du SYDESL auprès des EPCI à fiscalité propre est renforcé institutionnellement par la création de la Commission Consultative Paritaire de l'Énergie (CCPE) créée par la loi TEPCV et que préside et anime le Président du syndicat. Son principal objectif est de définir la politique énergétique à mettre en place afin de répondre au mieux aux objectifs nationaux (PPE, loi climat-énergie), régionaux (SRADDET) et locaux (PCAET).

#### Le contexte :

Le SYDESL portera le présent CCRT via un service Chaleur Bois/ Réseau de chaleur qui agira en partenariat avec les services d'animation du Département de Saône-et-Loire. Ceux-ci auront notamment la charge de la phase dite de « Prospection ». Une équipe de 3, puis de 4 ETP sera mobilisée de manière à pouvoir traiter les demandes d'AMO des personnes éligibles au dispositif.

Le dispositif CCRT est complémentaire des missions assurées par les animateurs EnR du Département qui poursuivront l'action déjà existante et réalisée à titre gratuit pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage (hors particulier). Ces animateurs prospectent les maîtres d'ouvrages pour les sensibiliser aux EnR thermiques et faire progresser leurs réflexions. Ils assurent par ailleurs, la réalisation d'analyses d'opportunité des projets.

Depuis 2020 un groupe de travail départemental "chaleur renouvelable" a été mis en place, il est composé de représentants du PNR Morvan, de la Région Bourgogne Franche-Comté, de l'ADEME, du SYDESL, et le Grand Chalon. Ce groupe est chargé d'examiner et de faire émerger les projets les projets de chaleur renouvelable sur le département.

En parallèle, à l'issue de la remise des bilans énergétiques et du plan d'actions associé, les CEP et les animateurs EnR du SYDESL portent à la connaissance des animateurs référents du Conseil Départemental, les préconisations faites en matière d'EnR, les actions structurantes autour du changement de chaudière et des réhabilitations thermiques d'importance.

L'équipe de projet CCRT au sein du SYDESL sera composée d'un chef de projet (gestionnaire et responsable administratif), d'un ingénieur (réfèrent technique), d'un technicien approvisionnement. Cette équipe aura recours aux ressources fonctionnelles du SYDESL (comptabilité, RH, communication, commande publique, RGPD).

L'équipe de projet CCRt sera conduite par le chef de projet Chaleur Bois/ Réseau de chaleur qui s'adjoindra autant que nécessaire et en particulier pour les projets sous maîtrise d'ouvrage du SYDESL des compétences du service Performance Energétique en qualité de maître d'œuvre des projets.

Ce partenariat permettra d'intervenir de bout en bout sur l'ensemble de la chaîne de valeur des réseaux de chaleur bois.

Le contrat d'objectif n° 23BFD0296 relatif à l'animation du contrat chaleur renouvelable territorial reprend les éléments de l'étude de préfiguration et affiche un programme de 15 opérations pour un objectif en MWh de 12 912.

***Il a été en conséquence convenu et arrêté ce qui suit :***

#### **ARTICLE 1 – OBIET**

La présente convention a pour objet de confier au Mandataire, en application des textes susvisés, l'instruction des demandes d'aides conformément aux critères d'aides définis par l'ADEME, l'établissement des contrats d'attribution des aides octroyées par l'ADEME, la liquidation des sommes concernées et le paiement des dépenses de l'ADEME.

#### **ARTICLE 2 – NATURE DES OPERATIONS**

La présente convention porte sur des dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à la réalisation des opérations décrites dans le contrat d'objectifs susvisé.

#### **ARTICLE 3 – DUREE ET CLOTURE**

La présente convention est conclue pour une durée de quatre (4) ans, et prendra effet à compter du 01 janvier 2024 après signature par les Parties.

Nonobstant cette durée, la clôture de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement de tous les ordres de recouvrer et lorsque la totalité des crédits confiés au Mandataire seront soldés, étant précisé que la présente convention demeurera en vigueur jusqu'au terme des contrats d'attribution des aides établis par le Mandataire avec chaque Bénéficiaire des opérations aidées.

Les contrats d'attribution des aides établis par le Mandataire avec chaque Bénéficiaire des opérations aidées devront être établis avant le terme du délai de quatre (4) ans.

Dans tous les cas, les comptes entre le Mandataire et le Mandant devront être arrêtés dans les neuf (9) ans suivants l'entrée en vigueur de la présente convention.

## **ARTICLE 4 – SANCTIONS ET RESILIATION**

### **4.1. Sanction de l'inobservation des obligations de reddition prévues à l'article 6.3**

En cas de retard dans la production des justificatifs dans le délai prévu à l'article 6.1 et 6.3, le Mandant pourra exiger du Mandataire le versement d'une pénalité d'un montant égal à 100 euros par jour de retard.

L'Agent Comptable de l'ADEME peut refuser l'intégration des opérations du Mandataire dans sa comptabilité :

- en cas de non-production des justifications ;
- lorsque leur contrôle conduit à constater des anomalies ;
- si les pièces produites ne lui permettent pas d'opérer ces contrôles.

Faute de régularisation de cette situation par le Mandataire ou faute de reddition de ses comptes par le Mandataire dans les délais contractuels, ce dernier est alors justiciable de la Cour des comptes en qualité de gestionnaire de fait de fonds publics.

### **4.2. Résiliation en cas de manquement aux obligations contractuelles**

En cas de manquement par le Mandataire à ses obligations contractuelles et notamment de ses obligations de reddition énoncées à l'article 6.3 ci-dessous, l'ADEME sera en mesure de résilier la présente convention sans préjudice des dispositions prévues à l'article 4-1 ci-dessus.

## **ARTICLE 5 – MONTANT PREVISIONNEL DES DEPENSES PAYEES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION DE MANDAT**

Les montants maximums des crédits délégués par l'ADEME au SYDESL sont déterminés à titre indicatif dès la signature de la présente convention pour une durée de 4 ans.

La dotation en autorisations d'engagements cible est de 6 711 760 euros sur la période de 4 ans.

Le montant initial de la dotation en autorisation d'engagements s'élève en 2024 à 1 667 280 euros et sera suivi de compléments en 2025 puis en 2026 et 2027, engagés par lettre de notification à concurrence, pour la période 2024-2027 de la dotation cible d'engagements de 6 711 760 euros.

Les engagements financiers annuels de l'ADEME resteront subordonnés, d'une part, à l'obtention des autorisations d'engagement compte-tenu des moyens financiers inscrits par les lois de finances et, d'autre part, au respect des procédures d'attribution afférentes.

## **ARTICLE 6 – MODALITES ET CONDITIONS DE VERSEMENT**

### **6.1. Modalités de versement**

Le Mandataire fournira a minima annuellement au Mandant les éléments suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses réellement exécutées correspondant aux paiements effectués par le Mandataire auprès des Bénéficiaires des aides de l'ADEME dont le remboursement est demandé. ; cet ERD devra être présenté de la façon figurant en annexe 1 [n° du contrat de financement, n° ou date de la commission d'attribution des aides, nom du Bénéficiaire, nature du versement (avance, versement intermédiaire, solde)] ; cet état sera signé par le représentant légal de la structure ;
- Au terme de la convention un état récapitulatif de dépenses définitif global listera l'ensemble des dossiers payés (nom du Bénéficiaire, montant) ;
- Une attestation du comptable public du mandataire certifiant que les paiements effectués sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par l'ADEME (cf annexe 2) et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations.
- Les comptes rendus des commissions d'attribution des aides déterminant le montant de subventions attribuées aux projets qui font l'objet d'un paiement.

Sur la base de l'ensemble de ces documents, l'ADEME versera au Mandataire un montant équivalent aux dépenses qu'il réalise et dans les conditions définies à l'article 6.2 ci-dessous.

L'ensemble des documents devra parvenir à l'ordonnateur de l'ADEME au plus tard le dernier jour du mois qui suit la fin de chaque année.

### **6.2. Conditions de versement**

La dépense afférente est mandatée et liquidée par le Président de l'ADEME. Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de l'ADEME.

L'ADEME se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte ouvert par le Mandataire :

Code Banque : 3001  
Code guichet : 00499  
N° du compte : C7110000000 Clé RIB : 37  
IBAN : FR58 3000 1004 99C7 1100 0000 037  
Identifiant Swift de la BDF (BIC) : BDFEFRPPCCT  
Domiciliation : BANQUE DE FRANCE

### **6.3. - Reddition des comptes**

Le Mandataire devra transmettre l'ensemble des dépenses réalisées selon les modalités prévues au 6.1.

Il devra également produire pour les indus non recouverts un état des restes à recouvrer établi par débiteur indiquant les relances accomplies, les délais accordés, les poursuites diligentées.

Les comptes produits dans les conditions susvisées sont soumis à l'approbation de l'ordonnateur de l'ADEME qui les transmettra à l'Agent Comptable de l'ADEME.

Avant intégration dans ses comptes, l'Agent Comptable de l'ADEME contrôle les opérations exécutées par le Mandataire dans les conditions prévues par les articles 19 et 20 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

Lorsque les contrôles révèlent une irrégularité, les opérations irrégulières ne sont pas comptabilisées par l'Agent Comptable de l'ADEME. L'ADEME est alors fondée à engager la responsabilité contractuelle du Mandataire pour les opérations irrégulières conformément à l'article 4.1 susvisé.

#### **ARTICLE 7 – REMUNERATION**

En contrepartie de l'exécution de la présente convention, le Mandant versera au Mandataire une rémunération forfaitaire de 39 999 € TTC. Cette rémunération sera versée :

- 10 000 € TTC sur présentation du 1<sup>er</sup> rapport d'avancement du contrat d'objectif n° 23BFD0296 susvisé
- 10 000 € TTC sur présentation du 2<sup>ème</sup> rapport d'avancement du contrat d'objectif n° 23BFD0296 susvisé
- 10 000 € TTC sur présentation du rapport final du contrat d'objectif n° 23BFD0296 susvisé
- le solde soit 9 999 € TTC à l'issue de la présente convention de mandat.

#### **ARTICLE 8 – COMPETENCE SPECIFIQUE DEVOLUE AU MANDATAIRE**

Le Mandataire se voit confier par le Mandant les compétences en matière de remboursement des éventuels indus résultant des paiements.

Le Mandataire sera chargé à la fois du recouvrement amiable et du recouvrement forcé des éventuels indus.

Durant la phase amiable du recouvrement, le Mandataire sera chargé de la constatation du caractère liquide et exigible de l'indu et d'effectuer des relances amiables du débiteur afin qu'il l'acquitte spontanément.

Pendant le recouvrement contentieux, le Mandataire émettra le titre de recettes exécutoire utile pour engager les mesures d'exécution forcée à l'encontre du Bénéficiaire débiteur défaillant.

Le recours à une action contentieuse par le Mandataire est susceptible de générer un coût supplémentaire qui restera à sa charge.

Les délais accordés ne pourront pas excéder une durée de douze (12) mois. Le Mandataire devra soumettre à l'ADEME le dossier complet des demandes de remise gracieuse qui lui ont été présentées afin que l'ADEME puisse se prononcer sur leur opportunité.

Les créances non recouvrées devront être transmises à l'Agent Comptable de l'ADEME deux (2) ans avant leur date de prescription<sup>1</sup> afin que ce dernier puisse engager les diligences complémentaires nécessaires ou les proposer en admission en non-valeur.

L'intégralité des recettes encaissées pour le compte de l'ADEME lui sont reversées, sans prélèvement, notamment, des frais et rémunérations dus au Mandataire. Aucune contraction comptable n'est autorisée entre les recettes encaissées et les dépenses décaissées au titre du même mandat.

#### **ARTICLE 9 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles de la convention de mandat sont les suivantes :

- Annexe 1 - Modèle d'ERD
- Annexe 2 - Liste des pièces justificatives exigées et conservées par le comptable assignataire du Mandataire pour le versement des subventions

Fait à Paris

Pour l'ADEME	Pour le Mandataire
Le Président du Conseil d'administration de l'ADEME  Sylvain WASERMAN	Le Président du SYDESL  Jean SAINSON
Pour le représentant de l'Etat, en tant que délégué territorial de l'ADEME	

<sup>1</sup> Toutes créances non payées dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

**ANNEXE 1**  
**MODELE D'ERD**

Etat Récapitulatif des Dépenses										
Convention de Mandat n°										
Intitulé du projet :			Code pour la période de :			N° :				
<b>Dépenses liées aux aides à la décision</b>										
Informations sur les projets										
N° de contrat de financement	N° et Date de la Commission d'attribution des aides	Raisons possibles de bénéficiaire	Type d'aide	Description de projet	Motif de paiement	Montant mandat	Date mandat	Montant payé HTR (I)	Dépenses réalisées	
Total des dépenses liées aux aides à la décision										- 0
<b>Dépenses liées aux aides à l'investissement dans la production d'ÉrF&amp;E</b>										
Informations sur les projets										
N° de contrat de financement	N° et Date de la Commission d'attribution des aides	Raisons possibles de bénéficiaire	Technologie aide	Description de projet	Motif de paiement	Montant mandat	Date mandat	Montant payé HTR (I)	Production d'énergie	
									PROVISIONNELLE de la titre amble (en MWh) pour paiement d'impôt	REELLE de la titre amble (en MWh) pour paiement d'impôt
Total des dépenses liées aux aides à l'investissement dans la production d'ÉrF&E										- 0
<b>Dépenses liées aux aides à l'investissement dans la distribution d'ÉrF&amp;E</b>										
Informations sur les projets										
N° de contrat de financement	N° et Date de la Commission d'attribution des aides	Raisons possibles de bénéficiaire	Type de travaux	Description de projet	Motif de paiement	Montant mandat	Date mandat	Montant payé HTR (I)	Injection d'énergie	
									ENFER PROVISIONNELLES injectées dans le réseau de titre amble (en MWh) pour paiement d'impôt	ENFER REELLES injectées dans le réseau de titre amble (en MWh) pour paiement d'impôt
Total des dépenses liées aux aides à l'investissement dans la distribution d'ÉrF&E										- 0

© Tous droits réservés de la Banque d'Énergie

Je certifie que :

- chaque des dépenses exposées est inscrite dans la comptabilité et a été payée ;
- les avoirs, remboursements ou autres éventuels avantages différés sont déduits du montant exposé ;

Fait à :  Le :

Qualité, nom, signature, cachet de comptable public

Je, soussigné "**nom et qualité du Comptable Public**", certifie que

- chacune des dépenses exposées est inscrite dans la comptabilité et a été payée ;
- les avoirs, remboursements ou autres éventuels avantages différés sont déduits du montant exposé ;

**Qualité, nom, signature, date et cachet du Comptable Public**

## 9 – Examen des projets de la SEM Saône-et-Loire Energies Renouvelables

- Ferme photovoltaïque à BISSEY SOUS CRUCHAUD

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Société d'Economie Mixte Saône-et-Loire Energies Renouvelables (SEM SELER) approuvés le 5 décembre 2022 notamment leur article 15 ;

Considérant la centrale de production d'énergie renouvelable existante à Bissey-sous-Cruchaud ;

Considérant la nécessité que le SYDESL, en tant que membre du conseil d'administration de la SEM SELER, se prononce sur l'opportunité de participation à cette ferme existante ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la prise de participation de la SEM Saône-Et-Loire Energies dans le parc photovoltaïque à BISSEY-SOUS-CRUCHAUD à hauteur de 24 % sous réserve de la validation de son conseil d'administration.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

- Projet de parc photovoltaïque à SAINT LEGER LES PARAY

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Société d'Economie Mixte Saône-et-Loire Energies Renouvelables (SEM SELER) approuvés le 5 décembre 2022 notamment leur article 15 ;

Considérant le projet de développement d'une centrale de production d'énergie renouvelable à Saint-Léger-lès-Paray ;

Considérant la nécessité que le SYDESL, en tant que membre du conseil d'administration de la SEM SELER, se prononce sur l'opportunité de participation à la réalisation de ce projet ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la prise de participation de la SEM dans le projet d'agrivoltaïsme à SAINT LEGER LES PARAY à hauteur de 20 % sous réserve de la validation de son conseil d'administration.

**AUTORISE** le Président de signer tout document afférent.

- Projet de parc photovoltaïque dénommé PLAINE D'AUTUN

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Société d'Economie Mixte Saône-et-Loire Energies Renouvelables (SEM SELER) approuvés le 5 décembre 2022 notamment leur article 15 ;

Considérant le projet de développement d'une centrale de production d'énergie renouvelable situé sur les communes de Reclesne, Cordesse et Dracy-Saint-Loup ;

Considérant la nécessité que le SYDESL, en tant que membre du conseil d'administration de la SEM SELER, se prononce sur l'opportunité de participation à la réalisation de ce projet ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la prise de participation de la SEM dans le projet d'agrivoltaïsme de la PLAINE D'AUTUN à hauteur de 12 % sous réserve de la validation de son conseil d'administration.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

- **Projet photovoltaïque à BRANGES**

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la Société d'Economie Mixte Saône-et-Loire Energies Renouvelables (SEM SELER) approuvés le 5 décembre 2022 notamment leur article 15 ;

Considérant le projet de développement d'une centrale de production d'énergie renouvelable à Branges ;

Considérant la nécessité que le SYDESL, en tant que membre du conseil d'administration de la SEM SELER, se prononce sur l'opportunité de participation à la réalisation de ce projet ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la prise de participation de la SEM dans le projet photovoltaïque de la commune de BRANGES à hauteur de 80 % sous réserve de la validation de son conseil d'administration.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

Le Président Jean SAINSON précise aux participants qu'en effet la SEM SELER a changé de position quant aux seuils minimums de 4ha qui avaient été fixés au départ. Désormais, la SEM peut être sollicitée pour des plus petits projets. Aussi, plusieurs réunions avec des EPCI ont été réalisées afin de définir des moyens de collaboration.

## 10 – Adhésion pour la consommation du bâtiment du SYDESL et des IRVE au futur marché de fourniture d'électricité

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L 2113-6 et L 2123-7 ;

Vu la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'énergies et des services associés sur le périmètre de la Région Bourgogne Franche-Comté validé par délibération du Conseil Syndicale n° 081.CS.2023 du 26/06/2023 du coordonnateur, le Syndicat Intercommunal d'Energie, d'Equipeement et d'Environnement de la Nièvre (SIEEEN), ci-jointe en annexe ;

Considérant que le SYDESL est actuellement membre d'un groupement de commandes pour l'achat d'énergies par délibération CS16-042 du 8 décembre 2016 ;

Considérant que le groupement de commandes dont le SYDESL est actuellement membre est constitué jusqu'à la date d'expiration des accords-cadres et marchés qui en sont issus, à savoir le 31/12/2027 pour le gaz naturel et le 31/12/2025 pour l'électricité ;

Considérant qu'il est dans l'intérêt du SYDESL d'adhérer au groupement de commandes dont la convention constitutive est annexée afin d'assurer la continuité de fourniture d'énergies à compter de janvier 2028 pour le gaz naturel et janvier 2026 pour l'électricité ;

Considérant l'avis favorable de la commission Transition Energétique, réunie le 9 décembre 2023, à l'intégration du groupement d'achat d'énergie pour les PDL du bâtiment du SYDESL et pour les PDL des bornes de recharge pour véhicules électriques gérées par le SYDESL ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat d'énergies et des services associés, annexée à la présente délibération.

**AUTORISE** l'adhésion du SYDESL en tant que membre du groupement de commandes ayant pour objet l'achat groupé d'énergies et des services associés.

**AUTORISE** le Président à signer la convention constitutive du groupement et ses éventuels avenants.

**AUTORISE** le représentant du coordonnateur à signer les marchés, contrats et conventions issus du groupement de commandes pour le compte du SYDESL et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget.

**AUTORISE** le Coordonnateur à exécuter la stratégie d'achat d'énergies du groupement définie conjointement.

**AUTORISE** le Président à engager les dépenses nécessaires inscrites au budget nécessaire à la réalisation de la convention constitutive selon les modalités prévues par cette dernière.

**INTEGRE** au groupement de commandes la liste des points de livraison annexée à la présente délibération,

**DONNE** mandat au Coordonnateur pour collecter les données techniques, contractuelles, de consommation et de facturation relatives aux sites annexés à la présente délibération auprès des gestionnaires de réseau et des fournisseurs d'énergies.

**DONNE** mandat au Coordonnateur pour engager toute action en justice pour le compte du SYDESL dans le cadre de la convention constitutive.

Il est précisé que les bornes non gérées par le SYDESL peuvent être rattachées au marché de fourniture du GAE si les PDL sont communaux.

Annexe à la délibération du SYDESL du 7 décembre 2023

Liste des Points De Livraison (PDL) du SYDESL à intégrer au groupement de commandes du Syndicat Intercommunal d'Énergie, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre pour l'achat d'énergies sur le périmètre de la région Bourgogne Franche-Comté.

Fluide	Nom du site	Adresse du site	Numéro PDL	Date d'entrée (2)	Recours électricité HVE (1) ou au Biométhane (3)
Electricité	Cité de l'entreprise	Rue des Moulins	30001213072955	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de ANOST	Grande rue des galvachers - parking Mairie	12145586011006	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de AUTUN Deguin	Parking place Deguin	50044513670217	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de AUXY	Parking salle des fêtes - route de Chalon	12114471683802	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de BANTANGES	Parking école- rue du Bourg	12138784274238	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de BLANZY	Place de l'Eglise	50018174150400	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de BOURBON LANCY	rue du 11 novembre	12129088182629	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de BUXY	Place du Champ de Foire	12128798747003	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHAGNY 1 pole santé	Parking rue de Gaulle - pôle santé	50061014524809	01/01/2026	

Electricité	Borne IRVE de CHARENTRE	Place du luminaire	50099800894505	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHALON-SUR- SAONE Place du 19/03/62	Place du 19 mars 1962	12184949253796	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHALON-SUR- SAONE Maison des Vins	Maison des vins - Promenade Sainte Marie	50037856335862	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHAROLLES	Parking rue de la poterne	12176121467477	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHATENOY LE ROYAL	Place du marché	50006021152852	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHAUFFAILLES	Place Henri Ferrere	12120115678657	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CHEILLY LES MARANGES	Place de la Mairie	50002981445903	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CLUNY 1 Prado	Parking Prado	12115774146157	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de COUCHES	Place République	50054359941530	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CRECHE SUR SAONE	Place de la Mairie	50000375425728	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CRONAT	Place de l'Eglise	50062899225343	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de CUISERY	Place du Champ de Foire	50046251152068	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de DIGOIN place de la Gare	place de la Gare	50029035248575	01/01/2026	

Electricité	Borne IRVE de DIGOIN Grève	Place du Grève	12150651135281	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de DRACY LE FORT	rue du Pressoir	50063188408848	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de EPINAC	Place De Gaulle	12144862422010	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de ETANG SUR ARROUX	Place du Mousseau	50024687240906	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de GENELARD 1	Parking du souvenir - rue des ecoles	50078666190674	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de GERGY 1 Mairie	Parking Mairie - ecoles	5003250463653800	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de GIVRY	Place de la Poste	1212894346486900	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de GUEUGNON	Place de l'Eglise	50054360875188	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de LA CHAPELLE DE GUINCHAY	Parking Mairie	50028454172350	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de LA CLAYETTE	rue Lamartine	12135021612442	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de LA GRANDE VERRIERE	La Brille Parking Mairie	5003538199504	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de LE CREUSOT SCHNEIDER	Place Schneider	12150506417415	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de LE CREUSOT GARE	Gare	12119392089761	01/01/2026	

Electricité	Borne IRVE de LOUHANS Gare	avenue du 8 mai 1945 - Gare	12100868212294	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de LUGNY	Place Des Halles	50097626861580	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MACON Centre	Mairie place Lamartine	12132127257530	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MACON Nord	Parking covoiturage - route du chemin neuf	12182489053851	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MACON Sud	parking covoiturage - route de Julienas	12168885579918	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MARCIGNY	Place Irene Popard camping car	12164833480274	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MATOUR	rue du Matray place champ de foire	12155426822256	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MERCUREY	rue de caudroyes	12155426822256	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MONT ST VINCENT	Parking salle des fetes	12124746647532	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de MONTCEAU LES MINES	Parking Eglise	12103762567825	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de PARAY LE MONIAL place de l europe	Parking rue du 8 mai	12161939123364	01/01/2026	

Electricité	Borne IRVE de PARAY-LE- MONIAL 3 Cassin - rue du 8 mai	Parking René Cassin	50001241909173	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de PARAY-LE- MONIAL 2 hotel ville-11 nov	Hôtel ville - angle rue Pasteur et rue 11 novembre	50059129029174	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de PIERRE DE BRESSE	Place de la Mairie	12117944911059	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT AMOUR	PLATRE DURAND	12140376170201	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT AUBIN SUR LOIRE	Place Gabriel Gauthier	50088512295843	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT BOIL	GRANDE RUE	12150795853006	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT GENGOUX LE NATIONAL	RUE DES TANNERIES	12143704680897	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT GERMAIN DU BOIS	PLACE DU 8 MAI	12122431162785	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT LEGER SUR DHEUNE	RUE DU PORT	12176266185211	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT MARCEL	Place de l'Eglise - 9 rue Abélard	50098348601080	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT-MARTIN- EN-BRESSE	Place René Cassin - avenue de la Gare	50011372422130	01/01/2026	

Electricité	Borne IRVE de SAINT-REMY	Parking rue Auguste Martin	50085904725647	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SAINT SERNIN DU BOIS	PARKING DU CIMETIERE	12122431162785	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de SALORNAY	PLACE DE LA CLOCHETTE	12145875446670	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de TOURNUS	ROUTE DE PLOTTE	12114616401699	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de TRAMAYES	PLACE DU CHAMPS DE FOIRE	12154847951014	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de VERDUN SUR LE DOUBS	PLACE ST JEAN	12115339992103	01/01/2026	
Electricité	Borne IRVE de VINDECY	LE BOURG	50007027750192	01/01/2026	

### Note

<sup>(1)</sup> : Pour le recours à l'électricité à Haute Valeur Environnementale (HVE) :

Les membres peuvent bénéficier d'une fourniture d'électricité verte à Haute Valeur Environnementale via un marché dédié à cet aspect. Le lot à Haute Valeur Environnementale est attribué aux offres garantissant une électricité produite à partir d'énergies renouvelables, et donc intégré dans les approvisionnements des fournisseurs. Aussi, il est exigé des fournisseurs que au moins 25% de la production des centrales soient sous gouvernance partagée (investissement citoyens ou des collectivités) ou sans soutien public, c'est-à-dire sans subvention. Ce type d'offre représente un surcoût pour les consommateurs entre +15 à +30% en fonction des fournisseurs.

Les membres qui souhaitent bénéficier du lot à Haute Valeur Environnementale doivent l'indiquer au stade de l'adhésion en indiquant OUI sur les lignes correspondantes aux contrats qu'ils souhaitent voir couvert. Cette information est engageante pour le membre. Ce type d'offre étant limitée, les points de livraison intégrés dans le lot à Haute Valeur Environnementale seront basculés dans le lot standard en cas d'infirmité.

Aussi, en dehors de l'électricité à Haute Valeur Environnementale, les membres qui le souhaitent peuvent activer une option « électricité verte standard » auprès du fournisseur avant le début d'exécution des marchés, lors des opérations préalables à la bascule. Cette option leur permet de bénéficier d'une offre « verte » via le système des garanties d'origine. L'électricité verte standard est en premier niveau d'engagement pour la transition énergétique et représente un surcoût pour les consommateurs de près de 1%.

<sup>(2)</sup> : Pour la date d'entrée :

- si votre contrat de **gaz naturel** est déjà en **offre de marché** et arrive à échéance entre le 1/01/2028 et le 31/12/2030, indiquer la date de fin du **contrat +1 jour**
- si votre contrat d'**électricité** est déjà en **offre de marché** et arrive à échéance entre le 1/01/2026 et le 31/12/2028, indiquer la date de fin du **contrat +1 jour**
- si le site n'est pas encore raccordé au réseau de distribution, indiquer la **date prévisionnelle de raccordement**.

<sup>(3)</sup> : Pour le recours au biométhane :

Les membres peuvent bénéficier d'une fourniture de biométhane. Ce type d'offre représente un surcoût pour les consommateurs entre +15 à +30% en fonction des fournisseurs.

Les membres qui souhaitent bénéficier de biométhane peuvent l'indiquer au stade de l'adhésion en indiquant OUI sur les lignes correspondantes aux contrats qu'ils souhaitent voir couvert. Cette information n'est pas engageante pour le membre, elle a seulement vocation à fournir un estimatif des besoins aux fournisseurs candidats aux consultations. Les membres peuvent aussi choisir d'acquérir du biométhane avant le début d'exécution des marchés, lors des opérations préalables à la bascule des contrats dans le périmètre du fournisseur.

ANNEXE MANDAT SYDESL GAE

**AUTORISATION DE COMMUNICATION À DES TIERS DES DONNÉES DES SITES DE CONSOMMATION DU CLIENT RACCORDÉS AUX RÉSEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION**

**CLIENT (professionnel ou autre)**

Forme juridique (SA, SARL, ...) : Syndicat mixte fermé  
Nom commercial : SYNDICAT DEP ENERGIE SAONE LOIRE  
N° d'identification (SIRET) : 25710258200026  
Adresse : 200 BOULEVARD DE LA RESISTANCE  
Code postal : 0 Commune : MACON

**Représenté par (signataire du présent document) :**

Civilité : 0  
Nom : 0  
Prénom : 0  
Adresse professionnelle : 200 BOULEVARD DE LA RESISTANCE 0 MACON  
N° téléphone : 0 E-mail : 0

**Le signataire du présent formulaire déclare être dûment habilité par le client pour la signature du présent document.**

**TIERS n°1 (Syndicats départementaux d'énergie de la région Bourgogne-Franche-Comté)**

Département 21 : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIES DE COTE D'OR (SICECO)  
Département 25 : SYNDICAT MIXTE D'ÉNERGIES DU DOUBS (SYDED)  
Département 39 : SYNDICAT MIXTE D'ÉNERGIES, D'ÉQUIPEMENTS ET DE e-COMMUNICATION DU JURA (SIDEJ)  
Département 58 : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIES D'ÉQUIPEMENT ET D'ENVIRONNEMENT DE LA NIEVRE (SIEEEN)  
Département 70 : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉLECTRICITE DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAONE (SIED70)  
Département 71 : SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ÉNERGIE DE SAONE ET LOIRE (SYDESL)  
Département 89 : SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ÉNERGIES DE L'YONNE (SDEY)  
Département 90 : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AIDE A LA GESTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS (TDE90)

**TIERS n°2 (Fournisseurs d'énergies candidats aux consultations pour la fourniture d'énergie publiées par le SIEEEN en tant que coordonnateur du groupement et fournisseurs titulaires des marchés afférents)**

La liste des fournisseurs est disponible sur simple demande aux syndicats départementaux d'énergie de la région Bourgogne-Franche-Comté. Il est entendu que la présente autorisation est valable uniquement, pour les fournisseurs d'énergies titulaires des marchés, sur la période d'exercice des marchés dont ils sont titulaires et, pour les fournisseurs d'énergies candidats aux consultations, de la date de publication des consultations auxquelles ils participent et jusqu'à la date d'attribution des marchés afférents.

**TIERS n°3 (Prestataires de service)**

La liste des prestataires de service est disponible sur simple demande aux syndicats départementaux d'énergie de la région Bourgogne-Franche-Comté.

Par la signature de ce document, le Client autorise expressément les Tiers à demander et à recevoir communication auprès d'Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 444 608 442 et dont le siège social est situé Tour Enedis, 34 Place des Corolles, 92070 Paris La Défense Cedex et auprès de GRDF, SA, au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 6 rue de Condorcet, 75009 Paris **des données cochées ci-dessous, sous réserve de disponibilité :**

- L'historique de mesure, en kWh, des sites rattachés à ma structure (et puissances atteintes et dépassements de puissance) et/ou en m<sup>3</sup> ;
- L'historique des relevés d'index quotidiens, en kWh et/ou en m<sup>3</sup>, et la puissance maximale quotidienne, en kVA ou kWh, des sites rattachés à ma structure ;
- L'historique de courbe de charge au pas restitué par le gestionnaire de réseau de distribution des sites rattachés à ma structure <sup>1</sup> ;
- Les données techniques et contractuelles disponibles des sites rattachés à ma structure <sup>2</sup> ;
- L'activation de la collecte de la courbe de charge des sites rattachés à ma structure.

Usage des données : recensement des données pour achat d'énergies, alimentation système de management de l'énergie, études, construction offres de fourniture. La présente autorisation ne peut être cédée et pourra être retirée à tout moment. Elle est consentie pour une durée de 48 mois à compter de la date de signature. Le Client accepte expressément que ses données personnelles soient conservées par les Tiers et/ou Enedis et/ou Grdf à des fins de gestion et de traçabilité. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition pour motifs légitimes sur l'ensemble des données le concernant qu'il peut exercer sur simple demande auprès des Tiers et/ou d'Enedis, 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex et/ou de Grdf 6 rue de Condorcet, 75009 Paris.

<p>Date Fait à : MACON Le : .....</p>
---

<p>Signature et cachet du Client</p>
--------------------------------------

## 11 – Règlement du temps de travail et règlement RH

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS07-018 du 17 septembre 2007 relative aux modifications statutaires afférentes au règlement intérieur du SYDESL ;

Considérant l'obsolescence du règlement actuel ;

Considérant la nécessité d'apporter plus de précisions, de clarté et de structure aux agents et de scinder le règlement actuel en deux règlements distincts :

- Un règlement RH
- Un règlement du temps de travail

Considérant l'avis rendu par le Comité Social Territorial du Centre de gestion qui s'est réuni le 14 novembre 2023 ;

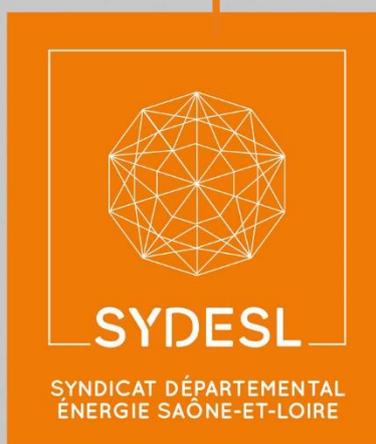
Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** le nouveau règlement RH et le nouveau règlement du travail conformément aux projets annexés.

**FIXE** son application au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**AUTORISE** le Président de signer tout document afférent.



# I Règlement RH

## **SOMMAIRE**

### **RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE GENERAL APPLICABLE**

**1- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

**2- DROITS DES AGENTS**

**3- OBLIGATIONS DES AGENTS**

**4- DEONTOLOGIE ET SERVICE PUBLIC**

**5- SANCTION ET DROIT DE DEFENSE DES AGENTS**

**6- HYGIENE**

**7- SECURITE**

**8- ACCES ET USAGE DES LOCAUX ET DU MATERIEL**

**9- REMUNERATION, PROTECTION SOCIALE, INDEMNISATION ET ACTION SOCIALE**

**10- FORMATION**

**11- ADOPTION ET ENTREE EN VIGUEUR**

## **RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE GENERAL APPLICABLE**

- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, article 21
- Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 7-1 et 136
- Décret n°2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature
- Loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale
- Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale
- Décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale
- Décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale
- Circulaire ministérielle du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique
- Article L6222-35 du code du travail relatif à la préparation aux épreuves d'un apprenti
- Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, articles 45, 46 et 47

## **1- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION**

Ce règlement rappelle les règles en matière de droits et obligations fixées par la loi n° 83-637 du 13 juillet 1983 et de discipline fixée par le statut (articles 89 à 91 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984) et par le décret n° 88.145 du 15 février 1988 (articles 36 et 37) en ce qui concerne les non titulaires. Il précise aussi certaines dispositions d'hygiène et de sécurité.

Parce qu'il est destiné à organiser la vie dans la collectivité dans l'intérêt de tous, ce règlement s'impose à chacun dans la collectivité.

La hiérarchie est chargée de veiller à son application.

Les dispositions de ce règlement relatives à la discipline d'une part, à l'hygiène et à la sécurité d'autre part, s'appliquent aux agents titulaires et non titulaires.

Pour qu'il soit connu de tous, un exemplaire est affiché dans le tableau d'information prévu à cet effet et est envoyé de manière dématérialisée aux agents.

Le présent règlement s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## **2- DROITS DES AGENTS**

La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 dispose des droits et obligations des fonctionnaires qui sont dans la plupart des cas applicables à tous les agents employés par le SYDESL à l'exception du droit à un déroulement de carrière pour les agents non titulaires. Ces droits et obligations s'exercent dans les limites fixées par le cadre réglementaire.

### **▪ Principe de non-discrimination**

Il garantit aux agents publics la liberté d'opinion (article 6 de la loi du 13 juillet 1983), l'égalité professionnelle homme-femme, l'égalité de traitement à l'égard des travailleurs handicapés, la protection contre le harcèlement moral, sexuel, les actes de violence et agissements sexistes et toute discrimination, la possibilité de signaler toute discrimination sans subir de conséquences néfastes pour sa carrière ou son contrat et la réparation de tout préjudice subi.

### **▪ Droit de participation**

Il concerne la participation aux instances consultatives de la fonction publique territoriale et à la gestion de l'action sociale mise en place par la collectivité pour ses agents.

### **▪ Droit syndical (article 8 de la loi du 13 juillet 1983)**

Le droit syndical est garanti aux agents publics. Les intéressés peuvent librement créer des organisations syndicales, y adhérer et y exercer des mandats.

Conformément au décret 85 397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la FPT dans son article 2 aucune disposition ne fait obstacle à la conclusion entre le SYDESL et les organisations syndicales à de plus avantageuses conditions.

▪ **Droit de grève (article 10 de la loi du 13 juillet 1983)**

Les fonctionnaires exercent le droit de grève dans le cadre des lois qui le règlementent. La grève s'entend par une cessation collective et concertée du travail destinée à appuyer des revendications professionnelles.

Les agents sont invités à informer préalablement leur supérieur hiérarchique de leur absence.

▪ **Droit à la protection**

Les fonctionnaires et les agents non titulaires ont droit à une protection et le cas échéant à une réparation lorsqu'ils ont fait l'objet, à l'occasion de leurs fonctions, de menaces, d'outrages, de voies de fait, d'injures ou de diffamations. Ils ont droit à une protection, dans certaines circonstances, en cas de poursuites pénales et civiles engagées par un tiers pour faute de service.

▪ **Droit à la rémunération (article 20 de la loi du 13 juillet 1983) à congés et à protection de la santé**

Les agents publics ont droit, après service fait, à une rémunération comprenant le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire.

Les indemnités peuvent tenir compte des fonctions et des résultats professionnels des agents ainsi que des résultats collectifs de services.

S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

A ce jour la collectivité adhère au CNAS et verse une subvention au Comité des Œuvres Sociales du SYDESL. Les agents bénéficient par ailleurs des prestations d'action sociale individuelles interministérielles selon la réglementation en vigueur.

▪ **Droit aux congés (article 21 de la loi du 13 juillet 1983)**

Les agents publics ont droit à des congés :

- Annuels
- Pour raison de santé
- De maternité et des congés liés aux charges parentales
- De formation professionnelle
- Pour validation des acquis de l'expérience
- Pour bilan de compétences
- Pour formation syndicale
- Des congés pour suivre une formation en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail pour les représentants du personnel qui siègent au CST
- Des congés pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées destinés à favoriser la préparation et la formation ou le perfectionnement de cadres et d'animateurs
- Des congés d'infirmités ayant ouvert droit à pension au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
- D'un congé de solidarité familiale

- Des congés pour siéger comme représentant d'une association déclarée, d'une mutuelle, ou d'une instance consultative instituée par une disposition législative ou réglementaire auprès d'une collectivité territoriale
  - Des congés pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle, sécurité civile, sanitaire ou la réserve civile de la police nationale.
- **Droit à la formation (article 22 de la loi du 13 juillet 1983)**

Le droit à la formation permanente est reconnu aux fonctionnaires.

Ceux-ci peuvent être tenus de suivre des actions de formation professionnelle dans les conditions fixées par les statuts particuliers.

Par ailleurs, la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale instaure le droit à la formation professionnelle tout au long de la vie et modifie l'article 1er de la loi n° 84-594 du

12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale. Le parcours professionnel est ponctué par des dispositifs de :

*Formation :*

- Intégration
- Professionnalisation
- Perfectionnement
- Préparation aux concours
- La formation personnelle suivie à l'initiative de l'agent
- Les actions de lutte contre l'illettrisme et pour l'apprentissage de la langue française

*Positionnement et reconnaissance des acquis :*

- Bilan de compétences
- Reconnaissance de l'expérience professionnelle (REP)
- Validation des acquis de l'expérience (VAE)

Un décret en Conseil d'Etat précise les types de formations susceptibles d'être précédées, à la demande de l'agent, d'un bilan de compétences ainsi que les modalités de celui-ci. La collectivité pourra conclure à l'éventualité d'un bilan de compétence à ses frais avant d'engager un véritable cursus de formation.

Tout agent de la fonction publique territoriale occupant un emploi permanent reçoit un livret individuel de formation. Ce livret retrace les formations et bilans de compétences dont l'agent bénéficie, dans les conditions fixées par décret.

▪ **Droit déontologique**

L'agent public doit pouvoir consulter un référent déontologique, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques (conflits d'intérêts, cumul d'activités, application des droits et obligations ...).

- **Droit à la santé**

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs.

### **3- OBLIGATIONS DES AGENTS**

- **Obligation de se consacrer intégralement à ses fonctions (article 25 de la loi du 13 juillet 1983)**

Le fonctionnaire consacre l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. Il ne peut exercer, à titre professionnel, une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit.

Pendant, dans certains cas, le cumul d'activité peut être possible, notamment pour les agents occupant un emploi à temps non complet. Cette disposition doit faire l'objet d'une information ou, selon le cas, d'une autorisation de l'employeur.

- **Obligation de dignité**

Cette obligation s'impose à l'agent à raison de sa qualité d'agent public, afin de s'assurer que sa tenue, son comportement, ses propos écrits ou oraux ne nuisent pas à l'image, la réputation, la crédibilité, la légitimité de la collectivité et plus largement à la considération que les usagers portent à l'administration publique.

- **Obligation d'impartialité**

Le fonctionnaire traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

- **Obligation d'intégrité**

Cette obligation impose que l'agent public ne puisse solliciter, accepter ou se faire promettre d'aucune source, ni directement ni indirectement, des avantages matériels dont l'acceptation pourrait le mettre en conflit avec ses obligations et les interdictions que lui imposent les lois et les règlements.

- **Obligation de probité**

Cette obligation signifie que tout agent public doit exercer ses fonctions avec intégrité, honnêteté et désintéressement.

- **Obligation de prévention des conflits d'intérêts/de faire cesser un conflit d'intérêts existant**

Certains agents sont soumis :

- A une déclaration d'intérêts
- Une déclaration de patrimoine

▪ **Obligation de neutralité et respect du principe de laïcité**

L'agent public est tenu à l'obligation de neutralité. Il exerce ses fonctions dans le respect du principe de laïcité. A ce titre, il s'abstient notamment de manifester, dans l'exercice de ses fonctions, ses opinions religieuses.

▪ **Obligation de secret professionnel**

Les fonctionnaires sont tenus au secret professionnel visé par le code pénal en tant que dépositaires de renseignements concernant ou intéressant des particuliers à moins que les nécessités du service ou des obligations légales ne leur imposent la communication des informations dont ils ont eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

Cette disposition a pour objet de protéger les intérêts matériels et moraux des particuliers. L'obligation n'est pas absolue. La révélation des secrets acquis est parfois permise, voire même obligatoire. Elle est permise notamment :

- Pour prouver son innocence,
- Lorsque la personne intéressée a donné son autorisation.

Elle est obligatoire notamment dans les cas suivants :

- Dénonciation de crimes ou délits dont un fonctionnaire a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (Article 40 du code de procédure pénale)
- Communication de renseignements, pièces et documents aux autorités de justice agissant en matière criminelle ou correctionnelle
- Témoignage en justice en matière criminelle ou correctionnelle (Article 109 du code de procédure pénale)
- Communication au juge administratif saisi d'un recours contre un acte administratif ou au juge judiciaire saisi d'un litige des pièces et documents nécessaires au jugement de l'affaire.

▪ **Discretion professionnelle et information au public (articles 26 et 27 de la loi du 13 juillet 1983)**

Les fonctionnaires doivent faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, les fonctionnaires ne peuvent être déliés de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent.

Les fonctionnaires ont le devoir de satisfaire aux demandes d'information du public dans le respect des règles mentionnées à l'article 26 de la loi du 13 juillet 1983.

Le droit de toute personne à l'information est garanti en ce qui concerne la liberté d'accès aux documents administratifs de caractère non nominatif.

Sous réserve des dispositions de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne a le droit de connaître les informations contenues dans un document administratif dont les conclusions lui sont opposées.

#### ▪ **Obligation d'obéissance hiérarchique (articles 25 et 28 de la loi du 13 juillet 1983)**

L'agent doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

La subordination hiérarchique impose également de se soumettre au contrôle hiérarchique de l'autorité supérieure compétente.

Le devoir d'obéissance impose au fonctionnaire de respecter les lois et règlements de toute nature.

Le refus d'obéissance équivaut à une faute professionnelle.

Tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre de ses subordonnés.

#### ▪ **Obligation de réserve**

Le principe de neutralité du service public interdit au fonctionnaire de faire de sa fonction l'instrument d'une propagande quelconque de ses idées politiques, philosophiques ou religieuses.

La réserve n'a pas trait uniquement à l'expression des opinions. Elle impose au fonctionnaire d'éviter en toutes circonstances les comportements portant atteinte à la considération du service public par les usagers.

La portée de cette obligation est appréciée au cas par cas par l'autorité hiérarchique sous contrôle du juge administratif.

### **4- DEONTOLOGIE ET SERVICE PUBLIC**

#### ▪ **Le service public**

Le terme désigne l'activité d'administrations ou d'entreprises qui fournissent des prestations utiles aux administrés. Ces activités sont destinées à servir l'intérêt général et à contribuer à la cohésion sociale.

Le service public peut être assuré par une administration, une entreprise publique ou concédé à une entreprise privée (délégation de service public).

Trois principes s'appliquent aux services publics :

- Le principe de continuité : un fonctionnement régulier et continu ;
- Le principe d'égalité : un égal accès de tous aux services publics ;
- Le principe de primauté : une non-affectation des services publics à des intérêts particuliers

Les services publics peuvent être financés grâce aux prélèvements obligatoires, dans ce cas ils sont gratuits ou quasi-gratuits. Mais ils peuvent être aussi payants, c'est-à-dire financés par les usagers. Cependant, la production des services publics ne peut être interrompue pour des raisons de rentabilité.

## ▪ La déontologie

La déontologie est l'ensemble des règles morales et des devoirs qui s'imposent à des professionnels dans l'exercice de leur métier. Toute profession impose des devoirs à ceux qui l'exercent.

### *Impartialité :*

Elle est liée au principe d'égalité face au service public. Un traitement égal doit s'appliquer à tous les usagers qui se trouvent dans une situation identique, quels que soient leur sexe, leur religion, leur race, leurs opinions. Par ailleurs le code pénal sanctionne les actions discriminatoires. Le service public local et ses agents doivent renvoyer aux citoyens une image d'intégrité, de parfaite honnêteté et de comportement vertueux.

### *Honnêteté dans l'exercice des missions :*

Les agents doivent renvoyer aux citoyens une image d'intégrité et de parfaite honnêteté. Les actes de prise illégale d'intérêt, corruption passive (accepter des dons ou des avantages), trafic d'influence, détournement et soustraction de biens publics (véhicules, matériels, ...), concussion (percevoir à titre de droits ou contributions une somme qui n'est pas due ou accorder exonération).

### *Dignité de la vie personnelle :*

Dans le cadre de sa vie privée, l'agent ne doit pas afficher de conduite personnelle, d'attitudes ou de relations de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs ; sa conduite ne doit pas porter atteinte à l'image de l'institution.

### *Respect du droit applicable :*

L'agent a l'obligation générale de respecter la légalité (constitution, directives européennes, lois et règlements). Cette obligation joue également au niveau de la collectivité locale (délibérations, arrêtés, circulaires, notes de service ou autres mesures d'ordre intérieur).

## 5- SANCTIONS ET DROITS DE DEFENSE DES AGENTS

L'agent qui, dans l'exercice de ses fonctions, ne respecte pas l'une de ses obligations s'expose à une sanction disciplinaire et, le cas échéant, à une sanction pénale.

Pour les titulaires, les sanctions disciplinaires sont prévues à l'article 89 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier

1984. Elles sont réparties en quatre groupes :

### *Premier groupe :*

- L'avertissement
- Le blâme
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours

### *Deuxième groupe :*

- La radiation du tableau d'avancement
- L'abaissement d'échelon
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours

### *Troisième groupe :*

- La rétrogradation
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours à deux ans

#### Quatrième groupe :

- La mise à la retraite d'office
- La révocation

Les sanctions des 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> groupe nécessitent la saisine du conseil de discipline. Pendant toute la procédure, l'agent peut se faire assister de défenseurs de son choix.

Pour les agents stagiaires, les sanctions disciplinaires sont :

- L'avertissement
- Le blâme
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de trois jours
- L'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de quatre à quinze jours
- L'exclusion définitive du service

Les deux dernières nécessitent la saisine du conseil de discipline.

Pour les agents non titulaires, les sanctions disciplinaires sont :

- L'avertissement
- Le blâme
- L'exclusion temporaire de fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale de six mois pour les agents recrutés pour une durée déterminée et d'un an pour les agents sous contrat à durée indéterminée
- Le licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement.

Il n'y a pas de saisine du conseil de discipline pour les agents non titulaires. Quelle que soit la sanction disciplinaire, l'agent dispose d'un délai suffisant pendant lequel il prend connaissance de son dossier pour organiser sa défense.

## 6- HYGIENE

Il est interdit de pénétrer ou de demeurer dans l'enceinte des bâtiments de la collectivité, en état d'ivresse. Il est également interdit d'introduire ou de distribuer dans les locaux de travail de la drogue ou des boissons alcoolisées.

La consommation des boissons alcoolisées dans les locaux de travail est interdite sauf dans des circonstances exceptionnelles et avec l'accord des supérieurs hiérarchiques.

Des contrôles d'alcoolémie sont susceptibles d'être effectués par le Président ou par tout responsable hiérarchique de l'agent en état apparent d'ébriété pour faire cesser une situation dangereuse dans le cadre du service :

- Conduite de véhicules (véhicules légers, véhicules de transport en commun, poids lourds, engins)
- Manipulation de machines dangereuses (engins de chantier, équipements électriques, d'éclairage public, de télécommunication...),
- Manipulation de produits dangereux (carburants, produits chimiques...)

Les autres postes dangereux définis dans la collectivité sont inscrits dans le DUERP.

L'agent auquel est proposé l'alcootest aura la possibilité de se faire assister par une personne de son choix en qualité de témoin.

Toute personne témoin de l'une des situations évoquées ci-dessus s'engage à en avertir immédiatement son responsable hiérarchique, qui décidera des suites à donner à l'événement. Si un agent refuse de se soumettre à l'alcootest alors que l'autorité territoriale a respecté toutes les dispositions précédentes, il y a présomption d'ébriété.

Si l'alcootest s'avère positif, l'agent concerné doit immédiatement être conduit auprès d'un médecin par l'autorité territoriale. Si pour toute raison cela s'avère impossible, il sera fait appel aux services médicaux d'urgence.

Si l'alcootest s'avère négatif, le chef de service juge si l'agent doit reprendre son poste ou s'il doit être conduit auprès d'un médecin.

Dans l'hypothèse de la pathologie d'alcoolisme chronique, la collectivité orientera l'agent demandeur vers le médecin de prévention.

Le refus de l'agent de se soumettre aux obligations relatives à l'hygiène peut entraîner l'une des sanctions prévues au présent règlement.

Il est également interdit de fumer et vapoter dans l'ensemble des lieux publics, notamment :

- Les locaux recevant du public
- Les locaux communs (vestiaires, bureaux, hall, cafétéria ...)
- Les locaux contenant de substances et préparations dangereuses (carburants, peintures, colles, solvants, produits phytosanitaires, produits d'entretien ...)

Il est également interdit de fumer et vapoter dans les véhicules et engins.

## **7- SECURITE**

Conformément à l'article 23 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes doivent être assurées aux agents territoriaux, dans l'exercice de leurs fonctions, afin de préserver leur santé et leur intégrité physique.

### **▪ Sécurité des personnes**

Chaque membre du personnel doit avoir pris connaissance des consignes de sécurité qui sont fixées et avoir conscience de la gravité des conséquences possibles de leur non-respect.

Tout accident, même léger, survenu au cours du travail (ou d'un trajet) doit immédiatement être porté à la connaissance du supérieur hiérarchique de l'intéressé et du service du personnel.

Tout agent a le droit de se retirer d'une situation dont il estime qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ou s'il constate une défectuosité des systèmes de protection. Face à une telle situation, l'agent peut se retirer de son poste de travail à condition de ne pas créer pour autrui une nouvelle situation de danger grave et imminent.

Il ne pourra être demandé à l'agent ayant exercé son droit de retrait de reprendre son activité sans que la situation ait été améliorée.

Aucune sanction ne peut être prise, aucune retenue de rémunération ne pourra être effectuée à l'encontre d'agents qui se sont retirés d'une situation de travail dont ils avaient un motif raisonnable de penser qu'elle présentait un danger grave et imminent pour leur vie ou pour leur santé.

Ne peuvent se prévaloir du droit de retrait les fonctionnaires des cadres d'emploi des sapeurs-pompiers, de police municipale et des gardes champêtres dans le cadre de leur mission de secours et de sécurité des biens et des personnes.

Tout agent ayant constaté une défaillance ou anomalie dans les installations, équipements, systèmes de protection, véhicules, est tenu d'en informer son supérieur hiérarchique, oralement puis par écrit.

Des registres d'hygiène et de sécurité sont à disposition des agents pour y consigner toute observation ou suggestion relative à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail.

#### ▪ **Matériels de secours et dispositifs de sécurité**

L'utilisation des moyens réglementaires de protection contre les accidents mis à la disposition du personnel (casque de chantier, chasuble rétro réfléchissante, lunettes, gants, chaussures, ...) est obligatoire.

Il est interdit de manipuler les matériels de secours (extincteurs, défibrillateurs, ...) en dehors des exercices ou de leur utilisation normale et de neutraliser tout dispositif de sécurité.

#### ▪ **Lutte et protection contre les incendies**

L'établissement est doté d'un protocole de lutte contre les incendies indiquant le rôle de chacun et les gestes essentiels à accomplir en cas de réalisation du risque. Les issues de secours et postes d'incendie doivent rester libres d'accès en permanence.

Il est interdit de les encombrer par du matériel ou des marchandises.

Un plan d'évacuation est affiché à chaque étage du bâtiment. Les agents sont informés du protocole en vigueur et formés en matière de lutte contre les risques incendie. Chacun doit connaître le fonctionnement et les conditions d'utilisation des extincteurs de l'établissement.

Chaque agent doit participer aux exercices d'évacuation organisés par la collectivité.

#### ▪ **Visites médicales et vaccinations**

En application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, le personnel est tenu de se soumettre aux visites médicales obligatoires périodiques ainsi qu'aux visites médicales d'embauche et de reprise.

Les agents occupant des emplois, pour lesquels des vaccinations sont obligatoires ou recommandées par le médecin du travail dans un but de prévention des risques professionnels, doivent se soumettre à un suivi régulier de ces vaccinations.

Le refus d'un agent de se soumettre aux prescriptions relatives à la sécurité et aux visites médicales peut entraîner l'une des sanctions prévues au présent règlement.

#### ▪ **Formations et habilitations**

Certaines activités nécessitent des autorisations de conduite (engins, véhicules, ...) ou des habilitations délivrées au vu de l'aptitude professionnelle, médicale et d'une formation spécifique. Ces formations et habilitations, listées dans le document unique de la collectivité, sont obligatoires pour l'exécution du travail.

#### ▪ **Harcèlement moral et sexuel**

Aucun agent, qu'il soit titulaire ou non, ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.

Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la formation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un agent, qu'il soit titulaire ou non, en prenant en considération :

- Le fait qu'il ait subi ou refusé de subir des agissements de harcèlement moral visé
- Le fait qu'il ait exercé un recours auprès d'un supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces agissements
- Le fait qu'il ait témoigné de tels agissements ou qu'il les ait relatés.

Est passible d'une procédure pénale et d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé aux agissements définis ci-dessus.

Aucun agent ne peut être sanctionné pour avoir subi ou refusé de subir les agissements de harcèlement de toute personne qui, abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, a donné des ordres, proféré des menaces, imposé des contraintes ou exercé des pressions de toute nature sur cet agent dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers.

Aucun agent ne peut être sanctionné pour avoir témoigné des agissements définis ci-dessus ou pour les avoir relatés.

### **8- ACCES ET USAGE DES LOCAUX ET DU MATERIEL**

#### ▪ **Accès aux lieux de travail**

En dehors des horaires de travail, l'enceinte du bâtiment de la collectivité n'est pas accessible aux agents. Cependant, les agents peuvent bénéficier de dérogations ou autorisations délivrées par leur supérieur hiérarchique.

#### ▪ **Usage du matériel de la collectivité**

Tout membre du personnel est tenu de conserver en bon état, d'une façon générale, tout le matériel qui lui est confié en vue de l'exécution de son travail ; il ne doit pas utiliser ce matériel à

d'autres fins, et notamment à des fins personnelles, sans autorisation. Il est également interdit d'envoyer toute correspondance personnelle aux frais de la collectivité.

Lorsque le lien de travail est définitivement rompu avec la collectivité, tout agent doit restituer tous les matériels et documents appartenant à celle-ci.

Il est interdit d'emporter des objets ou documents appartenant à la collectivité sans autorisation.

Les véhicules de service ne peuvent être conduits que par les agents autorisés et titulaires des permis et qualifications requis. L'utilisation des véhicules est autorisée sur l'ensemble du département de Saône et Loire et communes limitrophes, dans les conditions fixées par délibération du comité syndical.

Pour les autres déplacements, un ordre de mission ponctuel est nécessaire. Le remisage à domicile peut être autorisé. L'usage privatif des véhicules de service est strictement interdit.

Tout retrait ou suspension de permis de conduire doit être signalé aussitôt à l'autorité hiérarchique.

#### ▪ Usage des locaux et des matériels de la collectivité

Les locaux de la collectivité non ouverts au public sont réservés exclusivement aux activités professionnelles des agents. Il ne doit pas y être fait de travail personnel.

Les communications téléphoniques à caractère personnel reçues ou données au cours du travail doivent être strictement limitées aux cas d'urgence et justifiées.

Il est interdit de faire circuler, sans autorisation des supérieurs hiérarchiques, des listes de souscription ou de collecte. Néanmoins, les cotisations syndicales peuvent être collectées dans l'enceinte du bâtiment, mais en dehors des locaux ouverts au public, par les représentants des organisations syndicales qui ne sont pas en service ou qui bénéficient d'une décharge d'activité de service. Ces collectes ne doivent en aucun cas porter atteinte au fonctionnement du service.

Dans le cadre des économies d'énergie et de la sécurité des locaux, les agents veillent à l'extinction des lumières lorsque la lumière naturelle est suffisante. En fin de vacation, il est impératif de procéder à l'extinction de toutes les lampes et matériels électriques ainsi qu'à la fermeture des portes, fenêtres et volets.

De même, dans le cadre des actions de développement durable prônées par la collectivité, les agents sont invités à limiter la consommation de papier, notamment par l'impression contrôlée des documents et la réutilisation des feuilles usagées en brouillon.

L'affichage sur les murs est interdit en dehors des panneaux muraux réservés à cet effet ; les affiches et notes de service régulièrement apposées sur ces panneaux ne doivent pas être endommagées ou détruites.

L'affichage et panneaux syndicaux seront conformes au décret 85-397 du 3 avril 1985 et à la circulaire du 25 novembre 1985.

L'usage des ressources informatiques et de l'Internet a fait l'objet d'une charte spécifique qui a reçu un avis favorable du CDG en date du 13 septembre 2021 et soumise à l'approbation du comité syndical le 30 septembre de la même année.

Cette charte est annexée au présent règlement intérieur.

## 9- REMUNERATION, PROTECTION SOCIALE, INDEMNISATION ET ACTION SOCIALE

### ▪ La rémunération

#### *Le traitement de base :*

Tout agent public perçoit un salaire mensuel, versé après service fait, en fonction du grade et de l'échelon détenus. A chaque échelon sont associés un indice brut et un indice majoré. Le salaire mensuel brut est calculé en multipliant l'indice majoré par la valeur du point d'indice fixé par la réglementation. Il est réduit au prorata de la durée de service lorsque l'agent occupe un emploi à temps non complet.

### ▪ Les compléments de rémunération de droit

Ils sont attribués de droit sous réserve de remplir les conditions requises pour en bénéficier.

#### *La Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) :*

Il s'agit de l'attribution de points majorés supplémentaires liés à l'exercice de certaines fonctions. Les fonctions y ouvrant droit sont fixées limitativement par la réglementation. Cette bonification ne peut être versée qu'aux agents stagiaires et fonctionnaires.

#### *Le Supplément Familial de Traitement (SFT) :*

Il est versé à tout agent public parent et/ou ayant la charge permanente d'un ou plusieurs enfants sous réserve des conditions d'âge de l'enfant.

Il ne peut être cumulé avec :

- Un avantage de même nature accordé pour un même enfant par un organisme financé sur fonds publics
- Entre les membres d'un couple de fonctionnaires ou d'agents publics au titre des mêmes enfants à charge

#### *La Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) :*

Le GIPA est une indemnité versée aux agents dont le salaire brut a évolué moins rapidement que l'inflation. Elle est destinée à compenser le décalage entre l'augmentation du salaire et l'indice des prix de la consommation.

### ▪ Les compléments de rémunération facultatifs : le régime indemnitaire

Tous les agents publics peuvent bénéficier de certaines primes et indemnités.

Elles sont soit attribuées de manière forfaitaire, soit versées pour compenser l'exercice de certaines fonctions.

Chaque collectivité peut décider, par délibération, d'instaurer des primes et indemnités. Leur mise en place reste donc facultative. Le cas échéant, les montants sont attribués individuellement par arrêté en fonction du montant des enveloppes voté par l'assemblée délibérante.

Le SYDESL a mis en place le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) composé de deux parties :

- L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle
- Le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir

Le RIFSEEP peut être attribué :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
- Aux agents bénéficiaires d'un contrat à durée indéterminée à temps complet, à temps non complet et à temps partiel
- Aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps complet

Les agents contractuels de droit privé ne peuvent être éligibles à ce dispositif. Le règlement d'attribution du RIFSEEP prévoit la répartition des groupes de fonctions par emploi. Chaque part de l'IFSE et/ou de CIA correspondant à un montant maximum fixé par le comité syndical dans la limite des plafonds réglementaires.

#### ▪ **Le droit à congés pour raisons de santé**

Les périodes de congés de maladie sont considérées comme des périodes de travail effectif pour les agents. Ainsi, ils sont réputés avoir accompli les heures qu'ils auraient dû effectuer sur la période considérée, quel que soit leur cycle de travail.

Dans le cas de l'obtention d'un congé pour raisons de santé, le feuillet n°1 de l'arrêt de travail est conservé par l'agent, sauf en cas d'accident de service ou maladie professionnelle.

#### *Le congé de maladie ordinaire :*

Pour obtenir un congé de maladie ordinaire ou son renouvellement, l'agent doit adresser impérativement un avis d'arrêt de travail établi par un médecin, sous 48 heures à compter de la date d'établissement du document.

Tout envoi tardif expose l'agent à une réduction de sa rémunération.

#### *Le congé de longue maladie (ou de grave maladie pour les agents contractuels et fonctionnaires relevant du régime général de la sécurité sociale) :*

Il concerne les maladies nécessitant un traitement et des soins prolongés présentant un caractère invalidant et de gravité confirmée.

#### *Le congé de longue durée (uniquement pour les fonctionnaires relevant du régime spécial de la sécurité sociale) :*

Le droit à congé de longue durée est ouvert dans le cadre de certaines maladies fixées par la loi.

#### *Le congé pour accident de service et maladie professionnelle :*

Pour être imputable au service, l'accident doit être intervenu dans l'exercice des fonctions ou à l'occasions de celles-ci et provoquer une lésion du corps humain. Pour être reconnue, la maladie professionnelle doit avoir un lien de cause à effet avec le service.

#### *L'accident de trajet :*

Le trajet s'entend comme le parcours entre le domicile de l'agent et son lieu de travail. La notion d'accident survenu à l'occasion du trajet permet d'appliquer aux accidents de trajet la réglementation relative aux accidents de service. Dès lors que l'accident survient dans les temps et lieux entre le domicile de l'agent et son lieu de travail durant le temps normal de trajet et sur l'itinéraire le plus direct, la réunion de ces éléments suffit à caractériser l'accident en accident de trajet.

#### *Le congé de maternité :*

La constatation de la grossesse doit être effectuée avant la fin du troisième mois et déclarée à l'autorité territoriale avant la fin du 4ème mois.

La demande de l'agent est adressée avec les pièces nécessaires pour déterminer le rang de l'enfant.

#### *La durée du congé :*

- En cas de grossesse simple : L'agent a moins de deux enfants : 16 semaines (congé parental de 6 semaines et postnatal de 10 semaines) L'agent a déjà au moins deux enfants nés viables ou à charge : 26 semaines (congé prénatal de 8 semaines et postnatal de 18 semaines)
- En cas de grossesse gémellaire : 34 semaines (congé prénatal de 12 semaines et postnatal de 22 semaines)
- En cas de grossesse de triplés (ou plus) : 46 semaines (congé prénatal de 24 semaines et postnatal de 22 semaines)

#### *Le congé de paternité ou d'accueil d'un enfant :*

L'agent avertit l'employeur au moins un mois avant la date à laquelle il envisage de prendre le congé, en produisant une pièce justificative. Le congé doit être pris dans les 4 mois suivant la naissance ou l'accueil de l'enfant. La durée est au maximum de 11 jours, et portée à 18 jours en cas de naissance multiple. Le congé se cumule avec le congé de naissance de 3 jours de façon consécutive ou non.

- **Traitement des salaires en cas de congés pour raison de santé**

#### *Le congé de maladie ordinaire :*

Durée : 1 an dont 3 mois à plein traitement et 9 mois à demi-traitement

#### *Le congé de longue maladie :*

Durée : 3 ans dont 1 an à plein traitement et 2 ans à demi-traitement

#### *Le congé de longue maladie :*

Durée : 5 ans dont 3 ans à plein traitement et 2 ans à demi-traitement

- **Protection sociale complémentaire**

Le SYDESL a mis en place une participation financière pour les agents adhérents au contrat de prévoyance "Maintien de salaire" à un contrat de prévoyance labellisé.

Le montant de la participation de l'employeur est fixé à 22 € par mois et par agent sur la base d'un service à temps complet. Ce montant est proratisé en fonction du temps de travail.

- **Prestations d'action sociale**

Les prestations sociales visent à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leur famille.

#### *Le Comité National d'Action Sociale (CNAS) :*

Le SYDESL adhère et prend en charge la cotisation pour l'ensemble de ses agents au Comité National d'Action Sociale justifiant d'un contrat d'une durée au moins égale à 6 mois. Chaque agent peut accéder librement au site internet du CNAS (<https://www.cnas.fr>) et procéder aux demandes de prestations et/ou réservations en ligne.

La collectivité a désigné un correspondant qui peut accompagner chacun dans ses démarches.

#### *Le Comité des Œuvres Sociales (COS) :*

L'association « Comité social du personnel du SYDESL », dénommée COS a pour objet

- La mise en œuvre d'actions sociales susceptibles d'améliorer les conditions matérielles et morales des agents du SYDESL et de leur ayant droit, notamment :
  - Par l'organisation d'activités culturelles, sportives, de loisirs, de vacances et de tourisme social
  - L'octroi d'aides financières et matérielles sous la forme de chèque cadeau, chèque vacances ou tout autre support de même ordre, pour contribuer aux frais de scolarité, de vacances et de loisirs des agents et de leurs enfants.
- La collaboration à tout projet et la participation à tout organisme, association ou société ayant une relation avec cet objet,
- Et d'une manière générale, toute action ou entreprise complémentaire ou annexe au présent objet, pourvu qu'elles ne mettent pas en cause le but non lucratif de l'association.

Pour être admis en tant que membre adhérent, il faut :

- Être agent volontaire, en activité au SYDESL, pour une durée prévue supérieure ou égale à 12 mois
- Être accepté par le Conseil d'Administration qui, en cas de refus, n'aura pas à en faire connaître les raisons,
- S'engager à prendre des responsabilités actives et/ou à participer au moins à une activité par an,
- S'acquitter d'une cotisation annuelle dont le montant est fixé lors de l'Assemblée Générale

Le conseil statue sur les demandes d'admission présentées, à la majorité de tous ses membres lors de chacune de ses réunions.

#### *Les titres-restaurant :*

La loi n°2001-1276 du 28 décembre 2001 de finances rectificative pour 2001 modifiant l'article 19 de l'ordonnance n°67-830 du 27 septembre 1967 a ouvert aux collectivités publiques et à leurs établissements publics la possibilité d'attribuer des titres-restaurant :

- Dans le cas où ils n'ont pas mis en place de dispositif propre de restauration collective, aux agents qu'ils ne peuvent pas faire bénéficier par contrat passé avec un ou plusieurs gestionnaires de restaurants publics ou privés, d'un dispositif de restauration compatible avec la localisation de leur poste de travail ;
- Dans le cas où ils ont mis en place un dispositif propre de restauration collective, aux agents qu'ils ne peuvent pas faire bénéficier, compte tenu de la localisation de leur poste de travail, ni de ce dispositif ni d'un dispositif de restauration mis en place par contrat passé avec un ou plusieurs gestionnaires de restaurants publics ou privés.

Par délibération du 10 décembre 2018, les élus ont voté la mise en place des titres restaurants pour les agents du SYDESL, avec une participation du SYDESL à hauteur de 60% par titre.

Un règlement relatif aux titre-restaurant a été mis en place.

#### *Autres prestations :*

Par délibération du 4 octobre 2004, le SYDESL s'engage à participer financièrement à hauteur de 150 € aux événements familiaux suivants :

- Mariage
- Mariage d'un enfant de l'agent
- Naissance
- Décès de l'agent ou de son conjoint
- Décès d'un enfant
- Remise de médailles à l'ancienneté
- Cessation d'activité

Une délibération du 6 septembre 1996 est venue réaffirmer l'engagement du SYDESL d'accorder au personnel les avantages dispensés à tous les allocataires des CAF dans le domaine des prestations sociales selon le barème et les prestations définies dans la circulaire préfectorale.

#### ▪ **Les frais de déplacement**

Lorsqu'un agent se déplace pour une mission ou une réunion, pour les besoins du service, il peut prétendre, sous réserve de pouvoir justifier du paiement auprès de l'ordonnateur :

- A la prise en charge des frais de transport
- A des indemnités de missions qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon le cas, au remboursement des frais de repas, des frais de déplacement et d'hébergement.

Les agents peuvent utiliser leur véhicule personnel sur autorisation de leur chef de service, quand l'intérêt du service le justifie et sous réserve d'avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui pourraient être causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

#### *Les indemnités kilométriques :*

Pour les déplacements effectués avec le véhicule personnel de l'agent, le versement d'indemnités kilométriques est calculé en fonction du type de véhicule, de la puissance fiscale et du nombre de kilomètres parcourus, selon le barème en vigueur.

#### *Les frais de repas :*

L'agent peut solliciter le remboursement des frais réels engagés, dans la limite du barème en vigueur sous réserve de production, par l'intéressé, d'un justificatif de paiement.

#### *Les frais d'hébergement forfaitaire :*

Ils peuvent être pris en charge par l'employeur selon barème en vigueur sur présentation d'un justificatif.

### *Les frais annexes :*

Les frais de péage d'autoroute, de stationnement de véhicule, de taxi ou de location de véhicules, pourront être remboursés s'ils sont justifiés par l'intérêt du service et après autorisation du supérieur hiérarchique sur présentation des pièces justificatives.

Lorsque l'agent est amené à utiliser les transports en commun, le choix entre les modes de transport doit s'effectuer sur la base du tarif le plus économique et le plus adapté à la nature du déplacement.

## **10- FORMATION**

### **▪ Les formations statutaires obligatoires**

#### *La formation d'intégration :*

Elle doit être suivie obligatoirement avant la titularisation ou lors d'un accès à un nouveau cadre d'emplois. C'est le point de départ d'un processus de formation qui va se dérouler tout au long de la carrière. Elle vise à faciliter l'intégration des fonctionnaires en donnant à tout agent nouvellement nommé les clefs de compréhension de l'environnement territorial.

Elle concerne tous les fonctionnaires de catégorie A, B, et C nommés dans un cadre d'emploi par recrutement direct ou par concours. Elle doit être suivie dans l'année suivant la nomination. Le suivi de la formation d'intégration conditionne la titularisation. Elle s'impose également à chaque changement de cadre d'emplois par la voie du concours.

Sa durée est de 10 jours pour les agents des catégories A et B, 5 jours pour les agents de la catégorie C.

#### *La formation de professionnalisation :*

Elle intervient à des moments clés de la carrière et de son parcours professionnel. Elle doit permettre l'adaptation à l'emploi et le maintien à niveau des compétences.

3 types de formations :

- La professionnalisation au premier emploi : elle permet l'adaptation à l'emploi que l'agent occupe lors de sa première prise de poste ou lors d'un changement de cadre d'emploi
- La professionnalisation tout au long de la carrière : elle permet à l'agent de mettre à jour ses connaissances, d'actualiser ses savoir-faire dans son domaine d'activité professionnelle. C'est une formation qui permet de maintenir et d'enrichir ses compétences
- La professionnalisation suite à la prise de poste à responsabilité : tout agent nommé sur un poste à responsabilité doit suivre une formation de professionnalisation suite à affectation sur poste à responsabilité.

Le contenu et la durée des formations de professionnalisation sont fixés en concertation entre l'agent et l'autorité territoriale. A défaut d'accord, l'agent suit une formation de la durée minimum fixée par le statut particulier et dont le contenu est défini par l'autorité territoriale.

Après concertation avec l'agent, l'autorité territoriale peut présenter au CNFPT une demande de dispense partielle ou totale de la durée des formations obligatoires.

### **▪ Les autres catégories d'action de formation**

Elles concernent l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et contractuels de droit public.

#### *La formation de perfectionnement :*

Elle peut être réalisée à la demande de l'agent ou du supérieur hiérarchique si ce dernier considère que la formation permet le développement de compétences ou l'acquisition de nouvelles. Lorsqu'elle est demandée par l'agent, elle peut être accordée sous réserve des nécessités de service.

Lorsque la formation est nécessaire à la bonne tenue du poste, elle peut être exigée par l'employeur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité au poste de travail. Dans ce cas, elle ne relève pas du compte personnel de formation.

#### *La préparation aux concours et examens professionnels :*

Permettant l'accès aux cadres d'emplois de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la fonction publique d'Etat, hospitalière, Union Européenne, elle peut relever du compte personnel de formation.

#### *La formation personnelle à l'initiative de l'agent :*

Elle permet aux agents qui le souhaitent d'étendre et de parfaire leur formation en vue de satisfaire des projets professionnels ou personnels. Pour suivre une formation personnelle, l'agent dispose de plusieurs moyens :

- Le congé de formation professionnelle permet à un agent, au cours de sa vie professionnelle de suivre à titre individuel, une action de formation de longue durée d'ordre professionnel ou personnel. Il peut être accordé sous certaines conditions
- La validation des acquis de l'expérience (VAE) qui permet à tout agent de valider les acquis de son expérience en vue d'obtenir un diplôme ou un titre professionnel, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP)
- Le bilan de compétences : tout agent ayant 10 ans de services effectifs peut demander à bénéficier d'un bilan de compétences afin d'analyser ses compétences, aptitudes et motivations notamment pour définir un projet professionnel et le cas échéant un projet de formation
- La disponibilité pour effectuer des études ou recherches présentant un caractère d'intérêt général. Elle est accordée aux fonctionnaires sous réserve des nécessités de service.

#### *Les actions liées à la lutte contre l'illettrisme et à l'apprentissage du français :*

Ces actions concernent les agents sortis prématurément du système scolaire ou ayant des lacunes au niveau des savoirs de base du fait d'une déperdition des acquis scolaires malgré leur intégration professionnelle. Elles concernent également les agents d'origine étrangère présentant des lacunes en français.

#### *La formation syndicale :*

Tout agent peut bénéficier d'un congé pour formation syndicale auprès d'un organisme répertorié par arrêté ministériel dans la limite de 12 jours par an. Les membres (titulaires et suppléants) des CST qui en exercent les compétences bénéficient d'un congé avec traitement, d'une durée maximale de deux jours ouvrables pendant la durée de leur mandat.

Ce congé est accordé, sur demande des fonctionnaires concernés, afin de suivre une formation en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de l'organisme de formation de leur choix. La charge financière de cette formation incombe à la collectivité.

## ▪ **Le compte personnel de formation (CPF)**

Le CPF est un des dispositifs qui composent le compte personnel d'activité applicable aux agents de la fonction publique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Tout agent est éligible au compte personnel de formation, sans condition d'ancienneté : les agents fonctionnaires et les agents contractuels de droit public.

Les droits qui ont été acquis au titre du DIF (droit individuel à formation) sont transférés sur le CPF qui se substitue de droit au premier (sous réserve que ces droits aient été convertis en 2020). Les droits sont consultables sur le portail [moncompteactivite.gouv.fr](http://moncompteactivite.gouv.fr).

Le CPF est alimenté en heures de formation au 31 décembre de chaque année.

En principe, pour les agents à temps complet, l'alimentation du CPF s'effectue à hauteur de 25 heures maximum par année de travail jusqu'à l'acquisition d'un crédit de 150 heures.

Les périodes de travail à temps partiel sont assimilées à des périodes à temps complet pour le calcul de l'alimentation du CPF, en revanche, cette durée est calculée au prorata du temps travaillé pour les agents à temps non complet.

Le CPF peut être utilisé par anticipation dans la limite des droits que l'agent est susceptible d'acquérir au cours des deux années civiles qui suivent celle au cours de laquelle il effectue la demande. Le droit de mobilisation du CPF s'exerce à l'initiative de l'agent en accord avec l'employeur.

Ainsi, seules les actions réalisées à la demande de l'agent s'imputent sur le crédit d'heures. L'agent est tenu de solliciter l'accord écrit de l'autorité territoriale sur la nature, le calendrier et le financement de la formation souhaitée, en précisant le projet d'évolution professionnelle dans lequel s'inscrit sa demande.

Si l'employeur y est favorable, il inscrit la demande au plan de formation.

Les frais de formation liés au CPF sont à la charge de la collectivité qui peut les plafonner par délibération. Toute décision de refus opposée à une demande de mobilisation du CPF doit être formulée par écrit et motivée. Elle peut être contestée à l'initiative de l'agent devant la commission administrative paritaire ou la commission consultative paritaire selon le cas.

Ainsi, le CPF peut être mobilisé pour des formations ayant pour objet l'acquisition d'un diplôme, d'un titre ou d'un certificat de qualification professionnelle, ou encore celles relatives au développement des compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle.

En l'absence de définition réglementaire de la notion de projet d'évolution professionnelle, celle-ci peut s'entendre de la préparation d'une future mobilité, d'une promotion ou d'une reconversion professionnelle.

Le CPF peut également être utilisé, notamment en combinaison avec le congé de formation professionnelle. Un agent ne peut demander la même formation dans les 12 mois qui suivent l'action suivie, sauf si celle-ci n'a pu être menée à son terme en raison des nécessités de service. Le CPF peut faire l'objet d'une portabilité entre les secteurs public et privé.

## ▪ **Frais liés à la formation**

Lorsqu'ils ne sont pas pris en charge par le CNFPT ou pour les actions de formation suivies hors CNFPT, les frais (de déplacement, de restauration éventuellement d'hébergement) liés à la formation de perfectionnement peuvent être pris en charge par l'employeur sur présentation de justificatifs.

- **Formation et temps de service**

La formation (formation de perfectionnement et préparation aux concours et examens professionnels) est considérée comme du temps de travail effectif.

## **11- ADOPTION ET ENTREE EN VIGUEUR**

Le CST du centre de gestion a été saisi pour avis le 14 novembre 2023.

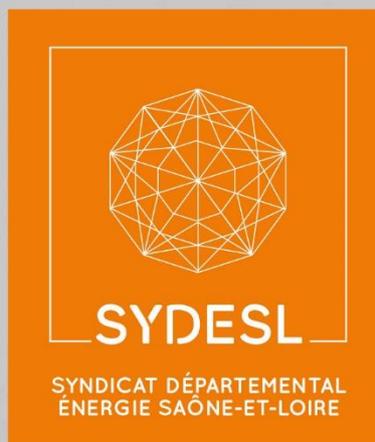
Le comité syndical, a adopté le présent règlement par délibération n° CS23-081 du 7 décembre 2023.

Ce règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent règlement intérieur, qui sera porté à la connaissance de chacun des employés permanents ou temporaires de la collectivité.

Le Président

JEAN SAINSON



# | Règlement Temps de travail

## **SOMMAIRE**

<b>RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE GENERAL APPLICABLE</b>	<b>03</b>
<b>1- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION</b>	<b>04</b>
<b>2- TEMPS DE PRESENCE</b>	<b>04</b>
<b>3- HEURES ADDITIONNELLES</b>	<b>06</b>
<b>4- TEMPS PARTIEL</b>	<b>06</b>
<b>5- ABSENCES</b>	<b>08</b>
<b>6- AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE</b>	<b>13</b>
<b>7- COMPTE EPARGNE TEMPS</b>	<b>15</b>
<b>8- JOURNEE DE SOLIDARITE</b>	<b>18</b>
<b>9- HORAIRES</b>	<b>18</b>
<b>10- TELETRAVAIL</b>	<b>18</b>
<b>11- IMPACT DES DISPOSITIONS DU PRESENT REGLEMENT</b>	<b>18</b>
<b>12- ADOPTION ET ENTREE EN VIGUEUR</b>	<b>19</b>

## **RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE GENERAL APPLICABLE**

- Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires, article 21
- Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 7-1 et 136
- Décret n°2000-815 du 25 août 2000, relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature
- Loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale
- Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale
- Décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 modifié relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale
- Décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale
- Circulaire ministérielle du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique
- Article L6222-35 du code du travail relatif à la préparation aux épreuves d'un apprenti
- Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, articles 45, 46 et 47

## 1- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Ce règlement fixe les règles en matière d'organisation du temps de travail afin d'être en conformité avec la réglementation en vigueur et de garantir l'équité entre l'ensemble des agents du SYDESL.

Il s'adresse aux agents employés par le SYDESL quel que soit leur temps de travail et leur statut.

Le présent règlement s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

## 2- TEMPS DE PRESENCE

### ▪ Définition du temps de travail effectif

La durée du **travail effectif** s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Est considéré comme temps de travail effectif :

- Le temps passé dans le service ou à l'extérieur dans le cadre des activités professionnelles
- Les périodes de congé maternité, adoption ou paternité et raison de santé (congés pour maladie ordinaire, longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, accident de service ou de travail et maladie professionnelle)
- Le temps consacré aux visites médicales organisées au titre de la Médecine professionnelle et préventive
- Les absences liées à la mise en œuvre du droit syndical
- Les temps de pause lorsque l'agent ne peut pas vaquer à ses occupations personnelles
- Le temps d'intervention pendant une période d'astreinte (y compris le temps de déplacement depuis le domicile aller-retour)
- Les déplacements professionnels accomplis pendant les horaires de travail
- Le temps pour lequel l'agent dispense ou suit une formation

N'est pas considéré comme temps de travail effectif :

- Le temps de trajet entre le domicile et la résidence administrative
- Le temps de trajet pour se rendre à une formation
- Les temps de pause (pause méridienne notamment)
- Le temps consacré à l'habillage, au déshabillage sur le lieu de travail, lorsque le port d'une tenue de travail est imposé (cf réponse JO du 4/10/2016 - question 93824)

### ▪ Durée annuelle du temps de travail effectif

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret n°2000-815 du 25 août 2000 applicable aux agents territoriaux, le décompte du temps de travail est réalisé, pour un agent à temps complet, sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures maximum, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées.

Si l'agent bénéficie de jours supplémentaires de congés liés au fractionnement, ces jours sont comptés comme du temps de travail effectif.

Le mode de calcul du temps de travail annuel, selon la réglementation en vigueur, est le suivant :

<b>Nombre de jours dans l'année</b>	<b>365</b>
- Repos hebdomadaires	104
- Jours fériés	8
- Jours de congés annuels	25
= Jours travaillés annuels	228
Nombre d'heures travaillées afférentes	1 596 heures
Nombre d'heures travaillées afférentes arrondies	1 600 heures
+ Journée de solidarité	7 heures
= Nombre total d'heures travaillées par an	1 607 heures

Pour les agents à temps partiel et à temps non complet, la durée de travail est fixée au prorata de leur quotité de travail sur la base de la durée du temps de travail pour un temps complet.

#### ▪ Temps de travail hebdomadaire et cycle de travail

La durée légale du temps de travail effectif dans la fonction publique est de **35 heures par semaine** pour un agent à temps complet.

Les cycles de travail sont des périodes de référence au sein desquelles la répartition du temps de travail est fixée et se répète.

Le cycle de travail, pour l'ensemble des services du SYDESL est hebdomadaire et représente, pour un agent à temps complet, une durée de 39 heures répartie sur 5 jours.

#### ▪ Règlementation relative aux amplitudes horaires

Certaines règles d'organisation du travail doivent être respectées :

Durée maximale hebdomadaire, heures supplémentaires comprises	48 heures
Durée maximale hebdomadaire moyenne, heures supplémentaires comprises	44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives
Durée maximale journalière	10 heures
Amplitude journalière maximale	12 heures
Repos minimum journalier	11 heures
Repos minimum hebdomadaire	35 heures comprenant en principe le dimanche
Pause	20 minutes de pause obligatoire dans une période de 6 heures consécutives de travail effectif
Pause méridienne minimum	45 minutes

Il ne peut être dérogé aux garanties minimales de travail que dans les cas suivants :

- Lorsque l'objet même du service public l'exige, notamment pour la protection des personnes et des biens
- Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient pour une période limitée

### 3- HEURES ADDITIONNELLES

### ▪ Heures supplémentaires

Elles correspondent aux heures de travail effectuées par un agent à la demande de son supérieur hiérarchique au-delà du temps de travail hebdomadaire.

Ces heures présentent un caractère exceptionnel.

Elles pourront être soit :

- Récupérées, sans entraver le bon fonctionnement et la continuité du service
- Rémunérées dans la limite de **25 heures supplémentaires** par mois selon les conditions suivantes :

Heures supplémentaires		Rémunération
Les 14 premières heures		$[(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820] \times 1,25$
À partir de la 15 <sup>e</sup> heure		$[(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820] \times 1,27$
Heure de nuit (accomplie entre 22 heures et 7 heures)	Les 14 premières heures	$[(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820] \times 1,25 \times 2$
	À partir de la 15 <sup>e</sup> heure	$[(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820] \times 1,27 \times 2$
Heure accomplie un dimanche ou un jour férié	Les 14 premières heures	$(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820 \times 1,25 + [(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820] \times 1,25 \times 2/3$
	À partir de la 15 <sup>e</sup> heure	$(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820 \times 1,27 + [(\text{Traitement brut annuel} + \text{indemnité de résidence annuelle}) / 1\ 820] \times 1,27 \times 2/3$

### ▪ Heures complémentaires

Les agents à temps non complet peuvent être amenés exceptionnellement et à la demande du responsable hiérarchique, à effectuer des heures complémentaires jusqu'à concurrence de 35 heures hebdomadaires, et des heures supplémentaires au-delà.

Elles pourront :

- Soit être récupérées, sans entraver le bon fonctionnement et la continuité du service
- Soit être rémunérées sans faire l'objet de majoration

## 4- TEMPS PARTIEL

### ▪ Bénéficiaires

Peuvent bénéficier du travail à temps partiel :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, en activité ou en détachement
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet (la durée du stage des stagiaires travaillant à temps partiel est prolongée proportionnellement au temps de travail non effectué)
- Les agents contractuels à temps complet, employés depuis plus d'un an à temps complet et de façon continue dans la même collectivité.

Les agents contractuels à temps non complet sont exclus du temps partiel sur autorisation.

Les fonctionnaires à temps non complet peuvent en revanche bénéficier du temps partiel de droit dans les mêmes conditions que les agents à temps complet.

#### ▪ Temps partiel sur autorisation

Cette autorisation peut être octroyée sous réserve des nécessités du service.

#### *Le cas particulier du temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise :*

Le temps partiel pour création ou reprise d'entreprise entre dans le champ du temps partiel sur autorisation.

Des dispositions spécifiques sont prévues dans le cadre du temps partiel pour création ou reprise d'entreprise :

- La demande de l'agent est adressée à l'autorité hiérarchique trois mois avant la date de création ou de reprise de l'entreprise
- Le service à temps partiel est accordé pour une durée maximale de deux ans, renouvelable un an, à compter de la date de la création ou de la reprise d'entreprise
- La demande d'autorisation à temps partiel est soumise au préalable à l'examen de la commission de déontologie - la collectivité saisit la commission par téléservice dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle elle a reçu la demande de l'agent
- Le service à temps partiel ne peut être à nouveau octroyé, pour une nouvelle création ou reprise d'entreprise, moins de trois ans après la fin d'un temps partiel pour le même motif

#### ▪ Temps partiel de droit

Les différents temps partiels de droit sont attribués pour :

- La naissance d'un enfant jusqu'à son troisième anniversaire, ou pour l'adoption d'un enfant jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer
- Donner des soins à un conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave
- Les agents en situation de handicap de l'article L. 5212-13 du code du travail, après avis du médecin du service de médecine professionnelle et préventive.

Peuvent en bénéficier les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet et à temps non complet, les agents contractuels à temps complet, employés depuis plus d'un an de façon continue.

S'agissant des quotités, celles applicables sont 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % de la durée de travail hebdomadaire de l'agent.

Ces quotités s'appliquent de la même façon aux agents à temps complet et aux agents à temps non complet.

#### ▪ Temps partiel thérapeutique

Le temps partiel thérapeutique est une modalité d'organisation du temps de travail permettant à un agent de continuer à exercer une activité professionnelle malgré une incapacité temporaire et partielle de travail du fait de son état de santé.

Les agents peuvent être autorisés à accomplir un temps partiel pour raison thérapeutique après un congé de maladie, un congé de longue maladie, de longue durée ou un congé pour accident de service pour une période de 1 à 3 mois dans la limite d'un an pour une même affection.

Il ne peut être inférieur au taux de 50 % de la durée hebdomadaire du poste de l'agent. Le décompte des jours de congés annuels sera proratisé en fonction du temps de présence.

## 5- ABSENCES

### *Les congés annuels :*

Ils constituent les absences durant lesquelles l'agent est dispensé d'exercer ses fonctions, tout en conservant ses droits à rémunération et ceux liés à sa carrière. Ils s'ajoutent aux repos hebdomadaires et aux jours fériés.

Tout fonctionnaire en activité a droit pour une année de services accomplis, à un congé d'une durée égale à **5 fois ses obligations hebdomadaires de service (soit 25 jours)**.

Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouverts.

### *Les repos :*

Ce sont les périodes pendant lesquelles l'agent ne travaille pas et est considéré en inactivité (repos hebdomadaire).

### *Les absences :*

Elles désignent les périodes non travaillées pendant lesquelles l'agent est maintenu en position d'activité au sens du statut. Ces absences sont soumises à autorisation et interviennent dans des cas particuliers. Elles sont principalement liées à des événements familiaux.

#### ▪ **Congés annuels**

Les congés annuels correspondent à une période de repos autorisée rémunérée, qui s'ajoute aux repos hebdomadaires et aux jours fériés.

Les congés annuels correspondent à une période d'activité, l'agent n'acquiert pas de droits à congé lorsqu'il est placé dans une position autre que l'activité (disponibilité, congé parental).

Les agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et droit privé en position d'activité ont droit à un congé annuel rémunéré.

La durée du congé annuel se calcule en nombre de jours effectivement ouverts, correspondant au nombre de jours effectivement travaillés par l'agent, et non en fonction de la durée hebdomadaire effective du service.

L'agent travaillant à temps partiel ou à temps non complet, décompte ses jours de congés annuels uniquement sur la base de ses obligations hebdomadaires réelles de service. Les agents qui n'exercent pas leurs fonctions sur la totalité de la période de référence (du 1er janvier au 31 décembre), ont droit à un congé annuel dont la durée est calculée au prorata de la durée de services accomplis. Le nombre de jours obtenu est arrondi à la demi-journée immédiatement supérieure.

#### ▪ **Congés prévisionnels**

**Sauf dispositions particulières, les agents doivent prendre la totalité de leurs congés annuels ainsi que les jours attribués au titre du fractionnement avant la fin de l'année civile.**

Sauf exceptions, l'absence de service est limitée à 31 jours calendaires consécutifs. La période de référence étant basée sur l'année civile, il n'est pas possible de solliciter des congés par anticipation sur les droits de l'année suivante.

Chaque congés ou absence est soumis à l'autorisation préalable du supérieur hiérarchique et ne peut faire l'objet d'une régularisation *a posteriori*. Les congés et absences sont soumis à autorisation et à un préavis de 3 jour franc, sauf accord express de la hiérarchie ou en cas d'urgence.

Dans un souci d'équité, le chef de service pourra proposer un roulement entre les agents.

*Cas particulier des agents prenant leurs fonctions en cours d'année :*

Les droits à congés sont calculés au prorata de leur temps de présence au cours de l'année civile en cours. Le nombre obtenu est arrondi à la demi-journée immédiatement supérieure.

*Cas particulier des agents cessant leurs fonctions en cours d'année :*

Les droits à congés sont calculés au prorata de leur temps de présence au cours de l'année civile en cours. Le nombre obtenu est arrondi à la demi-journée immédiatement supérieure. Ils devront épuiser la totalité de leurs droits à congés avant leur départ.

*Cas particulier des agents placés en congé de maladie et/ou maternité :*

Ils continuent à bénéficier de la totalité de leurs droits à congés annuels pour l'année civile en cours.

*Cas particulier des agents reprenant leurs fonctions après un arrêt de travail :*

Sous réserve d'une demande à l'autorité et que celle-ci ait pu s'assurer de l'aptitude physique de l'intéressé, ils peuvent bénéficier de leurs congés annuels dans la continuité de leur arrêt de travail.

*Cas particulier des agents reprenant à temps partiel thérapeutique :*

Le décompte des jours de congés annuels est calculé au prorata de leur temps de présence.

*Cas particulier des agents en congé de maladie pendant leurs congés annuels :*

Ils bénéficient ultérieurement de la période de congés coïncidant avec l'arrêt de travail. Lorsque l'arrêt de travail concerne une période d'une ou plusieurs années, les agents bénéficient du report de congés sur l'année au cours de laquelle ils reprennent leurs fonctions dans la limite des droits à congés ouverts sur l'année précédente.

▪ **Interruption de congés**

Le congé annuel peut être interrompu en cas de nécessité absolue de service.

En cas de maladie, « médicalement attestée » ou de maternité survenant au cours d'un congé annuel, celui-ci est obligatoirement interrompu. Le reliquat sera pris à une date fixée en concertation avec la hiérarchie, selon les nécessités de service.

▪ **Jours de fractionnement**

**Des congés supplémentaires sont attribués lorsque l'agent utilise ses congés annuels en dehors de la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre de l'année en cours.**

Ces jours de congés supplémentaires, appelés jours de fractionnement, sont accordés aux agents qui remplissent les conditions pour en bénéficier :

- 1 jour de fractionnement si l'agent a pris 5, 6 ou 7 jours de congés en dehors de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 octobre
- 2 jours de fractionnement lorsque l'agent a pris au moins 8 jours de congé en dehors de la période considérée.

#### ▪ Jours fériés

Les jours fériés constituent des jours chômés rémunérés à l'occasion des fêtes légales.

Une circulaire en détermine la liste chaque année :

- Jour de l'an (1<sup>er</sup> janvier)
- Lundi de Pâques
- Fête du travail (1<sup>er</sup> mai)
- Victoire 1945 (8 mai)
- Ascension
- Lundi de Pentecôte
- Fête nationale (14 juillet)
- Assomption (15 août)
- Toussaint (1<sup>er</sup> novembre)
- Armistice (11 novembre)
- Noël (25 décembre)

#### ▪ Congés non pris

Les congés dus pour une année ne peuvent en principe, se reporter sur l'année suivante.

Les congés annuels non pris peuvent être déposés sur un compte épargne-temps, dans les conditions prévues par délibération.

Les agents contractuels qui ne perçoivent pas d'indemnité mensuelle de congés payés, qui, à la fin d'un CDD ou en cas de licenciement n'intervenant pas à titre de sanction disciplinaire, n'ont pas pu bénéficier de tout ou partie de leurs congés annuels du fait de l'administration, ont droit à une indemnité compensatrice.

#### ▪ Don de congés/repos

Un agent peut renoncer anonymement et sans contrepartie à tout ou partie de ses jours de repos non pris, au bénéfice d'un autre agent public relevant de la même collectivité :

- *Qui assume la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité rendant indispensable une présence soutenue et des soins contraignants* (loi n°2014-459 du 9 mai 2014 et décret n°2015-580 du 28 mai 2015)
- *Au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap* (loi n°2018-84 du 13 février 2018 et décret n°2018-874 du 9 octobre 2018)

Selon le code du travail, sont considérés comme proches de l'agent bénéficiaire du don :

- Son conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS
- Un ascendant ou descendant

- Un enfant dont il assume la charge au sens du code de la sécurité sociale pour l'ouverture du droit aux prestations familiales
  - Un collatéral jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré
  - Un ascendant, un descendant ou un collatéral jusqu'au 4<sup>ème</sup> degré de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un PACS
  - Une personne âgée ou handicapée avec laquelle il réside ou avec laquelle il entretient des liens étroits et stables, à qui il vient en aide de manière régulière et fréquente, à titre non professionnel, pour accomplir tout ou partie des actes ou des activités de la vie quotidienne
- *Après le décès d'un enfant de moins de 25 ans à sa charge effective et permanente.* Cette renonciation peut intervenir au cours de l'année suivant le décès. Le responsable hiérarchique ne peut s'y opposer (loi n°2020-692 du 6 juin 2020, décrets n°2021-259 du 9 mars 2021, n°2015-580 du 28 mai 2015)

Si l'agent souhaite faire un don, il doit faire une demande à l'autorité territoriale pour renoncer à tout ou partie de ses jours de repos (congé annuel, ARTT ou CET). Sous réserve d'avoir consommé au moins 20 jours.

L'agent souhaitant bénéficier d'un don (pour un enfant ou une personne en perte d'autonomie ou handicapée), doit faire une demande formulée par écrit. Le bénéficiaire pourra se voir attribuer un nombre de jours n'excédant pas 90.

L'agent donateur peut être un fonctionnaire stagiaire ou titulaire ou un agent contractuel.

#### ▪ **Congés liés au soutien familial**

##### *Congé de solidarité familiale (article L633-1 à 4 du code de la fonction publique)*

Il est ouvert aux fonctionnaires en activité ou en position de détachement et aux agents non titulaires en position d'activité.

Un agent peut le solliciter lorsqu'un ascendant, descendant, frère, sœur, personne partageant le même domicile ou l'ayant désigné comme sa personne de confiance, souffre d'une pathologie mettant en jeu le pronostic vital ou est en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, qu'elle qu'en soit la cause.

Ce congé est non rémunéré, accordé sur demande écrite de l'agent, pour une durée maximale de 3 mois, renouvelable une fois. Il peut être fractionné.

Une allocation journalière d'accompagnement peut être versée sur demande de l'agent.

La durée de ce congé est assimilée à une période de service effectif.

##### *Congé de proche aidant (article L633-1 à 4 du code de la fonction publique)*

Il est ouvert uniquement aux fonctionnaires titulaires.

L'objectif est de permettre à un agent de cesser temporairement son activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité.

Sa durée est de 3 mois renouvelable dans la limite d'un an sur l'ensemble de la carrière. Il peut être fractionné ou pris sous forme de temps partiel.

Ce congé est non rémunéré, accordé sur demande écrite de l'agent, sous certaines conditions. L'agent peut toutefois percevoir une allocation journalière du proche aidant (AJPA) par la CAF.

La durée de ce congé est assimilée à une période de service effectif.

#### *Congé de présence parentale*

Il est ouvert aux fonctionnaires et aux contractuels de droit public.

Il permet à l'agent de cesser son activité professionnelle pour donner des soins à un enfant à charge handicapé, accidenté ou malade. La demande doit être accompagnée d'un certificat médical mentionnant la gravité de la maladie, accident ou handicap et de la nécessité de la présence soutenue d'un parent et de soins contraignants, en précisant la durée pendant laquelle s'impose cette nécessité.

Sa durée est fixée à 310 jours ouvrés maximum par période de 36 mois pour un même enfant.

Ce congé n'est pas rémunéré.

Il est accordé sur demande écrite de l'agent, sous certaines conditions et sa durée est assimilée à une période de service effectif.

#### ▪ **Réduction du temps de travail (RTT)**

Les jours d'ARTT sont accordés aux agents si la durée de travail effectif est supérieure à la durée légale de travail (soit 35H semaine).

Exemple : 1 semaine de travail de 39 heures génère une demi-journée d'ARTT.

**Pour un agent à temps complet travaillant 39 heures par semaine, le nombre de RTT par an généré est de 23 jours.**

Le nombre de jours de RTT est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail.

Les fonctionnaires (titulaires ou stagiaires) ainsi que les contractuels peuvent en bénéficier.

Pour les agents à temps partiel, le nombre de jours de RTT est réduit proportionnellement à la quotité de travail.

Le décompte des jours de RTT s'effectue par journée ou par demi-journée.

Les demandes de RTT s'effectuent selon les mêmes modalités que celles des congés annuels et pourront être refusées en fonction des nécessités de service. Elles sont soumises à autorisation et à un préavis de 3 jours francs, sauf accord express de la hiérarchie ou en cas d'urgence.

Les absences (maladie, autorisations spéciales d'absence) réduisent à due proportion le nombre de jours susceptible d'être acquis par l'agent.

Pour raison de santé, les jours de RTT non pris au cours de l'année civile pourront être reportés jusqu'au 31 janvier de l'année suivante.

Au terme de cette période, les jours restants pourront être versés sur un compte épargne temps.

Les jours de RTT non pris et non épargnés au départ de l'agent sont définitivement perdus et ne peuvent faire l'objet d'aucune indemnisation.

## 6- AUTORISATIONS SPECIALES D'ABSENCE

Conformément à la loi du 26 janvier 1984, les Autorisations Spéciales d'Absence (ASA) n'entrent pas en compte dans le calcul des congés annuels. Elles sont cependant prises en compte dans le calcul de la durée légale du travail : l'agent est dispensé d'effectuer les heures qui lui étaient imparties ce jour-là.

Deux types d'ASA sont à distinguer :

- Les ASA de droit définies par la loi
- Les ASA laissées à l'appréciation des autorités locales (pour évènements familiaux, de vie courante, ...) qui ne constituent pas un droit et sont accordées sous réserve des nécessités de service

Les demandes d'autorisations d'absences sont octroyées sur présentation de justificatifs.

### ▪ ASA définies par la loi

Evénements familiaux	
Naissance - adoption	3 jours (à prendre dans les 15 jours suivant l'évènement)
Motifs syndicaux et professionnels	
Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents	Durée de la visite
Examens médicaux complémentaires pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et femmes enceintes	Durée des examens
Mandat syndical : congrès national	10 jours par an
Mandat syndical: congrès internationaux ou réunions des organismes directeurs	20 jours par an
Mandat syndical : réunions des organismes directeurs de sections syndicales	1H d'absence pour 1 000h de travail effectué par l'ensemble des agents

### ▪ ASA laissées à l'appréciation de l'employeur

Ces ASA sont liées aux évènements familiaux, de vie courante, ... et ne constituent pas un droit.

Elles sont accordées sous réserve de nécessité de service.

*Suite à la loi du 6 août 2019, un décret du Conseil d'Etat doit préciser la liste et les modalités d'octroi des autorisations spéciales d'absence. Dans l'attente de parution dudit décret, la liste ci-dessous est applicable au sein du SYDESL :*

**Mariage**

Enfant	3 jours
Frère ou sœur	2 jours
Parents par alliance (oncle, tante, beau-frère, belle-sœur)	1 jour
Parents collatéraux du 2ème degré (oncle, tante, neveu, nièce)	1 jour
Petit-enfant	1 jour
<b>Décès</b>	
Conjoint, parent, enfant	3 jours
Grands-parents, frère, sœur, beaux-parents	2 jours
Parents par alliance (grands-parents, oncle, tante, beau-frère, belle-sœur, gendre, belle-fille)	1 jour
Parents collatéraux du 2ème degré (oncle, tante, neveu, nièce)	1 jour
Petit-enfant	1 jour
<b>Maladie très grave</b>	
Conjoint, parents, enfant de plus de 16 ans	3 jours
Grands-parents, frère, sœur	0 jour
<b>Handicap chez un enfant</b>	
Annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant*	2 jours
<b>Déménagement</b>	
Au sein ou en dehors du Département	1 jour

*\*Autorisation d'absence liée à l'annonce d'une pathologie chronique ou d'un cancer de l'enfant  
La loi n° 2021-1678 du 17 décembre 2021 a instauré la possibilité de bénéficier d'autorisations d'absence lors de l'annonce d'une pathologie chronique ou d'un cancer touchant un enfant. Le décret n° 2023-215 du 27 mars 2023 vient préciser les pathologies chroniques permettant l'octroi d'un congé de deux jours minimum pour les salariés lors de l'annonce de la survenue d'un handicap, d'une pathologie chronique nécessitant un apprentissage thérapeutique ou d'un cancer chez un enfant : Les maladies chroniques prises en charge au titre des articles D. 160-4 et R. 160-12 du code de la sécurité sociale ; Les maladies rares répertoriées dans la nomenclature Orphanet mentionnée à l'article 13 de la directive 2011/24/ UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers ; Les allergies sévères donnant lieu à la prescription d'un traitement par voie injectable. »*

*Garde d'enfant de moins de 16 ans (pas de limite d'âge pour les enfants handicapés) pour lui donner des soins ou en assurer momentanément la garde :*

Autorisation annuelle égale à celle des obligations hebdomadaires de service + 1 jour soit pour un agent à temps complet : 5 jours ouvrés+ 1 jour

Cette durée peut être doublée si l'agent assume seule la garde de l'enfant ou si son conjoint ne bénéficie pas d'autorisation d'absence rémunérée de même nature par son emploi.

*Au cours de la grossesse :*

- Un aménagement des horaires de travail à partir du 1<sup>er</sup> jour du 3<sup>ème</sup> mois de grossesse sur avis du médecin sera autorisé : réduction de l'obligation journalière dans la limite d'une heure par jour ouvrable, non récupérable et non cumulable.
- Examens médicaux prénatals obligatoires : temps de l'examen ou demi-journée s'ils ne peuvent se dérouler le temps du service dans la limite de trois examens (l'agent conjoint de la

femme enceinte bénéficie également d'une autorisation d'absence pour trois examens obligatoires au maximum)

- Séances préparatoires à l'accouchement : durée des séances
- Congé dit d'allaitement : une heure par jour à prendre en 2 fois permettant à l'agent d'utiliser les crèches ou de se rendre à son domicile.

#### *Parents d'élèves :*

Pour la rentrée scolaire, des facilités d'horaires peuvent être accordées aux agents pour accompagner les élèves inscrits en école maternelle ou primaire dans limite d'une heure.

#### *Concours/examens :*

Chaque agent peut bénéficier d'un jour la veille des épreuves écrites ou orales et d'un jour pour le concours.

Selon le code du travail, cinq jours ouvrables peuvent être accordés à l'apprenti en plus des congés annuels. Ce congé, donne droit au maintien du salaire, et doit être situé dans le mois qui précède les épreuves.

#### *Don du sang - autres dons :*

Don du sang : 1 heure + temps de déplacement

Don de plasma ou de plaquettes : 2 heures + temps de déplacement

## **7- COMPTE EPARGNE TEMPS**

### **▪ Définition**

Le compte épargne-temps (CET) permet de capitaliser sur plusieurs années des jours de congés/RTT non pris et de les solder ultérieurement de manière continue ou fractionnée.

### **▪ Bénéficiaires**

En application du décret n°2004-878 du 26 août 2004, l'ouverture d'un CET est possible pour les agents remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- Être agent titulaire ou contractuel de droit public de la FPT
- Exercer ses fonctions au sein d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public territorial
- Être employé de manière continue et avoir accompli au moins une année de service.

Sont exclus du dispositif :

- Les fonctionnaires stagiaires
- Les agents contractuels de droit public recrutés pour une durée inférieure à un an
- Les agents de droit privé (CUI, contrat d'apprentissage, ...)
- Les fonctionnaires et contractuels relevant de régimes d'obligations de service définis

Les agents qui souhaitent ouvrir un CET doivent adresser une demande écrite à l'autorité territoriale à tout moment de l'année.

### **▪ Alimentation**

Le Compte Epargne Temps est alimenté à la fin de chaque année civile par le report :

- Des jours de RTT non pris dans l'année civile
- Des jours de congés annuels non pris dans l'année civile sous réserve que le nombre de congés annuels consommés dans l'année soit au moins égale à 20 jours
- Des jours de fractionnement accordés au titre des jours de congés annuels non pris dans la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 octobre.
- Des jours de repos accordés en compensation d'astreintes ou d'heures supplémentaires dans des conditions fixées au sein de l'administration par arrêté

Le plafond maximal pouvant être épargné est de 60 jours.

La demande d'alimentation du CET peut être formulée à tout moment de l'année. Elle n'est cependant effectuée qu'en date du 31 décembre de l'année en cours, au vu des soldes de congés annuels et RTT effectivement non consommés sur l'année civile.

L'agent est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

#### ▪ **Utilisation des jours épargnés**

Il existe 4 possibilités d'utilisation des droits :

- La prise de jours de congés
- Le maintien des jours sur le CET
- L'indemnisation forfaitaire des jours (monétisation) si une délibération le prévoit
- La prise en compte des jours au sein du régime de retraite additionnelle de la fonction publique (uniquement pour les fonctionnaires affiliés à la CNRACL).

L'agent peut utiliser ses droits à congés épargnés sur son CET dès qu'il a 1 jour d'épargné, il n'a pas obligation de prendre un nombre de jours minimum.

La règle selon laquelle l'absence du service au titre des congés annuels ne peut excéder 31 jours consécutifs n'est pas applicable à une consommation du CET.

#### *Utilisation de plein droit :*

- A l'issue d'un congé de maternité, d'adoption,
- A l'issue d'un congé de paternité,
- A l'issue d'un congé de solidarité familiale (anciennement accompagnement d'une personne en fin de vie).

La durée de validité du CET est illimitée.

#### ▪ **Changement de situation de l'agent**

L'agent conserve les droits qu'il a acquis au titre du CET.

Selon le cas, les droits seront toutefois soit utilisés, soit suspendus.

En cas de mutation externe et détachement au sein de la fonction publique territoriale, les droits sont conservés et la gestion est assurée par la collectivité ou l'établissement d'accueil.

En cas de détachement, position hors cadres, disponibilité, congé parental, mise à disposition Les droits sont conservés mais leur utilisation est suspendue pendant toute la durée du détachement sauf autorisation de l'administration d'accueil et de l'administration d'origine.

#### ▪ Clôture du CET

Le CET est clôturé à la date de cessation définitive d'activité de l'agent dans la fonction publique territoriale. Les jours épargnés doivent être soldés avant cette date.

En cas de décès d'un titulaire du CET, les jours épargnés sur le compte donnent lieu à une indemnisation de ses ayants droit. (Réversion).

### 8- JOURNEE DE SOLIDARITE

La journée de solidarité, instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée pour les salariés et de la contribution prévue au 1° de l'article 11 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées pour les employeurs.

Pour les fonctionnaires et les agents publics relevant de la fonction publique territoriale, la journée de solidarité prend la forme d'une journée de travail non rémunérée de 7 heures pour tout agent dont la durée hebdomadaire de travail est de 35 heures. Cette durée de travail est proratisée pour les agents à temps non complet et à temps partiel.

Cette journée est incluse dans le calcul des 1 607 heures annuelles.

Elle peut être accomplie selon l'une des modalités suivantes :

- Travail le lundi de Pentecôte ou un autre jour férié précédemment chômé (autre que le 1<sup>er</sup> mai)
- Suppression d'une journée de RTT
- Toute autre modalité permettant le travail de 7 heures précédemment non travaillées, à l'exclusion de la suppression d'un jour de congé annuel (par exemple, travail un jour supplémentaire).

### 9- HORAIRES

Les horaires du SYDESL sont les suivants :

- Ouverture au public : de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures
- Horaire hebdomadaire de travail : 39 heures
- Plages variables : de 7 heures 30 à 18 heures 30
- Plages fixes : de 9 heures à 11 heures 30 et de 14 heures à 16 heures 30
- Pause méridienne : repos minimum de 45 minutes

### 10- TELETRAVAIL

Le télétravail a été mis en place au sein du SYDESL.

Une charte en fixe les règles.

#### **11- IMPACT DES DISPOSITIONS DU PRESENT REGLEMENT**

Les dispositions présentes dans ce règlement donneront lieu automatiquement à des modifications de la charte de télétravail et des lignes directrices de gestion.

#### **12- ADOPTION ET ENTREE EN VIGUEUR**

Le CST du centre de gestion a été saisi pour avis le 14 novembre 2023.

Le comité syndical, a adopté le présent règlement par délibération n° CS23-081 du 7 décembre 2023.

Ce règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent règlement intérieur, qui sera porté à la connaissance de chacun des employés permanents ou temporaires de la collectivité.

Le Président

JEAN SAINSON

## 12 – Adoption du nouveau règlement des titres restaurant

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS18-044 du 10 décembre 2018 relative à la mise en place des titres-restaurant pour les agents du SYDESL après avis du CST du CDG en date du 28 novembre 2018 ;

Vu la délibération CS19-031 du 24 mai 2019 relative à l'ouverture de l'éligibilité aux titres restaurant aux agents « mis à disposition de la collectivité, mais non rémunérée par elle », en d'autres termes les agents employés par le CDG ;

Vu la délibération CS23-004 du 24 janvier 2023 relative à l'augmentation à 8 € de la valeur faciale du titre restaurant, tout en maintenant la participation du SYDESL à 60 % ;

Considérant la nécessité d'ouvrir ce droit aux apprentis, d'entériner la valeur faciale d'un titre à 8 € et de respecter la réglementation en vigueur ;

Considérant l'avis rendu par le Comité Social Territorial du Centre de gestion qui s'est réuni le 14 novembre 2023 ;

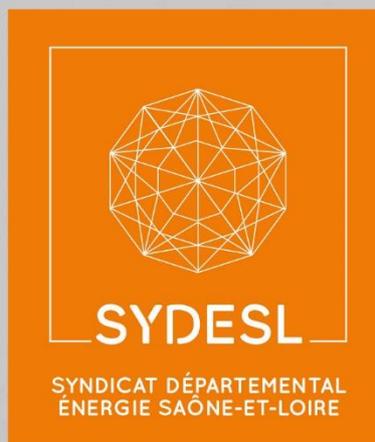
Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** le nouveau règlement des titres restaurant conformément au projet annexé.

**FIXE** son application au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.



# | Règlement TITRES RESTAURANT

Vu l'ordonnance n°67-830 du 27 septembre 1967 notamment l'article 19,  
Vu la loi n°2001-1276 du 28 décembre 2001 de finances rectificative pour 2001,  
Vu le Code du travail,  
Vu l'avis du CST du Centre de gestion en date du 14 novembre 2023,  
Vu la délibération du Comité syndical CS23-082 du 7 décembre 2023

## **ARTICLE 1 – PRINCIPE GENERAL**

Le titre restaurant est un titre de paiement servant à régler une partie du repas et représente une participation de l'employeur au déjeuner des agents pendant leurs jours de travail.

Conformément à l'article R3262-4 du Code du travail, il peut être utilisé pour régler la consommation :

- D'un repas
- De préparations alimentaires directement consommables
- De fruits et légumes

## **ARTICLE 2 - BENEFICIAIRES**

Les agents pouvant bénéficier des titres restaurant sont :

- Les agents titulaires et stagiaires ayant *a minima* 3 mois d'ancienneté
- Les agents contractuels de droit public, quelle que soit la nature du contrat, au-delà d'une ancienneté de 3 mois.
- Les apprentis au-delà d'une ancienneté de 3 mois.
- Les agents mis à disposition de la collectivité, mais non rémunérée par elle, dès 3 mois d'ancienneté

Ne peuvent pas bénéficier des titres restaurant, les agents :

- Employés pour un temps de travail inférieur au mi-temps
- Dont l'activité est occasionnelle et non régulière
- Faisant l'objet d'une convention de stage scolaire ou universitaire

## **ARTICLE 3 – CONDITIONS D'OCTROI ET D'UTILISATION**

Il ne peut être attribué qu'un titre-restaurant par jour de travail et à condition que le repas soit compris dans l'horaire de travail journalier (article R3262-7 du Code du travail).

Ainsi, un agent qui serait absent une demi-journée ne bénéficiera pas d'un titre-restaurant.

Les titres-restaurant ne peuvent être utilisés que dans les restaurants et auprès des organismes ou entreprises assimilés ainsi qu'auprès des détaillants en fruits et légumes. Ils permettent d'acquitter en tout ou en partie le prix d'un repas.

Ils ne sont pas utilisables les dimanches et jours fériés (article R3262-8 du Code du travail).

Exception :

Les salariés qui travaillent les dimanches et jours fériés (et exclusivement ceux-ci) ont le droit d'utiliser leurs tickets repas ces jours-là, sur dérogation de leur employeur.

#### **ARTICLE 4 – NOMBRE DE TITRES DISTRIBUÉS ET ABSENCES**

Le nombre de titres distribués est proportionnel à la quotité de travail de l'agent (arrondi à l'entier le plus proche).

Chaque agent perçoit, au début du mois M, sa dotation de titre-restaurant au titre du mois M-1. Autour du 20 de chaque mois, un mail sera envoyé aux agents pour recensement des frais de déplacement du mois en cours.

Les titres sont présentés sous forme de carnet et remis contre signature.

Le nombre de titres perçus est fonction du nombre de jours travaillés diminués des jours d'absences suivants :

- Congés annuels (CA)
- Réduction du temps de travail (RTT)
- Congé de maladie ordinaire, hospitalisation,
- Congé de longue maladie, de longue durée, d'accident du travail, maladie professionnelle, congé de maternité ou de paternité,
- Congé pris au titre du compte épargne-temps,
- Congé pour garde d'enfants malade, congé exceptionnel et autorisation d'absence, repos compensateurs,
- Autorisation d'absence (ASA) et décharge d'activité syndicale,
- Stages (formations, colloques, séminaires...),
- Déplacement pour mission,
- Grève, service non fait avec retenue sur la rémunération,
- Disponibilité, congé sans solde, congé de formation.

En cas de repas payé par le SYDESL lors de formations, d'instances syndicales, ..., et lors d'événements déjeunatoires organisés par le SYDESL (vœux du Président, ...), un titre restaurant sera déduit.

#### **ARTICLE 5 – VALIDITE DES TITRES**

Les titres-restaurant ne peuvent être utilisés en paiement d'un repas à un restaurateur ou à un détaillant en fruits et légumes que pendant l'année civile dont ils font mention et durant une période d'un mois à compter du 1er janvier de l'année suivante.

## **ARTICLE 6 – VALEUR DES TITRES ET MODALITÉS DE DISTRIBUTION**

La valeur des titres restaurant est déterminée par délibération du Comité syndical, après avis du Comité technique, et dans le cadre du budget de la collectivité.

Par délibération CS23-004 du 24 janvier 2023, la valeur faciale du titre est fixée à 8 € et la participation de la collectivité arrêtée à 60 % de ce montant.

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D’ADHÉSION ET DE RÉSILIATION INDIVIDUELLE**

Le bénéfice des titres restaurant est facultatif ; chaque agent remplissant les conditions d’octroi est libre ou non d’adhérer au dispositif.

L’agent souhaitant en bénéficier remplit un formulaire d’adhésion et devient bénéficiaire à compter du mois suivant sa demande. Il accepte nécessairement que sa participation (40 % de la valeur faciale) soit prélevée directement sur son salaire.

L’agent perçoit les titres restaurant sans limitation de durée, tant qu’il n’a pas quitté la collectivité ou fait connaître sa volonté de ne plus adhérer au dispositif.

L’agent ne souhaitant plus adhérer au dispositif en fait la demande sur papier libre, adressé au service Administration générale/RH. Cette demande est prise en compte à compter du mois suivant la résiliation.

Un délai de carence de trois mois est appliqué entre une demande de résiliation et une nouvelle demande d’adhésion présentée par un agent.

Si un agent demande une disponibilité et qu’il quitte le SYDESL, le bénéfice des titres restaurant sera perdu.

Lorsqu’il réintègre le SYDESL, le bénéfice des titres restaurant sera à effet immédiat. Toutefois, l’agent devra remplir à nouveau un formulaire de demande.

## **ARTICLE 8 – ENTRÉE EN VIGUEUR ET MODIFICATION DU DISPOSITIF**

Le présent règlement est applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Il a été adopté par le Comité syndical par délibération CS23-082 en date du 7 décembre 2023, après avis du CST du CDG du 14 novembre 2023.

Il pourra être modifié dans les mêmes conditions.

Le Président,

Jean SAINSON

## 13 – Création de postes

- **Rédacteur principal deuxième classe à temps complet en emploi permanent**

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité de créer un poste de rédacteur principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet suite à la réussite à un concours d'un agent ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DECIDE** de créer un poste de rédacteur principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

- **Technicien principal première classe à temps complet en emploi permanent**

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération CS17-018 relative à la prise de compétence « réseau de chaleur » par le SYDESL ;

Considérant la nécessité de créer un poste de technicien principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet pour recruter un agent en tant que chargé de mission énergie bois ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DECIDE** de créer un poste de technicien principal 1<sup>ère</sup> classe à temps complet.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

- **Catégorie B, filière technique, cadre d'emploi des techniciens à temps complet en emploi permanent**

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Considérant la nécessité de recruter un responsable adjoint au pôle transition énergétique ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DECIDE** de créer un poste de catégorie B, filière technique, cadre d'emploi des techniciens à temps complet.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

- **Rédacteur à temps complet en emploi permanent**

**EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Considérant les besoins du SYDESL en termes de communication et donc la nécessité de rendre pérenne le poste de chargé de communication, actuellement en emploi non permanent ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**DECIDE** de créer un poste de rédacteur, catégorie B, filière administrative à temps complet.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

## 14 – Tableau des effectifs des emplois permanents et non permanents

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nécessité de remettre à jour le tableau des effectifs des emplois permanents et non permanents du SYDESL, notamment avec la création de différents postes ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**ARRETE** le tableau des effectifs des emplois permanents et non permanents du SYDESL conformément aux tableaux annexés.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

Tableau des effectifs des emplois permanents  
Article L2313-1 CGCT

<u>Agents titulaires</u>	Catégorie	Nombre de postes ouverts	Poste à temps complet pourvu	Poste à temps non complet pourvu
<b><u>Filière technique</u></b>				
Ingénieur	A	2	1	0
Ingénieur principal		3	3	0
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	B	1	1	0
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe		9	8	0
Agent de maîtrise	C	1	1	0
<b>SOUS-TOTAL TECHNIQUE</b>		<b>16</b>	<b>14</b>	<b>0</b>
<b><u>Filière administrative</u></b>				
Attaché	A	1	1	0
Attaché principal		1	1	0
Rédacteur	B	1	1	0
Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe		2	1	0
Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe		3	3	0
Adjoint administratif	C	1	1	0
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe		3	3	0
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe		1	1	0
<b>SOUS-TOTAL ADMINISTRATIF</b>		<b>13</b>	<b>12</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>29</b>	<b>26</b>	<b>0</b>
<b><u>Agents non titulaires</u></b>				
<b><u>Filière technique</u></b>				
Technicien	B	1	1	0
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe		2	2	0
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe		4	4	0
<b>SOUS-TOTAL TECHNIQUE</b>		<b>7</b>	<b>7</b>	<b>0</b>
<b><u>Filière administrative</u></b>				
Ingénieur	A	1	1	0
Attaché		2	2	0
Rédacteur	B	1	0	0
Adjoint administratif	C	0	0	0
<b>SOUS-TOTAL ADMINISTRATIF</b>		<b>4</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>11</b>	<b>10</b>	<b>0</b>

Tableau des effectifs des emplois non permanents

<u>Agents titulaires</u>	Catégorie	Nombre de postes ouverts	Poste à temps complet pourvu	Poste à temps non complet pourvu
<b><u>Filière technique</u></b>				
Ingénieur	A	0	0	0
Ingénieur principal		0	0	0
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	B	0	0	0
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe		0	0	0
Agent de maîtrise	C	0	0	0
<b>SOUS-TOTAL TECHNIQUE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b><u>Filière administrative</u></b>				
Attaché	A	0	0	0
Attaché principal		0	0	0
Rédacteur	B	0	0	0
Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe		0	0	0
Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe		0	0	0
Adjoint administratif	C	0	0	0
Adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe		0	0	0
Adjoint administratif principal de 2 <sup>ème</sup> classe		0	0	0
<b>SOUS-TOTAL ADMINISTRATIF</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b><u>Agents non titulaires</u></b>				
<b><u>Filière technique</u></b>				
Technicien	B	0	0	0
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe		0	0	0
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe		0	0	0
<b>SOUS-TOTAL TECHNIQUE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b><u>Filière administrative</u></b>				
Ingénieur	A	0	0	0
Attaché		0	0	0
Rédacteur	B	1	1	0
Adjoint administratif	C	1	1	0
<b>SOUS-TOTAL ADMINISTRATIF</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>0</b>

## 15 – Congrès de la FNCCR

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant le prochain congrès FNCCR qui se déroulera du 26 au 28 juin 2024 à Besançon ;

Considérant la participation demandée au SYDESL de 2 000 € pour l'organisation du stand commun aux syndicats de l'ALLIANCE et de 6 000 € pour la soirée de gala ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** le principe de l'organisation de ce congrès et des participations du syndicat.

**APPROUVE** la répartition des coûts liés à la participation commune des Syndicats de Bourgogne-Franche-Comté au salon et autoriser le Président à signer tout document en rapport avec ce dispositif et les éventuels avenants.

**MANDATE** par mandat spécial les élus qui représenteront le SYDESL au Congrès 2024 de la FNCCR qui se tiendra à Besançon du 26 au 28 juin 2024.

**ACTE** les modalités de participation au congrès 2024 de la FNCCR et de prise en charge des frais engagés par les élus participants.

**INSCRIT** les dépenses correspondantes au budget prévisionnel 2024.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent et leurs éventuels avenants.

## **CONVENTION FINANCIÈRE POUR LA PRISE EN CHARGE DES COÛTS AFFÉRENTS À LA PARTICIPATION AU STAND DU GROUPEMENT BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ DURANT LE CONGRÈS FNCCR 2024**

### **Entre**

Les membres de Territoire d'énergie Bourgogne-Franche-Comté (SICECO21, SYDED25, SIDEC39, SIEEEN58, SIED70, SYDESL71, SDEY89, TDE90), représentés par leurs présidents respectifs et dûment habilités :

Jacques JACQUENET, président du SICECO ;  
Patrick CORNE, président de Territoire d'énergie Doubs - SYDED ;  
Gilbert BLONDEAU, président du SIDEC ;  
Guy HOURCABIE, président du SIEEEN ;  
Jean-Marc JAVAUX, président du SIED 70 ;  
Jean SAINSON, président du SYDESL ;  
Jean-Noël LOURY, président du SDEY ;  
Michel BLANC, président de Territoire d'énergie 90 ;

### **Et**

Grand Besançon Métropole, représenté par sa présidente, Madame Anne VIGNOT.

### **Préambule**

Considérant que la FNCCR organise son congrès national à Besançon du 26 au 28 juin 2024.

Considérant que la FNCCR souhaite associer ses adhérents locaux à l'organisation de l'événement qui réunira plus de 2 700 élus et décideurs.

Considérant que cet événement sera l'occasion de réunir des élus de l'ensemble du territoire national, adhérents et non adhérents de la FNCCR, de favoriser les échanges d'expériences et de débattre de sujets majeurs pour les collectivités : transition écologique, services publics locaux, résilience des territoires...

Considérant que l'ensemble des signataires ont également signé une convention avec la FNCCR.

Considérant que les signataires disposeront, dans le cadre du congrès, d'un stand nu de 60 m<sup>2</sup> à l'accueil de l'événement, qu'il faudra habiller et gérer pendant le congrès.

Considérant que les autres adhérents de la FNCCR signataires de la convention générale avec la FNCCR pourront être accueillis sur ledit stand sans participer financièrement à celui-ci s'ils le souhaitent.

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de répartition de la charge financière engendrée par la participation au stand du groupement Bourgogne-Franche-Comté durant le congrès de la FNCCR 2024 de Besançon, en définissant les modalités de remboursement pour le partenaire ayant réalisé des avances de trésorerie supérieures au montant de sa participation prévisionnelle.

### **Article 2 - Frais concernant la participation au stand breton**

Les frais, objet de cette convention, sont les frais communs aux partenaires engagés pour la réalisation et la gestion du stand du groupement Bourgogne-Franche-Comté de 60 m<sup>2</sup> situé à Micropolis Besançon.

Sont donc inclus dans cette liste :

- Les frais de location du stand et du mobilier ;
- Les frais de décoration du stand ;

- Les frais de bouche ;
- Les frais pour les achats de matériel et consommables nécessaires à la gestion du stand ;
- Les frais relatifs à l'organisation des visites du vendredi 28 juin.

Il est précisé que tous ces montants sont fongibles pour le montant maximum de 40 000 € TTC.

Le montant prévisionnel total de dépenses est le suivant :

Intitulé des dépenses	Montant des dépenses
Stand et conception graphique	25 000 €
Boisson et nourriture	5 000 €
Visites de sites	7 000 €
Imprévus	3 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>40 000 €</b>

La clé de répartition financière validée entre tous les participants durant les comités de pilotage est la suivante :

Organisme	Montant de la participation
Territoire d'énergie Doubs - SYDED	19 500 €
SICECO, SIDEC, SIEEEN, SIED 70, SYDESL, SDEY (2 000 € chacun)	12 000 €
Territoire d'énergie 90	1 000 €
Grand Besançon Métropole	7 500 €
<b>TOTAL</b>	<b>40 000 €</b>

**Article 3 - Avance de frais par Territoire d'énergie Doubs - SYDED et par Grand Besançon Métropole**

Par décision commune, les dépenses seront avancées totalement par Territoire d'énergie Doubs - SYDED qui refacturera les montants correspondant au réel lorsque la totalité des dépenses sera connue.

Par dérogation, Grand Besançon Métropole peut également prendre en charge par avance certaines dépenses à due concurrence de sa participation prévisionnelle. La régularisation éventuelle interviendra lorsque la totalité des dépenses sera connue.

**Article 4 - Modalités de remboursement**

Le règlement s'effectue conformément aux dispositions légales et réglementaires relatives à la comptabilité publique par mandat administratif à réception du titre de recette émis par Territoire d'énergie Doubs - SYDED ou par Grand Besançon Métropole.

**Article 5** - En cas de litige dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable préalablement à toute solution contentieuse. A défaut d'accord amiable, les litiges entre les parties seront soumis à la médiation de la FNCCR, avant tout recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.

**Article 6 - Prise d'effet de la présente convention**

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties et expirera, de fait, lorsque les versements auront été encaissés.

Fait en 9 exemplaires à Besançon, le

Pour le SICECO  
**Jacques JACQUENET**  
Président

Pour Territoire d'énergie Doubs -  
SYDED  
**Patrick CORNE**  
Président

Pour le SIDEC  
**Gilbert BLONDEAU**  
Président

Pour le SIEEEN  
**Guy HOURCABIE**  
Président

Pour le SIED 70  
**Jean-Marc JAVAUX**  
Président

Pour le SYDESL  
**Jean SAINSON**  
Président

Pour le SDEY  
**Jean-Noël LOURY**  
Président

Pour Territoire d'énergie 90  
**Michel BLANC**  
Président

Pour Grand Besançon  
Métropole  
**Anne VIGNOT**  
Présidente



## Convention de partenariat

### Congrès de la FNCCR 2024

La FNCCR, Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, association loi 1901, située au 20 Boulevard de la Tour-Maubourg 75007 PARIS, représentée par son président Xavier PINTAT ;

Ci-après désignée « FNCCR »

Et le groupement d'adhérents de la FNCCR composé de :

Territoire d'énergie Bourgogne-Franche-Comté (SICECO21, SYDED25, SIDEC39, SIEEEN58, SIED70, SYDESL71, SDEY89, TDE90), Grand Besançon Métropole, Ville de Besançon, Doubs Très Haut Débit, SIEL, SIEVO, SIEHL ;

Ci-après désigné « Groupement Bourgogne-Franche-Comté »

Représenté par :

Jacques JACQUENET, président du SICECO ;

Patrick CORNE, président de Territoire d'énergie Doubs - SYDED ;

Gilbert BLONDEAU, président du SIDEC ;

Guy HOURCABIE, président du SIEEEN ;

Jean-Marc JAVAUX, président du SIED 70 ;

Jean SAINSON, président du SYDESL ;

Jean-Noël LOURY, président du SDEY ;

Michel BLANC, président de Territoire d'énergie 90 ;

Gabriel BEAULIEU, 1<sup>er</sup> vice-président de Grand Besançon Métropole ;

Anne VIGNOT, maire de Besançon

Denis LEROUX, président de Doubs Très Haut Débit ;

Camille ROUSSELET, président du SIEL ;

Thierry DESCOSTERD, président du SIEVO ;

Philippe BOUQUET, président du SIEHL.

Il est convenu ce qui suit :

## **PRÉAMBULE**

Considérant que la FNCCR organise son congrès national du 26 au 28 juin 2024 à Besançon.

Considérant que la FNCCR souhaite associer ses adhérents locaux à l'organisation de l'événement qui réunira plus de 2 700 élus et décideurs.

Considérant que le Groupement local est exclusivement composé d'adhérents de la FNCCR, à jour de leur cotisation, dans les domaines de l'énergie, de l'eau et du numérique.

Considérant que cet événement sera l'occasion de réunir des élus de l'ensemble du territoire national, adhérents et non adhérents de la FNCCR, de favoriser les échanges d'expériences et de débattre de sujets majeurs pour les collectivités : transition écologique, services publics locaux, résilience des territoires...

### **Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat à l'occasion du congrès de la FNCCR qui se déroulera du 26 au 28 juin 2024 à Besançon.

### **Article 2 - Obligations des partenaires**

Les deux partenaires s'engagent à avoir une action concertée dans l'organisation autour de la manifestation concernée.

La responsabilité technique et plus globalement l'organisation générale du congrès est assumée par la FNCCR.

#### **2-1 - Obligations de la FNCCR**

La FNCCR :

- S'engage à associer le Groupement local dans l'organisation de l'événement et notamment de la soirée du mercredi ;
- S'engage à valoriser et à citer le Groupement local dans l'ensemble des supports de communication et la scénographie de l'événement. Ces outils intégreront notamment un logo par structure à l'exception des syndicats d'énergies réunis en entente régionale ;
- S'engage à prévoir une prise de parole des représentants du Groupement local lors de la séance d'ouverture du congrès ;
- S'engage à fournir gratuitement au Groupement local un espace de stand nu de 60 m<sup>2</sup> à proximité du stand de la FNCCR ;
- S'engage à fournir au Groupement local une dotation de **40 pass congrès** valables une journée ;
- S'engage à fournir à chaque membre du Groupement local une dotation de 50 entrées salon (exposition seule) ;
- S'engage à insérer gratuitement une plaquette et/ou un objet publicitaire fourni par le Groupement local dans la pochette des congressistes ;
- S'engage à fournir **50 invitations** pour la soirée des collectivités au Groupement local.

#### **2-2 - Obligations du Groupement local**

Le Groupement local :

- S'engage à appuyer la FNCCR dans l'organisation globale de l'événement et tout particulièrement dans les repérages de sites, la recherche de prestataires locaux (traiteurs, transports, animations...), la responsabilité sociale et environnementale de l'événement ;
- A l'instar des partenariats établis avec les adhérents locaux de la FNCCR lors des éditions précédentes, le Groupement local s'engage financièrement dans l'événement global, dont la soirée des collectivités, à hauteur de 85 000 € TTC ainsi répartis :

	Contribution au congrès	
	€	%
<b>TE BFC</b>	<b>50 500,00 €</b>	59%
21 - SICECO	6 000,00 €	7%
25 - SYDED	13 500,00 €	16%
39 - SIDEC	6 000,00 €	7%
58 - SIEEEN	6 000,00 €	7%
70 – SIED 70	6 000,00 €	7%
71 - SYDESL	6 000,00 €	7%
89 - SDEY	6 000,00 €	7%
90 – TDE 90	1 000,00 €	1%
<b>GBM</b>	<b>10 250,00 €</b>	12%
<b>Ville de Besançon</b>	<b>11 750,00 €</b>	14%
<b>DOUBS THD</b>	<b>7 500,00 €</b>	9%
<b>SIEL</b>	<b>3 000,00 €</b>	4%
<b>SIEVO</b>	<b>1 000,00 €</b>	1%
<b>SIEHL</b>	<b>1 000,00 €</b>	1%
<b>TOTAL</b>	<b>85 000,00 €</b>	

- Pourra proposer des visites techniques à proximité de Besançon le vendredi 28 juin après-midi. Les membres volontaires du Groupement en assumeront l'organisation, l'intégralité des frais (transport, logistique) et la responsabilité juridique ;
- S'engage à promouvoir l'événement auprès des collectivités du territoire (invitation des élus locaux) ;
- S'engage à promouvoir le salon auprès de potentiels exposants locaux (à l'échelle régionale).

### Article 3 - Interlocuteurs organisation

Les parties désignent chacune un interlocuteur pour le suivi des actions et la bonne exécution de ladite convention.

Pour la FNCCR :

Alexandre ALLION - Chef de service communication

06 26 41 64 91 - [a.allion@fnccr.asso.fr](mailto:a.allion@fnccr.asso.fr)

Pour le Groupement local :

Régis DEMOLY - Directeur de la régie eau et assainissement de GBM

06 75 71 40 88 - [regis.demoly@grandbesancon.fr](mailto:regis.demoly@grandbesancon.fr)

David MOUROT - Directeur du SYDED

06 40 67 36 35 - [david.mourot@syded.fr](mailto:david.mourot@syded.fr)

#### **Article 4 - Durée et résiliation**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, pour la phase de préparation et pour toute la durée du Congrès.

#### **Article 5 - Avenant**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant signé par l'ensemble des parties mentionnées en tête des présentes.

#### **Article 6 - Règlement des litiges**

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable à tout différend. Elles s'entendront sur la juridiction compétente en cas de litige.

Fait à Paris, le

Pour la FNCCR  
**Xavier PINTAT**  
Président

Pour le SICECO  
**Jacques JACQUENET**  
Président

Pour Territoire  
d'énergie Doubs -  
SYDED  
**Patrick CORNE**  
Président

Pour le SIEC  
**Gilbert BLONDEAU**  
Président

Pour le SIEEEN  
**Guy HOURCABIE**  
Président

Pour le SIED 70  
**Jean-Marc JAVAUX**  
Président

Pour le SYDESL  
**Jean SAINSON**  
Président

Pour le SDEY  
**Jean-Noël LOURY**  
Président

Pour Territoire  
d'énergie 90  
**Michel BLANC**  
Président

Pour Grand Besançon  
Métropole  
**Gabriel BAULIEU**  
1<sup>er</sup> Vice-Président

Pour la Ville de  
Besançon  
**Anne VIGNOT**  
Maire-Présidente

Pour Doubs Très Haut  
Débit  
**Denis LEROUX**  
Président

Pour le SIEL  
**Camille ROUSSELET**  
Président

Pour le SIEVO  
**Thierry DESCOSTERD**  
Président

Pour le SIEHL  
**Philippe BOUQUET**  
Président

## 16– Désignation de délégués au CNAS

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS20-040 du 16 octobre 2020, relative à la désignation de Monsieur Jean-Marc FRIZOT en qualité d'élus et Monsieur Ludovic BOTEL en qualité d'agent ;

Considérant le départ du SYDESL de l'agent désigné ci-dessus et la nécessité de le remplacer ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la désignation de Madame Manon MANRIQUE, gestionnaire des ressources humaines en qualité d'agent au CNAS.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

## 17– Modèle de procès-verbal de mise à disposition des ouvrages de distribution de Gaz

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1321-1 qui dispose que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence. Cette mise à disposition est constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci ;

Vu la délibération CS22-063 en date du 15 décembre 2022, relative au transfert de compétence effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour les communes de CHAGNY, FARGES LES CHALON, MERVANS et ROMENAY et à l'adoption de l'avenant n°11 au contrat de concession pour la distribution publique de gaz ;

Considérant la nécessité de valider le modèle de procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements dans le cadre du transfert de la compétence de distribution publique de gaz d'une commune au SYDESL ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** le modèle de procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements dans le cadre du transfert de la compétence de distribution publique de gaz d'une commune au SYDESL, conformément au projet annexé.

**AUTORISE** le Président à signer les procès-verbaux selon le modèle précité en y intégrant pour chacune des communes concernées les données d'inventaire du tableau ci-après.

**PROCES-VERBAL DE MISE A DISPOSITION DES BIENS ET EQUIPEMENTS**  
**DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE DE**  
**GAZ**  
**ENTRE LA COMMUNE DE ..... ET LE SYDESL**

**Entre**

**La Commune de .....**, Hôtel de Ville sise *adresse*, représentée par son Maire, *M nom prénom*, et dûment habilité par délibération du conseil municipal n° .....en date du ... , ci-après dénommée « la Commune » d'une part ;

**Et**

**Le Syndicat Départemental d'Energie de Saône et Loire (SYDESL)** sis 200 Boulevard de la Résistance 71000 MÂCON, représenté par son Président, Monsieur Jean SAINSON, dûment habilité par délibération du Comité syndical n° 20/035 en date du 16/10/2020, ci-après dénommé « le Syndicat », d'autre part ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-5 et L.5211-17 et L.5211-18 fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences ;

Vu l'arrêté du Préfet LAMBERT du 10 juillet 1947 portant création du "SYNDICAT DEPARTEMENTAL DES COLLECTIVITES CONCEDEANTES D'ELECTRICITE DU DEPARTEMENT DE SAONE ET LOIRE",

Vu l'arrêté préfectoral n° 07/4816/2-1 du 26 décembre 2007 portant, à effet du 1er janvier 2008, modification des statuts du Syndicat Départemental d'Energie de Saône et Loire (SYDESL), notamment son article 3-2,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Commune n°... du ..... décidant du transfert de la compétence de distribution publique de gaz au SYDESL,

Vu le contrat de concession passé entre la Commune et le concessionnaire GRDF, signé le ..... .

Vu la délibération du conseil municipal de la Commune autorisant le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements au SYDESL dans le cadre du transfert de la compétence de distribution publique de gaz ;

Considérant que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit de plein droit la mise à disposition, sans transfert de propriété, des biens et équipements nécessaires à l'exercice de la compétence de distribution publique de gaz ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition des biens et équipements, en matière de distribution publique de gaz de la Commune au Syndicat, en précisant leur consistance, leur situation juridique, leur état général, ainsi que le rôle et la responsabilité de chacune des parties ;

## IL EST CONSTATE ET ACTE CE QUI SUIT :

### Article 1 : Transfert de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution de gaz (AODG) :

La Commune a décidé de transférer la compétence optionnelle de distribution publique de gaz au Syndicat, qui l'a accepté, conformément aux délibérations susvisées. La gestion et l'exploitation du réseau pour la distribution sont actuellement confiés à GRDF par contrat passé le ..... dont copie est annexée au présent procès-verbal, dans les conditions fixées à l'article 13 de la Loi n° 2004-803 du 9 août 2004 modifiée relative au service public de l'électricité et du gaz.

Le présent procès-verbal a pour objet de mettre à la disposition du Syndicat l'ensemble des biens et équipements de la Commune nécessaires à l'exercice de la compétence d'AODG.

La présente mise à disposition prend effet le 1er janvier 2023.

Concessionnaire	Type de contrat	Date de prise d'effet	Durée	Date d'échéance
GRDF				

### Article 2 : Principes et effets de la mise à disposition

Le transfert concerne les ouvrages exécutés dans le cadre de la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique de gaz naturel précédemment exercée par la Commune sur l'ensemble de son territoire.

En application des articles L.1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le Syndicat assume l'intégralité des droits et obligations de la Commune qui demeure propriétaire des biens mis à disposition. Le SYDESL possède tout pouvoir de gestion et assure l'ensemble des obligations du propriétaire.

Le SYDESL étendra ses garanties d'assurance aux biens objet de la présente mise à disposition.

### Article 3 : Situation juridique

L'ensemble des biens concernés restent propriétés de la Commune et sont situés sur le territoire de celle-ci.

### Article 4 : Description des biens mis à disposition

La Commune met à disposition du Syndicat l'ensemble des biens et équipements tels que décrits ci-dessous.

Les présentes données sont issues de l'inventaire patrimonial et financier détenu par le concessionnaire GRDF, et communiquées par celui-ci, telles qu'elles sont connues à la date du transfert de compétence.

En référence aux biens de la Commune, l'ensemble des biens mis à disposition en vertu de l'article 3 sont les suivants :

LONGUEUR DES CANALISATIONS (EN METRE LINEAIRE)			
Moyenne pression B	Moyenne pression C	Basse pression	TOTAL

*Selon inventaire technique de GRDF au 31/12/22*

	REPARTITION PAR MATIERE (EN METRE LINEAIRE)		
Polyéthylène	Acier	Cuivre	Fonte ductile

*Selon inventaire technique de GRDF au 31/12/22*

INVENTAIRE DES OUVRAGES (EN NOMBRE)			
Postes de détente	Robinets de réseaux	Branchements collectifs	Compteurs actifs

*Selon inventaire technique de GRDF au 31/12/22*

Valeur brute du patrimoine (en €)	Valeur nette du patrimoine (en €)

*Selon inventaire comptable de GRDF au 31/12/22*

#### Article 5 : valeur comptable des biens

La valeur comptable des biens transférés est de .....€ en valeur brute, et de .....€ en valeur nette à la date de signature des présentes.

#### Article 6 : Eléments déclaratifs et durée de la mise à disposition

Les éléments déclaratifs sont établis à la date de signature des présentes.

En cas de non-reprise de la compétence par une autre institution, les biens désaffectés retournent dans le patrimoine de la Commune, qui recouvre l'ensemble de ses droits et obligations.

Les biens sont restitués à la commune pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le Syndicat. Le Syndicat reste maître des moyens humains et de gestion nécessaire à l'exercice de cette compétence (personnels, équipements informatiques et matériels accessoires, etc).

La mise à disposition prend fin :

- lors de la désaffectation des biens à la compétence d'AODG, conformément à l'article L.1321-3 du code général des collectivités territoriales,
- en cas de restitution de la compétence d'AODG à la Commune, ou de reprise de la compétence par la Commune,
- en cas de retrait de la Commune du Syndicat,
- ou de dissolution du Syndicat, conformément à l'article L.5211 du code général des collectivités territoriales.

La durée de la mise à disposition correspond à la durée de l'exercice de la compétence par le Syndicat, ou à la date à laquelle les biens sont désaffectés.

#### Article 7 : Le caractère gratuit de la mise à disposition

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des biens affectés à l'exercice de la compétence AODG a lieu à titre gratuit.

Les parties déclarent que ce transfert de biens, droits et obligations ne donnent lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires.

#### **Article 8 : valeur comptable des biens**

La valeur comptable des biens transférés est de .....€ en valeur brute, et de ....€ en valeur nette à la date de signature des présentes.

#### **Article 9 : Eléments déclaratifs et durée de la mise à disposition**

Les éléments déclaratifs sont établis à la date de signature des présentes.

En cas de non-reprise de la compétence par une autre institution, les biens désaffectés retournent dans le patrimoine de la Commune, qui recouvre l'ensemble de ses droits et obligations.

Les biens sont restitués à la commune pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le Syndicat. Le Syndicat reste maître des moyens humains et de gestion nécessaire à l'exercice de cette compétence (personnels, équipements informatiques et matériels accessoires, etc).

La mise à disposition prend fin :

- lors de la désaffectation des biens à la compétence d'AODG, conformément à l'article L.1321-3 du code général des collectivités territoriales,
- en cas de restitution de la compétence d'AODG à la Commune, ou de reprise de la compétence par la Commune,
- en cas de retrait de la Commune du Syndicat,
- ou de dissolution du Syndicat, conformément à l'article L.5211 du code général des collectivités territoriales.

La durée de la mise à disposition correspond à la durée de l'exercice de la compétence par le Syndicat, ou à la date à laquelle les biens sont désaffectés.

#### **Article 10 : Le caractère gratuit de la mise à disposition**

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des biens affectés à l'exercice de la compétence AODG a lieu à titre gratuit.

Les parties déclarent que ce transfert de biens, droits et obligations ne donnent lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires.

#### **Article 11 : Restitution des immobilisations**

Les travaux réalisés pour l'exercice de la compétence sur les biens mis à disposition appartiennent au Syndicat.

En cas de fin de la mise à disposition, telle que définie dans l'article 6 du présent procès-verbal, le Syndicat remettra les immobilisations à la Commune dans le cadre d'un nouveau procès-verbal de restitution.

#### **Article 12 : Contrats en cours**

Le Syndicat étant subrogé à la Commune dans l'exécution des éventuels contrats en cours afférents aux biens affectés à la mise en œuvre de la compétence d'AODG, notamment ceux concernant des emprunts, des marchés publics, des contrats d'assurance ou de location, des servitudes etc. qui courent toujours à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Commune déclare qu'aucun contrat de ce type, établi sous son timbre, n'existe à cette date.

### **Article 13 : Responsabilité civile sur les biens transférés et l'exercice de la compétence**

Le Syndicat assure la responsabilité civile de sa compétence d'AODG, l'essentiel de l'activité étant assuré par le concessionnaire GRDF, qui a l'exclusivité de l'acheminement et de la livraison du gaz naturel sur le territoire de la concession communale.

Le concessionnaire GRDF détient un contrat de concession de la part de la Commune dans les conditions d'un contrat passé le ..... et à échoir le ....., par lequel il est responsable du fonctionnement du service de distribution publique concédée et le gère conformément au cahier des charges. Il l'exploite à ses frais et risques dans les conditions visées à l'article 1 du contrat communal susvisé.

### **Article 14 - Redevance pour occupation du domaine public (RODP)**

La Commune continue de percevoir la redevance d'occupation du domaine public par les réseaux de gaz, en vertu de la réglementation issue des dispositions de l'article L.2333-84 à L.2333-86 du Code général des collectivités territoriales.

### **Article 15 - Litiges**

Conformément aux articles L.213-5 et L.213-6 du Code de justice administrative, les parties conviennent qu'en dehors de toute procédure juridictionnelle, elles peuvent demander au président du tribunal administratif ou de la cour administrative d'appel territorialement compétent d'organiser une mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en sont chargées, ou lui demander de désigner la ou les personnes qui sont chargées d'une mission de médiation qu'elles ont elles-mêmes organisée.

Le président de la juridiction peut déléguer sa compétence à un magistrat de la juridiction.

Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter du jour où, après la survenance d'un différend, les parties conviennent de recourir à la médiation ou, à défaut d'écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation.

Les juridictions compétentes sont le Tribunal administratif et la Cour d'appel de Dijon.

### **Article 16 : Plan et compte rendu d'activité**

Le dernier compte-rendu d'activité (CRAC) remis à la Commune par le concessionnaire, ainsi que les plans (papier ou numériques) des réseaux établis à la date du transfert sont annexés aux présentes.

### **Article 17 : Dispositions diverses**

Le transfert patrimonial fera l'objet d'écritures comptables par le comptable du Trésor Public pour constater cette mise à disposition.

Le présent procès-verbal est établi contradictoirement entre la Commune et le Syndicat en deux exemplaires originaux, à savoir un pour chacune des parties.

Une copie dématérialisée sera notifiée aux :

- Représentant de l'Etat dans le département (service contrôle de légalité),
- Trésorier public de la Commune (Percepteur),
- Payeur départemental pour le Syndicat.

Fait à Mâcon, Le .....

Pour la Commune ...

Le Maire,

Pour le Syndicat,

Le Président,

Ville	Type de contrat	date de défilé de transfert au SYDES	Date prise effet du contrat	durée	date d'échéance	Longueur Moyenne pression B (m)	Longueur Moyenne pression C (m)	Longueur Basse pression (m)	TOTAL longueurs MP B M P C BP	Longueur Polyéthylène (m)	Longueur Acier (m)	Longueur Fonte ductile (m)	Cuivre	Nombre postes détente	nombre robinets de réseaux	nombre branchements collectifs	nombre compteurs actifs	Valeur brute du patrimoine (€)	Valeur nette du patrimoine (€)	TYPE DSP
Farges-lès-Chalon	Contrat historique	25/05/22	28/11/97	30	28/11/2027	6 439	0	0	6 439	6 295	144	0	0	0	2	1	150	506 616	333 709	MIS
Mervans	Contrat historique	31/01/22	15/12/99	30	05/12/2029	20 453	3403	0	23 856	23 769	87	0	0	1	19	15	230	1 886 557	1 131 846	MIS
Romenay	Contrat historique	07/11/22	16/04/97	30	16/04/2027	15 829	0	0	15 829	15 829	0	0	0	0	9	2	152	758 356	372 431	MIS
Chagny	Contrat historique	25/05/22	01/04/19	30	01/04/2029	38 465	5012	1279	44 756	30 562	14 192	2	0	8	64	193	1801	4 960 701	2 474 735	MIS

## 18 – Reversement aux communes pour l'exercice 2023 de la Taxe Intérieure Communale sur les consommations finales d'électricité

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu l'article 54 de la loi du 28 décembre 2020 de finances pour 2021 précisée par le Décret n°2022-129 du 04 février 2022 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5212-24 ;

Vu l'arrêté Préfectoral n°71-2023-08-29-00002 du 29 août 2023, indiquant le montant de TICFE alloué au SYDESL pour l'année 2023 à savoir 7 712 818 euros, montant calculé réglementairement par l'application du montant perçu par le syndicat en 2022 augmenté d'un coefficient de revalorisation et d'inflation de 2,6 % ;

Considérant les communes de Châtenoy-en-Bresse, Chevagny-les-Chevrières, La Clayette, Les Bizots, Ecuisses, Génelard, Gourdon, Lux, Marcigny, Perrecy-les-Forges, Pouilloux, Saint-Berain-sous-Sanvignes, Saint-Eusèbe, Saint Laurent D'Andenay, Saint-Sernin-du-Bois, Sornay : impactées par ce reversement ;

Considérant que depuis 2023, les fournisseurs d'électricité ne reversent plus cette taxe directement au SYDESL mais versent les montants aux services fiscaux (DGFIP) qui se chargent dans un second temps de reverser au SYDESL la part qui lui revient et que les montants reversés par les services de l'Etat font l'objet d'une avance basée sur les données des années précédentes puis d'un ajustement de régularisation en fin d'année.

Considérant que le SYDESL continuera d'assurer cette mission de perception et de reversement à la place des communes, tel que prévu à l'article L.5212-24 du CGCT qui demeure inchangé et selon les modalités de la convention de reversement et de son avenant voté par délibération du SYDESL n°CS23-011 du 16 mars 2023 ;

Considérant qu'il convient donc de choisir la méthode pour mener le reversement 2023 aux communes urbaines et que trois solutions ont été présentées au comité à savoir :

- Solution 1 : Reverser les montants de l'arrêté Préfectoral : l'inconvénient étant que, au-delà de l'erreur de calcul servant de base, les communes seront surprises des montants parfois éloignés (en plus ou en moins) des montants perçus les années précédentes et donc de leur prévision budgétaire ;
- Solution 2 : Recalculer le montant sur la base des montants reversés en 2022 en appliquant le coefficient de revalorisation de l'Etat de 2,6 % tenant compte de l'inflation. C'est la solution appliquée par l'Etat pour définir le montant versé au SYDESL.
- Solution 3 : Recalculer le montant sur la base du fichier des consommations 2022 par commune remis par Enedis, en appliquant à chaque commune sa part de consommation présentée dans le fichier au montant total perçu par le SYDESL en 2023. Cette dernière est néanmoins suspendue, pour les années à venir, à la volonté d'Enedis de nous remettre le fichier des consommations qui n'est pas prévu par les textes à compter de 2024.

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** le calcul du reversement 2023 de la TICFE aux communes concernées et le reversement, selon la solution n°2, conformément au tableau ci-dessous :

Commune	Consommation 2022 (kwh) Source : Enedis	Part dans la consommation 2022 [1]	Montant reversé en 2022 [2]	Solution 1 : Montant proposé par Préfecture [3]	Solution 2 : Montant reversé 2022*révision inflation de 2,6% ≡[2]*1,026 [4]	Solution 3 : Prise en compte de la part communale dans la consommation 2022 Sur le montant versé au Sydesl en 2023 = 7 712 818 * [1] [5]	Différence entre les 2 solutions extrêmes 1 et 3 : ≡[5]-[3]
Les Bizots	1 760 908	0,150632%	11 683,01 €	8 051 €	11 987 €	11 617,94 €	3 567 €
Châtenoy-en-Bresse	5 437 704	0,465152%	30 081,10 €	23 835 €	30 863 €	35 876,33 €	12 041 €
Chevagny-les-Chevrières	2 033 674	0,173965%	13 630,76 €	12 888 €	13 985 €	13 417,57 €	530 €
La Clayette	8 259 318	0,706518%	45 901,17 €	41 626 €	47 095 €	54 492,48 €	12 866 €
Mairie d'Écuisses	6 556 020	0,560815%	37 274,45 €	33 098 €	38 244 €	43 254,64 €	10 157 €
Génélard	5 538 720	0,473793%	37 897,37 €	35 932 €	38 883 €	36 542,80 €	611 €
Gourdon	3 673 883	0,314271%	23 248,84 €	20 167 €	23 853 €	24 239,17 €	4 072 €
Lux	7 186 880	0,614780%	41 676,21 €	45 093 €	42 760 €	47 416,86 €	2 324 €
Marcigny	8 516 360	0,728506%	49 118,62 €	57 163 €	50 396 €	56 188,37 €	- 975 €
Perrecy-les-Forges	5 654 266	0,483677%	32 915,56 €	28 624 €	33 771 €	37 305,14 €	8 681 €
Pouilloux	3 429 448	0,293362%	23 444,51 €	15 750 €	24 054 €	22 626,46 €	6 876 €
Saint-Berain-sous-Sanvignes	4 032 487	0,344947%	23 749,89 €	18 199 €	24 367 €	26 605,13 €	8 406 €
Saint-Eusèbe	4 225 065	0,361420%	27 652,57 €	68 384 €	28 372 €	27 875,70 €	- 40 508 €
Saint-Laurent-d'Andenay	3 303 006	0,282546%	21 493,60 €	15 204 €	22 052 €	21 792,23 €	6 588 €
Saint-Sernin-du-Bois	5 590 946	0,478261%	36 443,68 €	25 740 €	37 391 €	36 887,37 €	11 147 €
Sornay	6 788 245	0,580680%	44 369,92 €	31 080 €	45 524 €	44 786,79 €	13 707 €
			<b>500 581,25</b>	<b>480 834 €*</b>	<b>513 596 € *</b>	<b>540 924,97 €*</b>	<b>60 090,97 €</b>

\*Conformément à la convention de reversement établie entre chaque commune et le SYDESL, des frais de 0,5 % seront retenus par le SYDESL aux montants présentés.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

Monsieur Pierre VIRELY ajoute que seules les communes urbaines sont bénéficiaires et qu'il est fort regrettable que ce reversement de la taxe ne soit pas fléché par celles-ci sur des actions de transition énergétique. En effet, ce reversement devrait d'office être affecté dans un compte de dépense destiné à l'énergie.

Monsieur Claude MENNELLA précise que ce point sera inscrit à l'ordre du jour de la prochaine Commission des Communes Urbaines.

## 19 – Subvention de la Caisse des Dépôts et Consignations au Schéma Directeur des Installations de Recharge pour Véhicules Electriques (SDIRVE)

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 (Loi LOM 2019-1428) et des décrets n°2021-565 et n°2021-566 du 10 mai 2021 de l'arrêté du 10 mai 2021 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le SDIRVE est un dispositif qui confère au SYDESL un rôle de coordinateur du développement de l'offre de recharge ouverte au public sur son territoire, pour aboutir à une offre coordonnée entre les différents maîtres d'ouvrage, cohérente avec les politiques locales et adaptée à l'évolution des besoins de recharge ;

Considérant qu'en complément du schéma de déploiement mis en place par le SYDESL et de ses critères d'implantation, les objectifs réglementaires de cette étude sont les suivants :

- Permettre l'obtention de la réfaction sur les extensions
- Décrire l'existant en matière d'offre de recharge pour véhicules électriques en Saône et Loire
- Etablir les besoins en points de charge et identifier les sites potentiels d'implantation des IRVE en tenant compte des spécificités locales
- Proposer une trajectoire temporelle à 10 ans (avec point de passage 2026, 2030 et 2035) d'installation de ces IRVE ouvertes au public ;

Considérant l'avis favorable émis par la commission transition énergétique qui s'est réunie le 2 juin 2023 pour le lancement de la réalisation d'un SDIRVE ;

Considérant les trois devis sollicités pour cette étude et le choix du cabinet TACTIS, ayant présenté l'offre la plus économiquement avantageuse à savoir 22 300 € HT ;

Considérant que cette étude peut être financée en partie par la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 50 % du montant HT de la prestation ;

Considérant l'avis favorable émis par la commission transition énergétique qui s'est réunie le 9 novembre 2023 concernant la convention de subvention avec la CDC pour le cofinancement du SDIRVE ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** la convention de subvention pour le cofinancement du Schéma Directeur pour les Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques (SDIRVE) pour l'année 2023-2024, conformément au projet annexé.

**AUTORISE** le Président à signer la convention, ses éventuels avenants ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

**NOTIFIE** la présente délibération à la Caisse des Dépôts et Consignation.

Le Président Jean SAINSON précise que lors de la visioconférence avec TACTIS et les EPCI, il a été constaté que le schéma futur des EPCI s'inscrit bien dans leur schéma régional. Aussi, il y aura des échanges entre le schéma régional et le schéma local. En fait, ce sera une concertation entre les différents acteurs afin de respecter le schéma.

**LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS –**  
SYDESL (Syndicat Intercommunal d’Energie de Saône et Loire)  
[N° de l’affaire - N° du contrat]

Convention de subvention pour le cofinancement du Schéma Directeur pour les Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques (SDIRVE) pour l’année 2023-2024

**ENTRE :**

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par M. Mathieu AUFAUVRE en sa qualité de Directeur régional de la Banque des Territoires de Bourgogne-Franche-Comté dûment habilité à l’effet des présentes en vertu d’un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur général en date du 29 septembre 2023.

Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts »,

Et :

Le SYDESL, établissement public constitué sous format de syndicat mixte fermé sous le numéro SIREN 257 102 582, ayant son siège à 200 Boulevard de la Résistance 71000 MACON

Jean SAINSON en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 07 décembre 2023.

Ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

La « Caisse des Dépôts » et le « Bénéficiaire » étant désignés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

## **IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :**

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, la direction de la Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, pour mieux répondre à leurs besoins.

Par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

Le Bénéficiaire a déposé en date du 22 août 2023 et complété les éléments le 20 octobre 2023 pour une demande de subvention à la Caisse des Dépôts.

En application de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 (Loi LOM 2019-1428) et des décrets n°2021-565 et n°2021-566 du 10 mai 2021 de l'arrêté du 10 mai 2021 et conformément au guide d'élaboration établi par le ministère de la transition écologique en mai 2021 a été créé un nouveau dispositif facultatif : le schéma directeur des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (SDIRVE). Ce dispositif donne à la collectivité ou à l'établissement public titulaire de la compétence de création et d'entretien d'IRVE un rôle de coordinateur du développement de l'offre de recharge ouverte au public sur son territoire, pour aboutir à une offre coordonnée entre les différents maîtres d'ouvrage, cohérente avec les politiques locales et adaptée à l'évolution des besoins de recharge. Il s'agit ainsi d'une démarche partenariale, basée sur une concertation avec l'ensemble des parties prenantes.

Concrètement, il s'agit, sur la base d'un diagnostic comprenant un état des lieux, une évaluation de l'offre et des besoins, de définir des objectifs opérationnels à moyen terme, à savoir la localisation et la configuration des IRVE (nombre de points de charge et puissance), dans le cadre d'une stratégie à plus long terme déterminant notamment les priorités de déploiement et l'articulation entre les développements des offres publiques et privées.

Par son action au service des collectivités de Saône-et-Loire, le Syndicat Départemental Énergies de Saône-et-Loire contribue à l'aménagement du territoire, à la valorisation du patrimoine architectural et à la préservation de l'environnement. Pour favoriser le développement de la mobilité décarbonée, le SYDESL développe et exploite un réseau de plusieurs dizaines de bornes.

Dans ce contexte et conformément à ses axes stratégiques, la Caisse des Dépôts a souhaité apporter son soutien financier pour l'établissement du SDIRVE sur le périmètre du SYDESL, objet de la présente convention.

## **CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 – Objet de la Convention**

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** ») ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien financier sous forme de subvention apporté par la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire pour la réalisation de l'Etude (ci-après « l'Etude ») relative à l'établissement d'un Schéma Directeur pour les Infrastructures de Recharge de Véhicules Electriques en Saône et Loire.

Ce SDIRVE devra répondre à la définition de l'article L2224-37 du CGCT et respecter le cadre réglementaire des SDIRVE (Loi TECV n° 2015-992 du 17/08/15 ; Loi LOM n°12019-1428 du 24/12/19 ; article R353-5-1 à R353-5-9 du Code de l'énergie ; les décrets n° 2021-546 du 04/05/21 et n°2021-565 du 10/05/21) et être établi conformément au guide d'élaboration établi par le Ministère de la transition écologique en mai 2021.

Une description plus détaillée de l'objet et des modalités de sa réalisation figure en annexe 1 de la Convention.

La durée de l'Etude sera d'environ 8 mois.

### **Article 2 – Modalités de réalisation de l'Etude**

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage de la réalisation de l'Etude.

Si le Bénéficiaire souhaite faire appel à un ou plusieurs prestataires, il prend à sa charge la relation avec celui-ci ou ceux-ci.

La sélection par le Bénéficiaire d'un ou plusieurs prestataires devra, le cas échéant, respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique. Le Bénéficiaire prend à sa charge leur rémunération. Le Bénéficiaire s'engage à conclure avec ses éventuels prestataires toute convention utile à l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 - Communication et Propriété intellectuelle de la présente Convention.

Le Bénéficiaire informera à bref délai la Caisse des Dépôts de l'identité du ou des prestataires retenus.

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts à sa demande, toute information et tout document découlant de ses travaux et permettant de rendre compte de la réalisation du SDIRVE et de ses engagements en application de la Convention.

Le Bénéficiaire pourra inviter la Caisse des Dépôts à prendre part aux travaux et manifestations qu'il organise dans le cadre du SDIRVE. Lors de ces manifestations et dans ses publications, il fera état du soutien de la Caisse des Dépôts selon les modalités fixées à l'article 6.

### **Article 3 – Responsabilité - Assurances**

#### **3.1 Responsabilité**

L'ensemble des actions menées dans le cadre de l'Etude est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de l'Etude (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de l'Etude, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue responsable, en cas de mauvaise réalisation ou de non-réalisation de l'Etude, et de non-respect des engagements du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire présentera à première demande de la Caisse des Dépôts la copie des polices d'assurances souscrites pour la Manifestation, ainsi que le justificatif du paiement des primes.

#### **Article 4 – Modalités financières**

Le coût total de l'Etude réalisée par le Bénéficiaire s'élève à 22 300 euros HT.

Le budget prévisionnel est joint en annexe 2.

##### **4.1 Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts**

Au titre de la Convention, la Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire, une subvention d'un montant maximum total de 13 380 euros.

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention.

Ce montant est ferme et représente 50% du coût total TTC de l'Etude dont le budget total prévisionnel avec mention de tous les partenaires et de leur pourcentage de financement figure en annexe 2 de la présente Convention.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel de l'Etude est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire. La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue au versement des sommes excédant le montant de sa subvention.

Le Bénéficiaire devra fournir lors du dernier appel de fonds une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre de l'Etude.

##### **4.2 Modalités de versement**

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

50% à la signature de la Convention ;

50% à la présentation du rapport final au Comité de Suivi et réception d'un appel de fonds envoyé par le représentant habilité du Bénéficiaire et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention.

Règlement effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la Caisse des Dépôts, après réception des appels de fonds envoyé par le représentant habilité du

Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention, aux coordonnées suivantes :

Syndicat d'Énergie de Saône et Loire  
200 Boulevard de la Résistance  
71000 MACON

Aucun appel de fonds ne sera recevable après le terme de la Convention, tel que prévu à l'article 8. Dès lors, plus aucune somme ne sera due par la Caisse des Dépôts après cette date.

### **4.3 Utilisation de la subvention**

La subvention versée par la Caisse des Dépôts, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée au financement du SDIRVE, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, la Caisse des Dépôts pourra demander la résolution de la Convention en application de l'article 9.

### **Article 5 – Évaluation et Suivi**

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que le financement du SDIRVE puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

### **5.1 Suivi du SDIRVE**

#### **Rapport d'étape**

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts au plus tard le 30 juin 2024 un rapport d'étape décrivant les actions menées grâce à la subvention et notamment l'avancée dans la réalisation du SDIRVE.

Si la Caisse des Dépôts constate lors de cette évaluation d'étape que la subvention n'a pas été utilisée en vue de la réalisation de l'Etude elle peut décider de ne pas verser la deuxième échéance de la subvention, voire de demander le remboursement de la première échéance et mettre fin à la Convention, en application des stipulations de l'article 9.

#### **Rapport intermédiaire et rapport final**

La Caisse des Dépôts sera associée au suivi de la réalisation de l'Etude selon les modalités suivantes :

- Le Bénéficiaire s'engage à informer régulièrement la Caisse des Dépôts de l'évolution de l'Etude menée pour l'établissement du SDIRVE notamment sous la forme d'invitations aux instances de pilotage et de suivi du Projet faisant l'objet de la Convention ou par l'envoi le cas échéant d'un rapport intermédiaire.

#### **Compte rendu d'activité**

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts au plus tard dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée un compte rendu d'activités décrivant les actions menées et notamment les résultats obtenus, grâce au financement apporté par la subvention.

## **5.2 Résultats du SDIRVE et Calendrier de réalisation**

Les résultats attendus et le calendrier du SDIRVE sont précisés à l'annexe 1.

Outre ces résultats, donnera lieu à la réalisation des travaux suivants :

- rapports intermédiaires, réalisés par le(s) Prestataire(s), faisant état respectivement des travaux suivants à compléter, qui seront remis à la Caisse des Dépôts au plus tard le 30 juin 2024 ;
- rapport final relatif à de l'Etude qui sera remis à la Caisse des Dépôts au plus tard le 30 octobre 2024, et qui fera l'objet d'une présentation au Comité de suivi par le Bénéficiaire au plus tard le 31 décembre 2024.

Le Bénéficiaire devra fournir lors du dernier appel de fonds une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre de l'Etude ayant conduit à l'établissement du SDIRVE.

## **5.3 Transmission des comptes-rendus**

Les rapports d'étape ou final, les comptes annuels et le compte-rendu financier sont transmis par le Bénéficiaire à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations  
Banque des Territoires  
Direction Régionale Bourgogne-Franche-Comté  
A l'attention de Julie Malfettes  
2 E Avenue Marbotte  
BP 71368  
21013 Dijon CEDEX

## **Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle**

### **6.1 Communication par le Bénéficiaire**

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par le Bénéficiaire et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord préalable par la Caisse des Dépôts. La demande sera soumise à la Caisse des Dépôts dans un délai de quinze (15) jours ouvrés avant l'action prévue. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de trois (3) jours ouvrés. La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

En cas d'accord de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire, lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la Convention.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévu par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire, à utiliser la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires » et logo n°18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe . La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts » et logo n° 19/4.519.996.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

## **6.2 Communication par la Caisse des Dépôts**

Toute action de communication, écrite ou orale de la Caisse des Dépôts, impliquant le Bénéficiaire fera l'objet d'un accord préalable du Bénéficiaire. La demande sera soumise au Bénéficiaire dans un délai de deux (2) jours ouvrés. Le Bénéficiaire s'engage à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser le logo n°1 tel que reproduit en annexe 5 et désignée la « Marque Bénéficiaire ».

## **6.3 Propriété intellectuelle**

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

## **6.4 Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire**

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de son activité, dans le monde entier, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de la Convention.

## 6.5 Liens hypertextes

Dans le cadre de la présente Convention, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers ses sites situés aux adresses Internet <https://www.banquedesterritoires.fr/> ou <https://www.caissedesdepots.fr/>.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur ces sites, et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ces sites Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse <https://sydesl.fr/>

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

### **Article 7 – Confidentialité**

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « **Informations Confidentielles** »), qui leur auront été communiquées ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

L'ensemble de ces informations et documents, ainsi que les clauses de la présente Convention, est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Aux fins de réalisations de l'Etude, les Parties conviennent que les Informations Confidentielles pourront être transmises aux Prestataires sous réserve que ceux-ci se portent garant du respect de la confidentialité par leurs personnels et sous-traitants.

Sont exclues de cet engagement :

- Les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou ceux notoirement connus au moment de leur communication ;
- Les informations et documents que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

### **Article 8 – Durée de la Convention**

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée déterminée qui s'achèvera le 31 décembre 2024 sous réserve des articles 6 [Communication et Propriété Intellectuelle], 7 [Confidentialité] et 9.2 [Effets de la résolution] de la Convention, dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

## **Article 9 – Inexécution de la Convention**

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité de ne pas donner suite de manière temporaire, ou définitive en application des articles 9.1 et 9.2, à un appel de fonds si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution de l'Etude SDIRVE.

### **9.1 Résolution pour faute**

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par l'une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 3.1, 4.1, 4.2, 4.3, 5,6.1, 6.2, et 10,4 en cas d'atteinte à l'image de la Caisse des Dépôts, ou en cas de non réalisation après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, la Convention sera résolue, conformément aux articles 1217 et suivants du Code civil, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels les Parties pourraient prétendre du fait des manquements susvisés.

### **9.2 Effets de la résolution**

En cas de résolution de la Convention, dans les cas visés aux articles 9.1 et 9.3 ci-dessus, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résolution, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

### **9.3 Force majeure**

En cas de survenance d'un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil empêchant le Bénéficiaire de s'acquitter de toutes ou partie de ses obligations contractuelles au titre de la Convention, il devra obligatoirement notifier par lettre recommandée avec avis de réception à la Caisse des Dépôts et sans délai, la survenance du cas de force majeure, la nature des faits concernés et la durée prévisible de leurs effets.

Le Bénéficiaire fera tout son possible pour remédier ou surmonter ledit événement et reprendre l'exécution de ses engagements et obligations dans les meilleurs délais. Si, du fait du cas de force majeure, ses obligations demeurent suspendues pour une durée supérieure à trente (30) jours calendaires, la Caisse des Dépôts pourra prononcer la résolution de la Convention dans les conditions de l'article 1351 du code civil. Le montant de la subvention restant due au Bénéficiaire sera soldé au prorata des engagements déjà réalisés.

Aucune Partie n'est responsable des conséquences liées au cas de force majeure.

## **Article 10 – Dispositions Générales**

### **10.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges**

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

#### **10.2 Intégralité de la Convention**

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

#### **10.3 Modification de la Convention**

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

#### **10.4 Cession des droits et obligations**

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

#### **10.5 Nullité**

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

#### **10.6 Renonciation**

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A Macon le Date

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Bénéficiaire

## Liste des annexes

### Annexe 1 : Cahier des charges et calendrier du projet

#### 3.2. Phase 1 - Recensement et état des lieux des bornes ouvertes au public

La phase 1 consistera en la définition d'un livrable d'état des lieux à l'échelle du SYDESL :

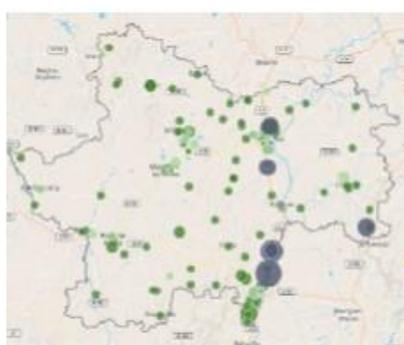
- Il recapitulera les implantations de IRVE sur le territoire du SYDESL
- Il recensera les projets d'implantations d'IRVE en cours
- Estimera l'état de l'offre de recharge privé

#### Etape 1: Etat des lieux de l'existant – données statiques

59

Du fait de son positionnement géographique, la Saône-et-Loire est traversée par l'autoroute A6, équipée avec de nombreuses zones de recharge ultra rapides.

Cartographie des zones de recharge selon leur puissance



Légende



Répartition des PDC par catégorie de puissance



##### Commentaires :

- La part de PDC rapides et ultra rapides en Saône-et-Loire représente 21%, largement au-dessus de la moyenne nationale (9,7 %). En effet, le département est traversé par l'A6, une autoroute très fréquentée et déjà bien équipée en recharge ultra rapide.
- Le territoire est principalement maillé avec des PDC accélérés. En dehors de la zone Ouest du département, le territoire est maillé de façon homogène.
- Les points de recharge lents sont principalement installés au niveau des zones urbaines.

### 3.3. Phase 2 - Evaluation des besoins en IRVE

Lors de cette phase :

- Une projection du marché des véhicules électriques sera faite aux échéances 2025 et 2030.
- Une projection des demandes en recharge électrique sera réalisée aux échéances susmentionnées, en distinguant les différentes catégories d'usage.
- Les zones d'intérêts stratégiques pour la recharge électrique seront identifiées en précisant la spatialisation des bornes sur le territoire de la Saône-et-Loire, en lien avec les hypothèses de la LOM. A cet effet, un outil de cartographie en ligne sera réalisé. Des questionnaires en ligne

6

## TACTIS



à destination des EPCI et des communes devront être adressé afin de valider les stratégies d'emplacement.

- Une modélisation économique du projet sera réalisée, en se basant sur les hypothèses issues du guide SDIRVE et des retours d'expérience du client. Sera également réalisé une estimation des obligations réglementaires de déploiements (liés à la LOM).
- Les retours de la concertation avec les opérateurs privés, au travers d'une consultation des acteurs privés pour avoir une connaissance fine des zones qui les intéressent pour le déploiement de bornes

Ces éléments seront également appréciés au regard des résultats du Schéma régional de Cohérence réalisé par la région.

### 3.4. Phase 3 - Définition de la stratégie

- Le rôle du SYDESL, des EPCI et des communes sera précisé et des propositions de gouvernance associée au développement des IRVE seront effectués. Plus précisément, il s'agit de :
  - La définition du partage de compétence avec les EPCI, notamment sur le sujet du transfert de compétence au SYDESL
  - La stratégie d'animation territoriale auprès des EPCI
  - La définition des règles de partage de l'effort financier, sort des IRVE déjà déployées par le SYDESL
- Stratégie de collaboration et de consultation avec les investisseurs privés
  - Définition du cadre contractuel de collaboration avec le privé (AMI, AIP...)
  - Définition des zones d'intervention privée
  - Calendrier et mise en œuvre

Afin de préciser au mieux cette stratégie d'articulation entre les différents acteurs, une consultation des acteurs publics et privés de la mobilité électrique sera réalisée. Cette consultation pourra prendre la forme de rencontre avec différents acteurs du territoire afin de disposer d'une connaissance la plus fine possible des zones et type de déploiements priorités par ces acteurs.

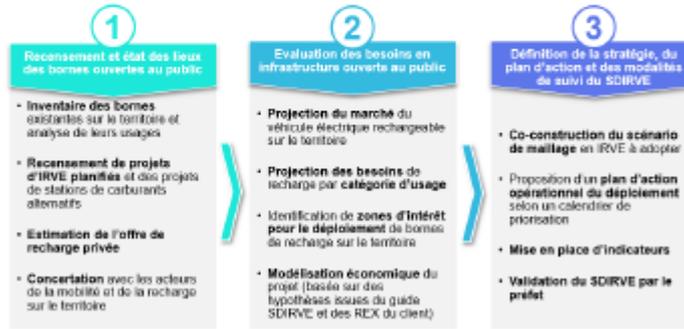
Nous veillerons à ce que la conclusion de ces travaux vous permette de déposer votre SDIRVE en préfecture dans les meilleurs délais :

- La réalisation du dossier destiné au préfet de la Saône-et-Loire. Le projet de schéma directeur sera transmis au préfet, accompagné d'indicateurs de synthèse relatifs au diagnostic et aux objectifs opérationnels.
- La mise en place d'indicateurs permettant de caractériser l'avancée des déploiements. Des indicateurs de Qualité de Service et d'usage des bornes, couplés à des indicateurs complémentaires, permettront d'assurer le suivi efficace du SDIRVE dès 2025.

- **La production d'un rapport de synthèse pédagogique.** Ce rapport, qui sera adapté à la charte graphique du SYDESL, permettra de communiquer aisément avec les acteurs du territoire sur ce sujet.
- **Une méthodologie de mise à jour du SDIRVE à l'échéance opérationnelle de 2025-2026.** Nous proposons de mettre à disposition du SYDESL un outil de suivi-évaluation du plan d'actions. Cet outil sera présenté dans un tableau de bord au format Excel.

## Le rôle de TACTIS dans l'élaboration d'un SDIRVE

### Une méthodologie en 3 phases

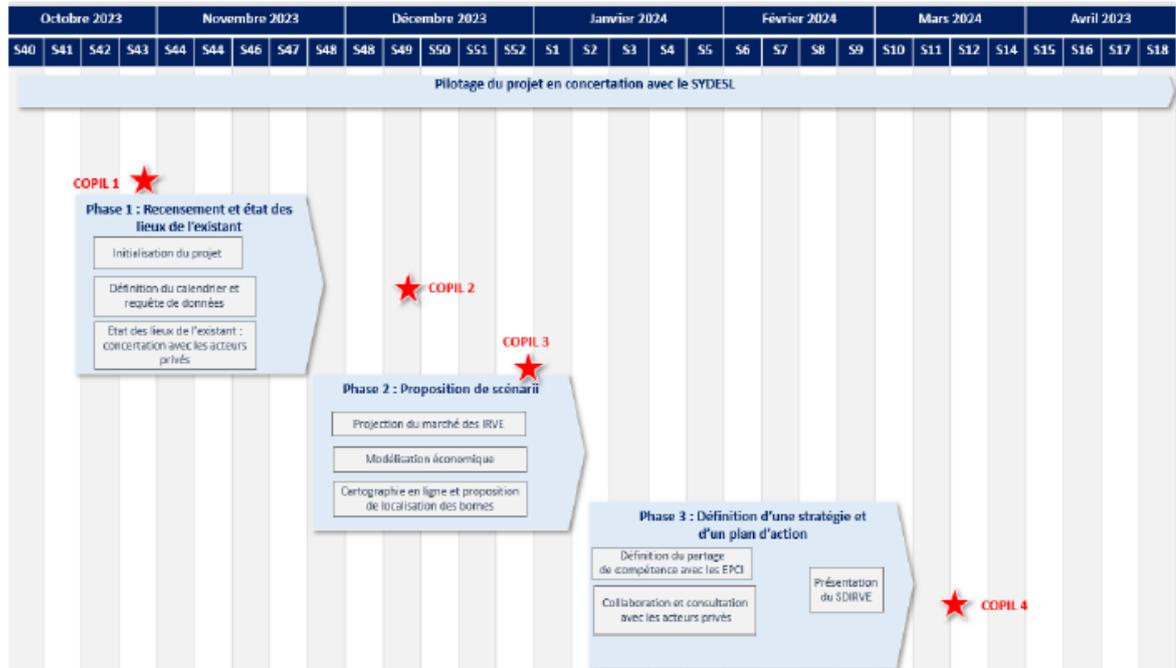


### Positionnement futur dans la déclinaison opérationnelle du SDIRVE

- Accompagnement dans la passation de contrat (AIP, Concessions...)
- Accompagnement dans le suivi des déploiements et de l'exploitation du réseau
- Actualisation des schémas

TACTIS

Le calendrier de la mission d'AMO sera construit sur les jalons précédemment décrits (période allant d'octobre 2023 à Mars 2024).



Calendrier provisoire de la mission

## Annexe 2 : Budget prévisionnel de l'Etude

	Montant en €HT
Réunion 1- Initialisation de la prestation (analyse documentaire, rapport d'étonnement, animation, synthèse des échanges - 2 participants Tactis) – DISTANCIEL	1 300,00 €
Réunion 2 – Restitution Phase 1 (analyse documentaire, retour des entretiens, animation, synthèse des échanges - 2 participants Tactis) – DISTANCIEL	2 200,00 €
Réunion 3 – Restitution Phase 2 – Evaluation des besoins en IRVE – (animation, synthèse des échanges - 2 participants Tactis) – DISTANCIEL	6 500,00 €
Réunion 4 – Restitution Phase 3 – Définition de la stratégie – (animation, synthèse des échanges – 2 participants Tactis) – PRESENTIEL	9 500,00 €
Réunion 5 – Présentation du SDIRVE finalisé – PRESENTIEL	2 800,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>22 300,00 €</b>

### Répartition du financement de l'Etude SDIRVE

Financier	Montant TTC	Pourcentage
SYDESL	13 380 €	50%
Banque des Territoires	13 380 €	50%
Total	26 760 €	100%

### Annexe 3 : Tableau des charges et produits du compte-rendu financier

#### Annexe 4

#### Marques et logotypes de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Banque des Territoires

##### Logotype Groupe Caisse des Dépôts



Ce logotype se caractérise notamment par les éléments suivants :

- le logo existe uniquement en version rouge (Pantone 485 C) ou en version noire (Pantone Black C) ;
- la taille minimale du logo est de 15 mm, ce qui préserve la visibilité et la lisibilité de la médaille.

## Logotypes Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts

**Rectangulaire : n°19/4.524.153**



Le logo identitaire est le bloc-marque

Sa hauteur minimum est de 13 mm du haut au bas de l'hexagone

Son espace de protection est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté. Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

**Carré : 18/4.456.087**



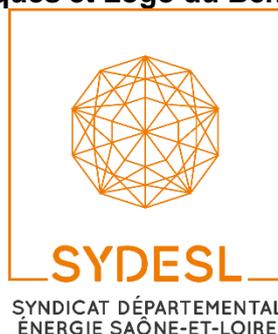
Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable

### Annexe 5

#### Marques et Logo du Bénéficiaire



## 20 – Avenant n° 4 à la tarification de la DSP PROPANE avec ANTARGAZ

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant qu'Antargaz propose un avenant afin d'augmenter ses tarifs en justifiant que les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer ;

Considérant que le concessionnaire Antargaz propose l'approche suivante :

Les tarifs sont aujourd'hui fixés selon une moyenne des tarifs enregistrés sur le cours officiel (Flatt's) et plafonnés à +/- 6 % d'évolution. De fait, la hausse des prix est limitée, mais les baisses rencontrées récemment ne sont donc que peu répercutées.

Antargaz propose de fixer le prix selon les mêmes modalités que ses tarifs d'achat du gaz : à savoir sur la base du prix estimé dans les six prochains mois (l'Argus) et d'encadrer les évolutions du tarif à +/- 20 % avec une indexation des prix deux fois par an (1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> octobre).

Considérant que cette approche permettrait à ANTARGAZ :

- D'harmoniser les tarifs d'achat d'Antargaz avec ses tarifs de vente en France ; et donc améliorer le compte d'exploitation sur cette part.
- De caper 20 % pour limiter les hausses et les baisses (20 % au lieu de 6 %).

Considérant qu'en 2022 un avenant n°3 a déjà été signé par le SYDESL pour valider les modifications apportées par Antargaz à son catalogue de prestations incluant des hausses de tarifs pour certaines d'entre elles ;

Considérant l'avis défavorable émis par la commission concessions qui s'est réunie le 7 novembre 2023 sur la suite à donner à cet avenant en raison du risque de forte hausse des prix qu'il fait peser sur les clients ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**APPROUVE** le refus de signer la proposition d'avenant n°4 émise par ANTARGAZ dont un exemplaire est joint en annexe.

Le Président Jean SAINSON ajoute qu'une réunion avec la FNCCR s'est tenue ces derniers jours, et celle-ci confirme l'avis de la Commission Concessions. En effet, la FNCCR conseille aux syndicats d'énergie de ne pas accepter cette proposition. Aussi, il est urgent d'attendre !



**Avenant n° 4**  
**à la convention de concession**  
**pour le service public de la distribution**  
**de gaz signé le 20 juillet 2010**

**Objet : Modification de l'Annexe 3 « Tarification du Service »  
&  
Intégration de l'Annexe 3Bis « Indexation des Prix du Service »**

**AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE CONCESSION  
POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2010**

Entre les soussignés :

**Le Syndicat Départemental d’Energie de la Saône et Loire – SYDESL 71** autorité organisatrice du service public de distribution d’électricité, faisant élection de domicile à son siège social, 200 Boulevard de la Résistance 71000 MACON, autorité organisatrice du service public de distribution de gaz, représentée par **Monsieur Jean SAINSON** son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d’une délibération du .....

VU la délibération du comité syndical en date du 10 juin 2010, visée par le contrôle de légalité de la préfecture de la Saône et Loire, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Départemental d’Energie de la Saône et Loire et Antargaz,

ci-après dénommé : **«l’autorité concédante»**

D’une part,  
Et

**La société ANTARGAZ**, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : **«le concessionnaire»**

D’autre part,

L’Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

Par contrat signé le 20 juillet 2010 (ci-après le « Contrat »), l’autorité concédante a confié au concessionnaire l’exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur la commune de Cronat, et ce pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite désormais un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire de la commune susmentionnée.

Les Parties se sont rencontrées afin d’apporter des modifications aux conditions tarifaires de la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle.,

En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Afin de rétablir l'équilibre économique de la convention, il est nécessaire de réévaluer le tarif des usagers à la hausse.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

Selon délibération du Comité Syndical du ..... l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition du Concessionnaire,
- autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la Concession
- a approuvé les termes et conditions des présentes.
- autorise le Président du Syndicat Départemental d'Energie de la Saône et Loire à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

**CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :**

**Article 1 Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet :

- De modifier l'Annexe 3 « Tarif et Facturation »
- D'intégrer l'annexe 3 Bis « Indexation des prix du service »

**Article 2 Modification apportée à l'Annexe 3 « Tarif et Facturation » de la Convention**

Il est stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 de la Convention signée le 20 juillet 2010 est purement et simplement remplacée par ce qui suit.

**ANNXE 3 : TARIFICATION DU SERVICE**

Le service public de distribution du gaz propane sur le territoire de la concession comprend :

- Un service de fourniture et d'acheminement du gaz propane (ou service public de base).  
Ce service est l'objet d'une tarification selon les dispositions développées dans la présente annexe ;
- La réalisation de prestations complémentaires proposées par le concessionnaire en lien avec le raccordement et la consommation de gaz (ou prestations annexes).  
Ces prestations complémentaires font l'objet de l'Annexe 4 au présent contrat.

**Article 1** Principe de la tarification du service public de base

La tarification du service public de base aux usagers est dépendante de leur catégorie et de leur besoin annuel souscrit au point de consommation raccordé aux équipements du service public. Elle est de type binôme.

Les termes du tarif binôme sont :

- un terme d'abonnement et,
- un terme proportionnel à la consommation dit « tarifs de fourniture du gaz propane ».

**Article 2** Définition des tranches de consommation

Les prix de fourniture sont établis selon une segmentation des usagers basée sur leur consommations annuelle et leur catégorie.

Catégorie	Particulier			Collectivité et Professionnel			
	C1	C2	C3	P1 / S1	P2 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Consommation annuelle en kWh/an	Jusqu'à 5 999	De 6 000 à 29 999	A partir de 30 000	Jusqu'à 74 999	De 80 000 à 149 999	De 150 000 à 299 999	Supérieur à 300 000

Dans un souci d'aide et de soutien aux personnes en situation de précarité, le concessionnaire propose une grille (S1, S2, S3 et S4) de tarifs uniquement applicables à la catégorie « Sociale ». Les seuls usagers bénéficiant d'un logement social, en tant que titulaires d'un bail dûment conclu avec un bailleur social, pourront prétendre appartenir à cette catégorie.

Les bailleurs sociaux (OPHLM, OPAC, organismes privés d'habitations à loyer modéré...) sont des organismes publics ou privés recevant des subventions de collectivités publiques, pour construire ou gérer des logements locatifs destinés à des personnes modestes.

Le tarif, applicable au locataire, est fonction de la consolidation des consommations des logements du bailleur social, sur la commune de résidence du locataire de ce dit bailleur.

Un usager pourra faire valoir la facturation de ses consommations de gaz au tarif professionnel (gamme Pi) à une adresse de livraison donnée si l'établissement, au sens de l'INSEE, desservi à l'adresse susdite est assorti d'un numéro SIRET valide.

A l'exclusion des cas visés aux précédents alinéas du présent article, les usagers sont réputés être soumis aux prix de la gamme Ci du présent contrat.

### Article 3 Tarifs de fourniture du gaz propane

Les tarifs ci-dessous sont en centimes d'euros hors taxes.

#### Cronat

Tarifs au 1 <sup>er</sup> avril 2023	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
<b>Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)</b>	<b>7,92</b>	<b>7,43</b>	<b>7,10</b>	<b>7,08</b>	<b>6,72</b>

*NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation*

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	1,60
Csa	Coût de stockage/acheminement	0,82
P	Achat du gaz	3,70
MA	Marge & Autre	0,49
I	Part fixe amortissement	0,82
<b>Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1<sup>er</sup> avril 2023</b>		<b>7,43</b>

*NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation*

#### **Article 4** Tarif des abonnements mensuels

Les tarifs ci-dessous sont en euros hors taxes, en date du 1<sup>er</sup> avril 2023.

<b>Code Tarif</b>	<b>C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4</b>	<b>P1 / P2 / P3</b>	<b>P4</b>
Abonnements mensuels	<b>15,17</b>	<b>26,33</b>	<b>31,59</b>

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Les abonnements détaillés ci-avant concernent les compteurs de type usuel quel que soit leur débit horaire nominal.

#### **Article 3 Ajout d'une Annexe 3 Bis « Indexation du prix des Services »**

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 bis ci-dessous est ajoutée à la Convention signée le 20 juillet 2010.

**Article 1** Révision du tarif de fourniture du gaz propane

Le prix du propane, exprimé en \$/t sur le marché international, fluctue en fonction des disponibilités de produit, de la conjoncture internationale (géopolitique et économique) ainsi que des conditions climatiques du moment. En conséquence, les références du passé n'ont aucune pertinence pour élaborer les mouvements de l'avenir.

Le prix de la fourniture de gaz sera la résultante de plusieurs facteurs (au nombre de 5) qui évoluent selon des index spécifiques.

**a – Fréquence de révision :**

Le prix de vente du gaz variera deux fois par an, à intervalles réguliers et fixes de six mois. Les dates d'application des nouveaux barèmes de vente seront les 1<sup>er</sup> avril et 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

**b – Détermination de la nouvelle valeur des éléments constitutifs du prix :**

L'élaboration du barème se fera à J, dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application.

Les éléments constitutifs du prix sont les suivants :

***b.1. Coût de distribution :***

Le coût de distribution est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de distribution de la période (s) :

$$Cd_{(s)} = Cd_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)$$

Où:

- $Cd_{(s)}$  : nouveau coût de distribution ;
- $Cd_0$  : coût initial de distribution défini à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$  : valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_0$  : index initial du mois d'avril 2022 : 126,2.

***b.2. Coût de stockage et acheminement :***

Le coût de stockage et acheminement est indexé sur l'indice CNL Route du deuxième (2<sup>ème</sup>) trimestre de l'année pour le tarif du 1<sup>er</sup> octobre et du quatrième (4<sup>ème</sup>) trimestre pour le tarif du 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante. Cet indice est publié par la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France. A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de stockage et acheminement de la période (s) :

$$Csa_{(s)} = Csa_0 \times (CNL\ Route_{(s)} / CNL\ Route_0)$$

Où:

- $Csa_{(s)}$  : nouveau coût de stockage et acheminement ;
- $Csa_0$  : coût initial de stockage et acheminement défini à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $CNL\ Route_{(s)}$  : valeur de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1<sup>er</sup> octobre, ou publié au titre du quatrième trimestre de l'année antérieure à celle où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1<sup>er</sup> avril ;
- $CNL\ Route_0$  : valeur initiale de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année 2022 ( $CNL\ Route_{(2022/T4)}$ ) : 277,48.

- **b.3. Marge & Autre :**

Le coût « Marge & Autre » (MA) est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût MA de la période (s) :

$$MA_{(s)} = MA_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)$$

Où:

- $MA_{(s)}$  : nouvelle valeur du terme Marge & Autre ;
- $MA_0$  : coût initial du terme Marge & Autre défini à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$  : valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_0$  : index initial du mois d'avril 2022 : 126,2.

**b.4. Partie fixe - Amortissements :**

Le terme « *Partie fixe – Amortissements* » est non indexé. Il représente notamment la part d'amortissement des ouvrages imputée au prix de vente.

**b.5. Achat du gaz :**

Le prix du produit  $P_s$ , pour un semestre considéré, est élaboré à partir de la formule suivante :

$$P_s = \left( \sum_{i=1}^{i=6} M_i \div 6 \right) \times C_j \div K$$

Où :

- $P_s$  : le prix d'achat du gaz pour la période, valeur en €/kWh ;
- $M_i$  : la moyenne des cotations du marché à terme propane (« swaps ») de chacun des six (6) mois de la période tarifaire concernée, publiés par Petroleum Argus – International LPG Report (réf : Buy Sell Forward Market NWE), à j ;
- $c_j$  : le cours du dollar en euros du jour J : Taux de change (parités quotidiennes) |

Banque de France (banque-france.fr) ;

- **J** : le dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application du nouveau tarif ;
- **K** : le coefficient de conversion en kWh/tonne, fixé à : 13 830 kWh/tonne de Propane (PCS).

**c - Détermination du prix de la fourniture des usagers de la tranche C2 :**

Le prix de fourniture, pour la période (S), pour les usagers au tarif de fourniture C2 s'obtient en additionnant l'ensemble des composantes actualisées comme cela est indiqué au 'b' du présent article. Ainsi :

$$F(C2)_{(s)} = Cd_{(s)} + Csa_{(s)} + MA_{(s)} + P_{(s)} + I$$

**d – Détermination du prix de la fourniture des autres tranches des grilles de tarif particulier et professionnel / bâtiments publics :**

Le pourcentage d'évolution du prix de la fourniture (F) de la tranche C2 sert de référence à l'évolution des autres tranches de chacune des grilles.

Le prix (F) des autres tranches évolue, pour la période (S), de la manière suivante :

$$F(\text{autre tranche})_s = F(\text{autre tranche})_0 \times F(C2)_n / F(C2)_0$$

Où :

- $F(\text{autre tranche})_n$  : nouveau prix ;
- $F(\text{autre tranche})_0$  : prix d'origine ;
- $F(C2)_n$  : nouveau prix de la tranche C2 ;
- $F(C2)_0$  : prix d'origine de la tranche C2.

**e – Clause de modération tarifaire :**

Evolution des prix portés dans la grille tarifaire

***e.1. Le prix du gaz porté dans la grille tarifaire***

Le prix du gaz facturé aux usagers correspond au prix porté dans la grille tarifaire.

***e.2. L'indexation des prix de la fourniture portés dans la grille tarifaire***

L'indexation des prix portés dans la grille tarifaire sera effectuée au maximum deux (2) fois par an, au 1<sup>er</sup> avril et au 1<sup>er</sup> octobre.

L'application des formules d'indexation ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'entraîner une variation des prix supérieure à vingt (20)% par rapport à ceux portés dans la grille tarifaire des prix de la fourniture appliqué au semestre précédent, à la hausse comme à la baisse.

***e.3. L'ajustement***

Toutefois, l'autorité concédante autorise expressément le concessionnaire à procéder, de sa propre initiative et sans que l'autorité concédante ne puisse l'y contraindre, à un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation (ci –après l'« Ajustement »).

Le concessionnaire ne pourra pas procéder à plus de deux (2) ajustements consécutifs de sa propre initiative.

Dans le cas où un troisième ajustement serait nécessaire afin de préserver l'intérêt général des usagers, le concessionnaire et l'autorité concédante se rapprocheront afin de définir ensemble le pourcentage de baisse permettant un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation, sur accord écrit et préalable des deux parties en y indiquant les motifs.

**f – Conditions spécifiques :**

La tranche P4 de la grille tarifaire stipule des conditions spécifiques pour les clients professionnels dits « gros consommateurs »

Cette tarification spécifique est subordonnée à la signature d'un contrat d'abonné professionnel « gros consommateurs ». L'ensemble des conditions tarifaires sera négocié directement avec l'abonné professionnel en fonction de ses besoins.

**g – Révision tarifaire :**

Le concessionnaire pourra proposer à l'autorité concédante toutes autres modifications tarifaires qu'il estimera nécessaires pour la bonne exécution de la convention de concession pendant la durée de cette dernière.

Ces modifications tarifaires n'interviendront qu'après accord exprès des deux parties, régularisé par avenant.

## **Article 2 Révision du tarif des abonnement**

### 2.1 Calcul du coefficient de révision

Le montant des abonnements sera révisé annuellement, le 1<sup>er</sup> avril, selon la formule définie ci-dessous. Le concessionnaire transmettra la nouvelle grille de prix à l'autorité concédante préalablement à son entrée en application.

$$R = 0,19 + 0,27 (TP05a_{m-6} / TP05a_0) + 0,27 (X_{m-6} / X_0) + 0,27 (Y_{m-6} / Y_0)$$

Avec :

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) ;
- TP05a<sub>m-6</sub> : valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710991 (base 2010) ;
- TP05a<sub>0</sub> : valeur initiale de l'index (avril 2022) : 126,2 ;
- X<sub>m-6</sub> : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565183) ;
- X<sub>0</sub> : valeur de l'indice mensuels du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021 : 128,8, publiée dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (identifiant de la série : 001565183) ;

- $Y_{m-6}$  : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565196) ;
- $Y_0$  : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises de septembre 2021 : 123,2, publiée par l'INSEE (identifiant de la série : 001565196) ;
- $m$  : mois d'application du nouveau prix ;

## 2.2 Application du coefficient de révision

Le coefficient de révision déterminé à l'article de 2.1 de la présente annexe servira au calcul du tarif des abonnements applicable à compter du 1<sup>er</sup> de chaque année, en faisant usage de la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

Avec :

- $P$  : nouvelle valeur de l'abonnement mensuel applicable aux usagers d'une catégorie et d'un niveau de consommation donnés ;
- $P_0$  : valeur initiale de l'abonnement mensuel applicable aux usagers de la même catégorie et d'un même niveau de consommation que celui visé au tiret précédent ;
- $R$  : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) déterminé par l'article 2.1 de la présente annexe.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante du changement tarifaire dans les quinze jours à compter du 1<sup>er</sup> mars ou du 1<sup>er</sup> septembre en fonction de la date de mise à jour des grilles tarifaire (1<sup>er</sup> avril ou 1<sup>er</sup> octobre).

### **ARTICLE 4 - Effet de l'avenant**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> Août 2023, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 5 – Dispositions générales**

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 20 juillet 2010 et de ses avenants (avenants n°1, 2 et 3) successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en trois  
exemplaires, le .....

Pour l'autorité concédante,  
  
Le Président du Syndicat Départemental d'Énergie  
de la Saône et Loire  
  
Jean SAINSON

Pour le concessionnaire,  
  
Le Responsable du Département  
Réseaux France  
  
Franck TILLY

## 21 – Convention de partenariat avec le GRAND CHALON pour la gestion des bornes transférées en 2024

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS23- 055 du 16 octobre 2023 relative au transfert de la compétence décrite à l'article 2224-37 du Code Général des Collectivités Territoriales aux communes du Grand Chalons ;

Vu l'article L1321-2 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose qu'en cas de transfert de compétence la collectivité bénéficiaire est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur les marchés publics que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services ;

Considérant la demande du GRAND CHALON de signer une convention par laquelle le SYDESL gèrerait jusqu'au 11 août 2024 les bornes en son nom dans le cadre du marché de maintenance en cours avec l'entreprise Citeos de fait transféré aux nouveaux bénéficiaires de la compétence, convention jointe en annexe ;

Considérant l'avis défavorable émis par la commission transition énergétique qui s'est réunie le 9 novembre 2023 concernant la signature de cette convention ;

Considérant l'exposé du Président et l'assurance que le SYDESL gèrera le parc d'IRVE sur le territoire du Grand Chalons jusqu'au transfert effectif de la compétence et du marché ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité 37 voix pour (708 mandats), 3 abstentions (94 mandats).**

**APPROUVE** le refus de signer la convention de partenariat, le SYDESL gèrera le parc d'IRVE sur le territoire du Grand Chalons jusqu'au transfert effectif de la compétence et du marché.

Le Président Jean SAINSON informe les participants qu'il est préférable pour les deux entités de s'orienter vers une simplification du timing. Le but restant, bien entendu, que le service devra être rendu le plus qualitativement possible.

## **Convention de gestion des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur le territoire du Grand Chalon**

**Année 2024**

### **Entre**

La Communauté d'Agglomération le Grand Chalon, représentée par son Président, Monsieur Sébastien MARTIN, agissant en vertu de la délibération du 14 décembre 2023, n°CC-23-XX-X-X, relative à la modification des statuts du Grand Chalon et à la prise de compétence développement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE).

Ci-après dénommée, « le Grand Chalon »

### **Et**

Le Syndicat d'Énergie de Saône et Loire, agissant en vertu de : .....

Ci-après dénommée « le SYDESL »

### **Il a été exposé ce qui suit**

Le Grand Chalon porte, depuis de nombreuses années, des politiques publiques ambitieuses en faveur de la transition énergétique, et notamment un Plan Climat Air Énergie Territorial couvrant la période 2018-2023.

Face aux besoins croissants de bornes de recharge électrique pour les véhicules légers, le Grand Chalon a conduit en 2022 une étude prospective à l'échelle du territoire intercommunal, en lien avec l'ensemble des communes, afin d'identifier les besoins et les modalités de gestion permettant une couverture sur l'espace public adaptée à la montée en puissance du parc de véhicules électriques.

Cette étude a permis de faire apparaître un besoin d'implantation de 142 points de charge sur espaces publics en complément des infrastructures déployées en secteur résidentiel fermé et dans les centres commerciaux.

Le Grand Chalon, en lien avec ses communes, a engagé une procédure de révision de ses statuts en vue de reprendre la compétence déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (IRVE) qui aboutira début 2024.

Jusqu'ici, cette compétence est déléguée par 10 communes du Grand Chalon, de manière optionnelle, au Syndicat Départemental d'Energie de Saône-et-Loire (SYDESL) qui a déployé jusqu'à ce jour 11 bornes de recharge, 22 points de charge, sur l'ensemble du territoire.

Commune	Points de charge installés SYDESL
	22 kW
Chalon-sur-Saône	4
Châtenoy-le-Royal	2
Cheilly-lès-Maranges	2
Dracy-le-Fort	2
Gergy	2
Givry	2
Mercurey	2
Saint-Léger-sur-Dheune	2
Saint-Marcel	2
Saint-Rémy	2
<b>Total</b>	<b>22</b>

#### **Article 1 : Description des ouvrages**

Les bornes de recharge installées par le SYDESL sont les modèles suivants :

- **Bornes de recharge e-totem**

Intégrer ici un descriptif technique rapide – et en PJ une fiche technique.

Ces bornes font l'objet d'un contrat de maintenance, dit de performance, porté par un groupement composé par les entreprises :

- Citeos,
- L'entreprise électrique Decize,
- Freshsmile.

#### **Article 2 : Objet de la présente convention**

Le Grand Chalon a décidé de confier au SYDESL, qui l'accepte, les missions définies au sein de la présente convention entrant dans le cadre de l'exploitation des 11 IRVE installés par le SYDESL jusqu'en 2023. Les conditions d'exécution sont définies ci-après, dans le but de maintenir les interventions réalisées précédemment dans la cadre d'un contrat de maintenance et ceci jusqu'à son échéance (à préciser ici).

#### **Article 3 : Description des missions confiées**

Le SYDESL exécute, pour le compte du Grand Chalon, les tâches suivantes :

- Exploitation, Supervision du réseau existant d'IRVE ;

- Gestion monétique et service à l'utilisateur du réseau existant d'IRVE ;
- Maintenance (préventive et corrective) du réseau existant d'IRVE, par le biais notamment du contrat de maintenance souscrit.

Pendant la durée de la présente convention, le SYDESL assume la gestion opérationnelle des missions précitées qui lui sont confiées.

Le SYDESL aura recours, pour l'accomplissement de ces missions, à ses propres moyens humains et à des prestations de services.

Les missions confiées au SYDESL sont exécutées de manière concertée avec le Grand Chalons.

#### **Article 4 : Responsabilité**

La communauté d'agglomération est assurée pour l'ensemble des compétences qui lui sont dévolues et assumera la responsabilité des missions confiées au SYDESL, celles-ci devant être, conformément à l'article 3 ci-avant, exécutées en concertation avec le Grand Chalons.

#### **Article 5 : Conditions financières**

La présente convention est conclue à titre onéreux. Le SYDESL reçoit une rémunération pour la réalisation des prestations décrites dans la présente convention.

Intervention	Rémunération
<b>Entretien courant des IRVE :</b> - A détailler	Prix à détailler : Forfaitaire ou via détail de calcul
<b>Intervention curative :</b> - A détailler	Prix à détailler : Détail de calcul
<b>Consommation d'électricité :</b> - A détailler	Prix à détailler : Détail de calcul
<b>Recettes liées aux prestations facturées :</b> - A détailler	A reverser ou déduire des factures

La rémunération du SYDESL couvre :

- Les charges de personnel,
- La gestion, l'entretien, la réparation du matériel utilisé, ainsi que l'ensemble des consommables.

Cette rémunération sera versée au SYDESL en une seule fois, à la fin du contrat de prestations, sur présentation des éléments justificatifs. Les dépenses seront rémunérées en fonction des prestations réalisées au cours de la période de mise en œuvre du contrat et dûment justifiées par la présentation au Grand Chalons de tout document y attestant. La justification des prestations effectuées devra être communiquée en même temps que l'avis des sommes à payer pour que le versement soit réalisé.

#### **Article 6 : Durée de la convention - Résiliation**

La présente convention est conclue jusqu'à fin du contrat de maintenance en cours des IRVE, soit jusqu'au **XX MOIS 2024, 23h59**.

Les parties ont la faculté de résilier la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant le respect d'un préavis de deux mois.

L'exercice de ce droit ne donne lieu à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

**Article 7 : Ressort de juridiction**

En cas de contestations au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu et ce, avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. A défaut, les différends seront jugés par le Tribunal Administratif de Dijon.

**Article 8 : Prise d'effet de la présente convention**

La présente convention prend effet à compter de la date de notification aux parties.

Fait en deux exemplaires originaux, à Chalon-sur-Saône, le .....

Pour le Grand Chalon

Pour le SYDESL

Le Président

Le Président

## 22 – Décision modificative n° 3

### EXPOSE PREALABLE :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CS23-007 du 16 mars 2023 relative au vote du Budget Primitif 2023 ;

Vu la délibération CS23-044 du 3 juillet 2023 relative à la décision modificative n°1 ;

Vu la délibération CS23-067 du 16 octobre 2023 relative à la décision modificative n°2 ;

Considérant la nécessité d'ajuster le budget en fonctionnement et en investissement afin de prendre en compte :

- L'inscription de nouvelles dotations du FACE
- Le montant lié à la convention « appuis communs »
- La régularisation d'écritures comptables liées aux travaux d'éclairage public demandée par le Service de Gestion Comptable de Mâcon

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**ADOpte** la décision modificative n° 3 du Budget Principal conformément au tableau ci-dessous :

### FONCTIONNEMENT

#### Dépenses

Nature	Objet	Budget Primitif + DM n°1 + n°2	Proposition DM n°3	Nouveau montant
605	Achats de matériel, équipements et travaux	2 921 300,00	513 000,00	3 434 300,00
011	Total Chapitre	7 355 500,00	513 000,00	7 868 500,00
012	Total Chapitre	2 194 000,00	0,00	2 194 000,00
014	Total Chapitre	500 000,00	0,00	500 000,00
022	Total Chapitre	43 330,00	0,00	43 330,00
023	Virement section investissement	14 951 825,16	-1 037 000,00	13 914 825,16
023	Total Chapitre	14 951 825,16	-1 037 000,00	13 914 825,16
042	Total Chapitre	774 419,00	0,00	774 419,00
65	Total Chapitre	906 370,00	0,00	906 370,00
66	Total Chapitre	41 983,00	0,00	41 983,00
67	Total Chapitre	13 000,00	0,00	13 000,00
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>26 780 427,16</b>	<b>-524 000,00</b>	<b>26 256 427,16</b>

## Recettes

Nature	Objet	Budget Primitif + DM n°1 + n°2	Proposition DM n°3	Nouveau montant
002	Total Chapitre	3 476 608,16	0,00	3 476 608,16
013	Total Chapitre	74 800,00	0,00	74 800,00
042	Total Chapitre	55 219,00	0,00	55 219,00
704	Travaux	6 791 000,00	-1 037 000,00	5 754 000,00
70	Total Chapitre	7 297 000,00	-1 037 000,00	6 260 000,00
73	Total Chapitre	8 727 500,00	0,00	8 727 500,00
74	Total Chapitre	2 639 900,00	0,00	2 639 900,00
7588	Autres produits divers de gestion courante	4 378 100,00	513 000,00	4 891 100,00
75	Total Chapitre	4 435 100,00	513 000,00	4 948 100,00
77	Total Chapitre	68 800,00	0,00	68 800,00
78	Total Chapitre	5 500,00	0,00	5 500,00
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>26 780 427,16</b>	<b>-524 000,00</b>	<b>26 256 427,16</b>

## INVESTISSEMENT

### Dépenses

Nature	Objet	Budget Primitif + DM n°1 + n°2	Proposition DM n°3	Nouveau montant
001	Total Chapitre	6 769 876,93	0,00	6 769 876,93
020	Total Chapitre	50 000,00	0,00	50 000,00
040	Total Chapitre	55 219,00	0,00	55 219,00
041	Total Chapitre	1 152 000,00	0,00	1 152 000,00
13	Total Chapitre	24 000,00	0,00	24 000,00
16	Total Chapitre	242 000,00	0,00	242 000,00
2031	Frais d'études	1 400 000,00	100 000,00	1 500 000,00
2051	Concessions et droits similaires	95 000,00	50 000,00	145 000,00
20	Total Chapitre	1 495 000,00	150 000,00	1 645 000,00
204	Total Chapitre	21 600,00	0,00	21 600,00
2183	Matériel de bureau et informatique	50 000,00	50 000,00	100 000,00
2184	Mobilier	4 000,00	20 000,00	24 000,00
2188	Autre	1 236 200,00	30 000,00	1 266 200,00
21	Total Chapitre	1 290 200,00	100 000,00	1 390 200,00
2315	Installation, matériel et outillage technique	18 149 000,00	3 098 750,00	21 247 750,00
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à dispo	10 455 900,00	458 395,16	10 914 295,16
23	Total Chapitre	28 604 900,00	3 557 145,16	32 162 045,16
26	Total Chapitre	355 000,00	0,00	355 000,00
45818372		0,00	11 000,00	11 000,00
45818373		0,00	75 000,00	75 000,00
4581	Total Chapitre	21 000,00	86 000,00	107 000,00
	<b>RAR</b>	<b>9 787 719,67</b>	<b>0,00</b>	<b>9 787 719,67</b>
	<b>TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT</b>	<b>49 868 515,60</b>	<b>3 893 145,16</b>	<b>53 761 660,76</b>

## Recettes

Nature	Objet	Budget Primitif + DM n°1 + n°2	Proposition DM n°3	Nouveau montant
021	Virement section de fonctionnement	14 951 825,16	-1 037 000,00	13 914 825,16
021	<b>Total Chapitre</b>	14 951 825,16	-1 037 000,00	13 914 825,16
024	<b>Total Chapitre</b>	3 700,00	0,00	3 700,00
040	<b>Total Chapitre</b>	774 419,00	0,00	774 419,00
041	<b>Total Chapitre</b>	1 152 000,00	0,00	1 152 000,00
10	<b>Total Chapitre</b>	10 480 061,34	0,00	10 480 061,34
13148	Autres communes	61 000,00	40 000,00	101 000,00
13248	Autres communes	2 506 800,00	3 752 000,00	6 258 800,00
1328	Autres	6 921 320,00	1 137 000,00	8 058 320,00
13	<b>Total Chapitre</b>	9 684 120,00	4 929 000,00	14 613 120,00
1641	Emprunt	6 084 854,84	-84 854,84	6 000 000,00
16	<b>Total Chapitre</b>	6 084 854,84	-84 854,84	6 000 000,00
27	<b>Total Chapitre</b>	70 000,00	0,00	70 000,00
45828372		0,00	11 000,00	11 000,00
45828373		0,00	75 000,00	75 000,00
4582	<b>Total Chapitre</b>	21 000,00	86 000,00	107 000,00
	<b>RAR</b>	6 646 535,26	0,00	6 646 535,26
	<b>TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT</b>	49 868 515,60	3 893 145,16	53 761 660,76

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

## 23 – Autorisation de mandater en investissement avant le vote du budget 2024

### EXPOSE PREALABLE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et particulièrement son article L1612-1 qui dispose que dans le cas où le budget d'une collectivité n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget :

- De mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente
- De mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget
- D'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Considérant la nécessité de régler aux entreprises les factures de travaux et d'équipement et d'assurer une continuité de l'ensemble des services ;

Considérant l'exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**AUTORISE** le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget 2024 dans la limite de 25 % des crédits inscrits au budget primitif 2023 conformément au tableau ci-dessous :

Nature	Objet	Budget Primitif + DMs - RAR	Calcul des 25% autorisation
2031	Frais d'études	1 500 000,00	375 000,00
2051	Concessions et droits similaires	145 000,00	36 250,00
<b>20</b>	<b>Total Chapitre</b>	<b>1 645 000,00</b>	<b>411 250,00</b>
21838	Matériel de bureau et informatique	100 000,00	25 000,00
21848	Mobilier	24 000,00	6 000,00
2188	Autre	1 266 200,00	316 550,00
<b>21</b>	<b>Total Chapitre</b>	<b>1 390 200,00</b>	<b>347 550,00</b>
2315	Installation, matériel et outillage technique	21 247 750,00	5 311 937,50
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à dispo	10 914 295,16	2 728 573,79
<b>23</b>	<b>Total Chapitre</b>	<b>32 162 045,16</b>	<b>8 040 511,29</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>35 197 245,16</b>	<b>8 799 311,29</b>

**NOTE** que la nature 2183 deviendra 21838 et que la nature 2184 deviendra 21848 au 1<sup>er</sup> janvier 2024 dans le cadre du passage à la M57.

**AUTORISE** le Président à signer tout document afférent.

## 24 – Participation au fonds départemental d’avance sur subvention PROCIVIS

### **EXPOSE PREALABLE :**

Vu le Code général des collectivités territoriales pris en son article L. 3211-1 notamment ;

Vu le Plan Environnement adopté par l’Assemblée départementale du 18 juin 2020 ;

Vu le Plan Habitat adopté par l’Assemblée départementale du 10 juillet 2020 ;

Vu l’initiative de la SACICAP Procivis Bourgogne Sud – Allier visant à constituer un fonds départemental destiné à faciliter la liquidité des ménages engagés dans des travaux et à sécuriser le paiement des artisans, en permettant le préfinancement des aides publiques ;

Vu la délibération de l’Assemblée départementale du 7 mai 2021, approuvant la constitution de ce fonds départemental et fixant sa participation à ce fonds, pour les publics très modestes et modestes accompagnés dans le cadre des opérations programmées d’amélioration de l’habitat (OPAH) et des programmes d’intérêt général (PIG) locaux ;

Vu la délibération du Comité syndical du SYDESL du 10 mars 2022 autorisant le Président à signer la convention cadre de création du fonds ;

Considérant la nécessité pour le SYDESL d’abonder ce fonds de 50 000 euros supplémentaires pour atteindre une contribution de 200 000 euros, identique à celle du Département ;

Considérant l’exposé du Président ;

**Le COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à l’unanimité,**

**APPROUVE** la convention à conclure avec PROCIVIS pour la constitution d’un fonds départemental d’avance sur subvention pour des travaux visant le traitement de la précarité énergétique et l’indignité, conformément au projet annexé.

**AUTORISE** le Président à signer la convention en annexe et ses éventuels avenants.

## IV – INFORMATIONS

### Les Commissions Spécialisées

Les commissions spécialisées se réunissent régulièrement en fonction de l'actualité et des rapports à soumettre au Comité syndical, [voici la liste des commissions qui ont eu lieu dernièrement.](#)

### Réunion avec le Département

Une convention signée cette semaine par le CD71 et l'ATD71 intègre le SYDESL.

Leur schéma vise à ce que les demandes des collectivités passent par les 5 STA (5 secteurs de la direction des routes du CD71) qui vont désormais se charger des études dites « de premier niveau » et définies comme étant des études d'opportunité gratuites.

Sur ce schéma, le SYDESL est la seule entité dont la gouvernance n'est pas liée au CD71 (avec également les bureaux d'études).



Le « conseil de 1<sup>er</sup> niveau » des STA concernant le SYDESL ne pourrait être que la simple redirection des appels vers le SYDESL, si toutefois les collectivités passaient par les STA et n'avaient pas le réflexe de contacter directement le SYDESL. Mais cela ne saurait être un circuit à privilégier et retarderait la réactivité du SYDESL.

### Réorganisation au sein du Pôle Performance Énergétique

- Michèle JORGE : responsable du pôle performance énergétique et énergies renouvelables
- Adjoint au pôle en cours de recrutement
- Thibault DEMONREDON : chef de projet énergies renouvelables dédié à la SEM et au CCRT

### Bilan fonds vert

L'enveloppe du fonds vert 2023 est totalement engagée, tous les bons de commande sont édités. Les travaux de renouvellement de l'EP commencent en 2023 et se réaliseront en grande partie sur l'année 2024.

- 236 dossiers engagés

- 23 en communes urbaines, 1 371 963€ HT (24%)
  - 213 en communes rurales, 4 363 057€ HT (76%)
- Total de 5 735 020€ HT (pour un objectif de 5 635 000€ HT)  
 → A minima 100 000€ de dossiers devront donc être reportés sur le Fonds Vert 2024
- 205 communes
    - 9 communes urbaines
    - 194 communes rurales
  - Plus de 6000 luminaires concernés
  - 777 589W avant travaux  
256 107W après travaux (67% d'économie d'énergie)
    - 54 718W en communes urbaines (69% d'économie)
    - 201 389W en communes rurales (67% d'économie)
  - Coût moyen 910€ HT / luminaire (incluant éventuellement des changements de supports, des renouvellements d'horloges, de la dépose, etc.)
    - 1 067€ en communes urbaines
    - 867€ en communes rurales

### Cadastre solaire

Démonstration de ce nouvel outil sur notre SIG par **Frédéric ADE**

- En production sur le SIG du SYDESL dès mardi prochain
- Accessible tout public courant janvier
- Communication sera faite à l'ensemble des mairies pour les informer de la mise en ligne de ce cadastre.

## IV- QUESTIONS DIVERSES

Le Président Jean SAINSON annonce la date du prochain Comité Syndical, le jeudi 25 janvier au matin, en présentiel au SYDESL avec à l'ordre du jour notamment le vote du ROB.

Cette réunion sera suivie par la cérémonie des vœux et un buffet déjeunatoire clôturera cette matinée.

Fait à Mâcon, le 22 décembre 2023

Le Président,

Jean SAINSON

Le Secrétaire de Séance

Hervé REYNAUD